

NEWS D'ILL

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE

JUIN 2010 - N°100 - 3 EUROS

A l'approche de nouvelles élections, Bosniaques, Croates et Serbes campent sur leurs divisions. Voyage au pays des identités nationales.



BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le goût de la paix froide

NOUVELLE TARIFICATION DES TRANSPORTS

Selim,
étudiant boursier.



À PARTIR DU 1^{ER} JUILLET 2010

son abonnement mensuel bus/tram

lui coûtera

5,50€
au lieu de 22€
(sous conditions de ressources)

www.strasbourg.eu

Graphisme : Ligne / Photo : Stéphane / Photographie - Frédéric Gable

La Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg s'engagent pour
UN SERVICE PUBLIC PLUS ÉQUITABLE



BOSNIE CAPITALES p. 6 à 9

Un pays, deux entités. Deux capitales ? **Sarajevo** se dessine au gré des intérêts des promoteurs privés. Face à elle, **Banja Luka** fait cavalier seul, lancée dans une urbanisation accélérée et chaotique. La Republika srpska, menée par son Premier ministre **Dodik**, ne rêve plus d'une **Grande Serbie**, mais mise sur le **recensement** pour renforcer son autonomie.



pages 4 et 5 les lieux de nos reportages et les principaux indicateurs.

FRONTIÈRES INTÉRIEURES p. 10 à 15



Rien ne matérialise la frontière entre les deux entités, mais à **Dobrinja**, Serbes et Bosniaques vivent dos à dos. Les élus tentent de renouer les liens entre **Gorazde et Foca**. A **Mostar**, chacun son université. Les jeunes Serbes de Sarajevo-est partent étudier à **Pale**. Supervisé par la communauté internationale, **Brcko, district autonome du nord**, a servi de laboratoire de la mixité. Partout, **mosquées, églises orthodoxes et catholiques** marquent les appartenances.

DÉPLACÉS ET RÉFUGIÉS p. 16 à 20

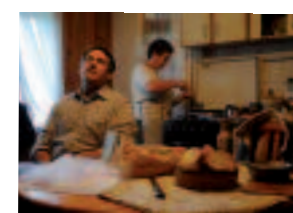
L'ABÉCÉDAIRE

Tout au long des pages de ce magazine, une quarantaine de mots pour comprendre la situation politique et économique de la Bosnie-Herzégovine.

Vanja et Almir, comme d'autres **couples mixtes**, sont mal perçus par leur entourage. Kozarac, vidée de ses habitants après la guerre, vit aujourd'hui grâce à sa **diaspora**. **Osijek**, ancien petit village serbe, est désormais peuplé en majorité de déplacés bosniaques. **Prijedor** cherche à tourner le dos à son histoire. **Jasmin** et sa famille ont été déplacés de l'ouest à l'est d'un boulevard.



RÈGLES DE VIE p. 21 à 26



Pour trouver un travail, ils s'encartent au **parti**. Quand ils s'installent, c'est dans la **maison familiale**. Pour se faire **soigner**, ils versent des pots-de-vin. Les Bosniaques ont appris à composer avec le système mais beaucoup, candidats au départ, font la queue pour obtenir un **visa**. Certains se révoltent : les **vétérans**, qui craignent la réduction de leur pension, ou les Roms, à travers **Dervo Sejdic**.

FORTUNES DIVERSES p. 27 à 33

Le géant aéronautique **Soko** a reçu le coup de grâce lors de sa privatisation. D'autres, comme le **fabricant de meubles Krivaja**, tentent de se redresser. A Siroki Brijeg, les **nouveaux riches croates** s'affichent. Dans les campagnes, certains, tel **Mile Spanesic**, se diversifient, mais la plupart cultivent d'abord pour **survivre**.



CONSTRUIRE SON HISTOIRE p. 34 à 39



Les **procès** se poursuivent au tribunal de Bosnie. Croates, Bosniaques ou Serbes, croisent encore leurs bourreaux dans la rue. Dans les **cafés alternatifs**, le **cinéma**, de petits îlots de résistance au communautarisme s'organisent, au moment où, dans les manuels scolaires, les élèves étudient une **histoire recomposée**.

Génération Dayton

Sollicités pour faire découvrir à des étudiants français en journalisme leur visage de Sarajevo, quatre étudiants bosniens sur cinq, qui avaient à peine 10 ans en 1995, choisirent l'un des nombreux cimetières témoignant de la guerre qui ravagea leur pays pendant près de quatre ans. Le 3 octobre, ces étudiants seront appelés à se prononcer, pour la première fois pour la plupart, à des élections présidentielles et législatives. Cette génération n'a pas, ou très peu connu la guerre, mais a grandi dans le gâchis de l'après-guerre : paralysie politique, impasse institutionnelle, tensions communautaires, désarroi social. Séparés, autant que leurs aînés, par la frontière invisible qui divise le pays en deux entités, les 20-25 ans ne connaissent qu'un quotidien dérégulé, fait de passe-droit ou clientélisme, pour obtenir un stage, un emploi, ou un diplôme, avec la maison familiale pour seul refuge. Quinze ans après la signature des accords de Dayton qui ont signifié la fin du conflit plus que construit la paix, l'Europe continue de tenir à distance la Bosnie-Herzégovine, qui fait du surplace sur la route de l'intégration à l'Union. Avec des étudiants des universités de Sarajevo et de Banja Luka, près de cinquante étudiants en journalisme du Cuej ont tenté, pendant un mois, de prendre le pouls d'un des derniers pays au monde à vivre encore sous protectorat.

Nicole Gauthier

Remerciements

A la faculté de sciences politiques de l'Université de Sarajevo, Mirko Pejanovic, Asim Mujik, Mirjina Mavrak, Lejla Turcilo, A l'Université de Banja Luka, Valerija Saula, Mladen Sukalo, Djorje Tomić, A l'ambassade de France en Bosnie-Herzégovine, à son service culturel, et notamment Dominique Geslin et Gilles Kraemer, au conseiller du bureau de liaison à Banja Luka, Thomas Wauquier, A la directrice du Centre culturel français de Banja Luka, Bérengère Dambrene. Merci aussi pour leur précieux concours A Prijedor, à Anel Alisic, Nikola Cukovic, A Kozarac, à Senad Joldic et Emsuda Mujagic, A Mostar, à Robert Jandric, Amra Plasto, Fedja Sisirak, A Sarajevo, à Aida Serdar, Albijana Domanaagic, Almin Skrijelj, Lidija Skaro A Constance Grewé.

REPÈRES

Superficie
51 129 km²

Population
4,36 millions lors du recensement de 1991. Estimations 2010: de 3,8 à 4,6 millions.
Répartition:
15,7% de 0-14 ans. 70,6% de 15-64 ans. 13,8% de plus de 65 ans.

Espérance de vie: 73,3 ans

Economie

Monnaie: 1KM = 0,50 € (Konvertibilna marka). Pendant la guerre, la kuna croate et les dinars serbe et bosniaque se sont substitués au dinar yougoslave. Mais la monnaie utilisée, notamment sur le marché noir, était le mark allemand. Les accords de Dayton ont repris cette dénomination. Le mark converti (KM) et ses feignings ont été mis en circulation en 1998. Deux types de billets sont émis par la Banque centrale, chaque entité y faisant figurer des personnages différents. Seul le billet de 200 KM est unique. Tous sont valables sur l'ensemble du territoire.

PIB: 12,6 milliards d'euros. **PIB par habitant:** 3290€ **Taux de croissance 2009:** - 3,2%.

Taux de chômage: entre 40 et 45% selon les données officielles, 20% selon le FMI.

Salaire moyen: 782KM, soit 391euros. **Déficit:** 14,9% du PIB. **Dette:** 44,5% du PIB.

Institutions

Signés le 14 décembre 1995 à Paris, à la suite des négociations qui se déroulent sur la base aérienne de Wright-Patterson, près de Dayton dans l'Ohio, (Etats-Unis), les accords de Dayton ont mis fin à trois ans et demi de conflit entre Serbes, Bosniaques et Croates. Ils ont organisé la partition du pays entre deux entités: la Fédération de Bosnie et Herzégovine,

croato-bosniaque, (51% du territoire) et la République serbe de Bosnie ou Republika srpska (RS, 49% du territoire).

Selon l'annexe II des accords de Dayton, l'IEBL

(Inter Entity Boundary Line/ligne frontière inter-entités) sépare la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika srpska sur 1080 km. Cette "frontière" invisible suit le tracé des lignes de front de la fin de la guerre. De part et d'autre de l'IEBL, fonctionnent des compagnies de services publics (eau, gaz, électricité, poste...) différentes, y compris au sein de la capitale, Sarajevo, qu'elle traverse. Les accords de Dayton prévoient le déploiement d'une force de paix multinationale, l'IFOR.

La constitution bosnienne a été rédigée et adoptée sans la participation des citoyens. Écrite en anglais, elle n'a jamais été publiée officiellement dans les langues du pays. L'État fédéral s'y voit reconnaître des compétences très limitées (monnaie, relations internationales, Défense).

Le système fédéral de la Bosnie-Herzégovine repose sur une assemblée parlementaire composée d'une **chambre des Représentants** et d'une **chambre des Peuples**. Cette dernière a la faculté d'opposer

son veto à toute loi, au nom des intérêts vitaux de chacun des trois constituants (Serbes, Bosniaques, Croates) qu'elle représente.

La présidence de Bosnie-Herzégovine est assurée collectivement par un Serbe de RS, un Bosniaque et un croate de la Fédération, qui effectuent une rotation tous les huit mois. Chacun d'eux représente une communauté. Le mandat de cette **présidence tournante** dure quatre ans. Pour être éligible, un candidat doit être issu de l'un des trois peuples consti-

tuants. Cette notion a été introduite dans la Constitution, par souci d'égalité.

Chaque entité possède son propre gouvernement, avec un Premier ministre et son code judiciaire. Les cantons sont eux-mêmes divisés en 79 municipalités. Au total, **147 ministres** sont en fonction dans le pays: dix à l'échelon central, 17 en Republika srpska ainsi qu'en Fédération. Les dix

cantons comptent en tout 103 ministres. De plus, le district de Brčko est dirigé par onze chefs de département.

L'OHR - ou bureau du haut représentant - est une institution de tutelle internationale créée spécifiquement pour la Bosnie-Herzégovine, en 1995. Le haut représentant porte la double

casquette de l'ONU et de l'Union européenne. Supervisé par le Conseil de mise en œuvre de la paix (PIC), il dispose des pleins pouvoirs pour faire respecter les accords de Dayton et a pour mission d'impulser les réformes nécessaires à la candidature de la Bosnie à l'entrée dans l'UE. L'actuel haut représentant, Va-

lentin Inzko, Autrichien, est en poste depuis mars 2009. L'OHR fermera lorsque le PIC jugera la Bosnie apte à fonctionner sans intervention internationale.

Conflit
100 000 personnes ont été tuées pendant

la guerre de Bosnie-Herzégovine entre avril 1992 et novembre 1995. Il s'agit du conflit le plus meurtrier dans l'ex-Yougoslavie. Selon les chiffres du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), le bilan de la guerre est de

102 622 morts dont 55 261 civils. Environ 72 000 Bosniaques et Croates ont été tués, dont 38 000 civils. Du côté serbe, le bilan s'élève à 30 700 morts dont 16 700 civils.

Calendrier
2 juin. 47 délé-



gations devaient se réunir à Sarajevo pour un sommet Union européenne/Balkans. Tous les pays de l'ex-Yougoslavie y sont conviés, ainsi que le Kosovo. L'OSCE, les Etats-Unis et la Turquie seront également présents. Les Bosniaques attendent de l'Union européenne une annonce sur la suppression des visas.

3 octobre. C'est la date retenue pour les élections générales, les sixièmes depuis l'indépendance du pays. 3,1 millions de personnes sont inscrites sur les listes électorales. Les votes porteront simultanément sur la présidence tripartite et les représentants du parlement central. A cette occasion, les parlements des deux entités seront renouvelés. Les citoyens de la Republika srpska choisiront leur président tandis que ceux de la Fédération éliront les députés des dix assemblées cantonales.

Assistance technique audiovisuelle: Jean-Christophe Galen

Avec le concours des étudiants bosniens de la **faculté de sciences politiques de l'Université de Sarajevo:** Asaf Alibegovic, Belma Colakovic, Tina Delalic, Dijana Duvnjak, Merila Dzanbegovic, Sadeta Fistic, Dzenita Hafizovic, Sanjin Hamidovic, Danica Jokic, de la **chaire de français de l'Université de Sarajevo:** Vahid Ceman, Hana Hodcic, Mersiha Kovacevic de la **faculté de français de Banja Luka:** Slavica Cvjetkovic, Natasa Grahovac, Danijel Juricic, Natasa Kuzmanovic, Dalibor Maksimovic, Nina Milakovic, Robert Radojic, Marijana Tubin, Jelena Vukovic, Boris Zigic de la **faculté de journalisme de Banja Luka:** Milos Lukic, Gorana Sekulic, Borislav Vukojevic de la **faculté de communication de Dzemal Brijeg de Mostar:** Nea Manjura, Tea Peco, Majda Sehic

NEWS D'ILL

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ENSEIGNEMENT DU JOURNALISME Université de Strasbourg 11, rue du Maréchal Juin BP 13-67043 Strasbourg Tél: 03 68 85 83 00 E-mail: scola@cuej.unistra.fr

Directrice de la publication: Nicole Gauthier

Encadrement: Xavier Delcourt, Sophie Dufau, Nicole Gauthier, Alain Peter, Stéphanie Peurière, Arnaud Vaulerin

Responsable iconographie: Tiffany Blandin

Photo de Une: Camille Caldini **Réalisation:** Kathrin Aldenhoff, Elodie Auffray, Elodie Berthaud, Charline Blanchard, Tiffany Blandin, Mickaël Brunner, Anne Cagan, Camille Caldini, Eve Chalmardrier, Maryline Dumas, Léa Giret, Lisette Gries, Fanny Holveck, Doriane Kalbe, Julien Lemaignen, Raphael Lepelletier, Anastasia Lévy, Aveline Marques, Mersiha Nezir, Enora Ollivier, Lucile Pinero, Eva Simonnot, Paola Stecca

Infographies: Tiffany Blandin, Mickaël Brunner, Camille Caldini, Alain Peter

Impression: Averty-Sarajevo (BiH)

POUR LA TELEVISION ENCADREMENT: Eric Schings ETUDIANTS: Eléonore Autissier, Paulina Benavente, Corinne Falhun, Jan Funk, Elisabeth Jahn, Guillaume Le Goff, Régis Massini, Hanna Peters, Chloé Rémond, Juliette Roché, Vincent Ruckly, Anna Saurat-Dubois, Annabelle Steffes, Davidis Sticel, Li Tao, Christelle Vogel

POUR LA RADIO ENCADREMENT: Olivier Danrey ETUDIANTS: Bérénice Barthélemy, Marc Chazal, Sophie Constanzer, Diane Ferchit, Gaëlle Fontenit, Ariane Kujawski, Andrada Noaghiu, Elise Thibaut, Aurélien Thirard

Assistance technique audiovisuelle: Jean-Christophe Galen

Avec le concours des étudiants bosniens de la **faculté de sciences politiques de l'Université de Sarajevo:** Asaf Alibegovic, Belma Colakovic, Tina Delalic, Dijana Duvnjak, Merila Dzanbegovic, Sadeta Fistic, Dzenita Hafizovic, Sanjin Hamidovic, Danica Jokic, de la **chaire de français de l'Université de Sarajevo:** Vahid Ceman, Hana Hodcic, Mersiha Kovacevic de la **faculté de français de Banja Luka:** Slavica Cvjetkovic, Natasa Grahovac, Danijel Juricic, Natasa Kuzmanovic, Dalibor Maksimovic, Nina Milakovic, Robert Radojic, Marijana Tubin, Jelena Vukovic, Boris Zigic de la **faculté de journalisme de Banja Luka:** Milos Lukic, Gorana Sekulic, Borislav Vukojevic de la **faculté de communication de Dzemal Brijeg de Mostar:** Nea Manjura, Tea Peco, Majda Sehic



Banja Luka la prétendante

Un immeuble ultramoderne s'élève en plein centre de Banja Luka, capitale de la Republika srpska. En 2007, le gouvernement de l'entité serbe a inauguré son nouveau siège, symbole de ses ambitions pour la ville.

Eve Chalmantier/Cuej



La principale ville de la Republika srpska multiplie les efforts pour se créer une stature de capitale. Mais son attractivité se limite à l'entité.

REPUBLIKA srpska : impossible d'échapper à ces deux mots déclinés en cyrillique aux frontons des monuments publics, martelés à longueur de journée sur les ondes de la radio. La capitale politique de l'entité serbe s'affiche et s'affaire. Paroxysme de cette démonstration de force : la tour vitrée de 16 étages du gouvernement, qui vit au rythme des allers et venues des employés. Cet immeuble, qui coiffe et surplombe son voisin de la télévision publique, fait partie du nouveau centre de Banja Luka. Le point névralgique du pouvoir s'est déplacé au nord, en direction de Laktasi, tournant le dos au cœur historique sur les bords de la Vrbas.

Predrag Lazarevic, 81 ans, est resté fidèle à la vieille ville. Sur les murs de son salon, le fils du dernier « ban » de Banja Luka a accroché une photographie en noir et blanc de son ancienne résidence austro-hongroise, aujourd'hui rasée, dont il a été exproprié il y a 16 ans. De 1929 à 1941, au temps du royaume de Yougoslavie, les bans ont embelli la ville en construisant le théâtre national, le musée des arts et traditions populaires et le Banski dvor, ancienne résidence de ces gouvernants locaux. Le père de Predrag Lazarevic a revêtu d'asphalte les chaussées de terre.

Sans vision, ni plan. Le vieux homme se désole de l'américanisation de sa ville, qui a « perdu son âme. Depuis que Dodik

pensé à le doter d'équipements sociaux : hôpitaux, crèches, écoles », constate Milos Vukojevic, chef de chantier. La piscine olympique inaugurée fin 2009 a été posée derrière une voie de chemin de fer.

Ambitions sportives. Au département d'urbanisme de la ville, Alvira Vujinovic s'occupe des projets d'équipements culturels et sportifs. Elle en a quatre dans ses cartons. Dossier phare : la modernisation du vieux stade de football du FK Borac. Le club évoluera cet été en coupe d'Europe, pour la première fois depuis 1992. Cinq millions de KM sont prévus pour le mettre aux normes européennes. « Nous voulons faire de Borac le principal club de Bosnie-Herzégovine et, pour cela, il faut avoir un grand stade capable de recevoir plusieurs dizaines de milliers de personnes », confirme Ratomir Radojicic, secrétaire général du club.

Egalement prévus, la rénovation de l'ancienne forteresse, une salle de concert, l'aménagement des bords de la Vrbas et un monument aux morts. Il sera édifié près de la mosquée Ferhadija, construite au XVI^e siècle. Celle-ci attend toujours la fin des travaux, démarrés en 2004. Le service d'urbanisme est aujourd'hui doté d'un système d'information géographique si performant qu'on peut y déceler chaque arbre. Mais il est incapable de donner le nombre d'habitants de cette ville qui débord de ses frontières. L'urbaniste Alvira Vujinovic n'est pas plus loquace. Il faudra à l'un de ses collègues une bonne dizaine de minutes pour brandir une estimation de 250 000 habitants en 1999, soit 70 000 de plus qu'au dernier recensement disponible, celui de 1991.

Depuis vingt ans, la bourgade paisible s'est métamorphosée et ne cesse de croître. La ville a été épargnée par les combats de la dernière guerre. Mais le conflit a changé la composition de sa population. Dès 1991, elle a accueilli les flots de réfugiés de Krajina, chassés par les Croates, qui ont occupé les logements laissés vides par les populations bosniaque et croate, terrorisées par les forces serbes de Bosnie. Le 16 mai, les catholiques n'étaient plus qu'une poignée de fidèles à as-

– le Premier ministre de la Republika srpska, ndr – est au pouvoir, on élève de grands ensembles comme on en trouve dans n'importe quelle ville », ré-provise-t-il. Pour ériger le Banja Luka de demain, les bâtisseurs bétonnent à tout-va, mais sans vision ni plan. Aux portes de l'université publique aujourd'hui installée dans un ancien camp militaire, Integral Ingeneering, qui a réalisé le complexe gouvernemental, construit un ensemble résidentiel prévu pour 50 000 habitants. « Mais personne n'a

ANNEXE 7

« Toutes les personnes réfugiées et déplacées ont le droit de retourner librement dans leur maison d'origine. » L'annexe 7 des accords de Dayton pose les principes qui doivent garantir la possibilité du retour pour les réfugiés et dé-

placés en raison du conflit. Les entités s'engagent à accepter et faciliter ce retour, à travers la lutte contre les discriminations, la création de conditions économiques, politiques et sociales favorables, etc. L'annexe 7 affirme aussi le droit des

réfugiés et déplacés à reprendre possession de leurs biens immobiliers, ou d'obtenir une compensation en cas d'impossibilité. Un plan de rapatriement des réfugiés est mis en place, en collaboration avec les pays d'accueil.

sister aux messes de la Trappe de Banja Luka, de l'église Saint-Bonaventure, rue Srbska, et dans la petite salle qui remplace l'église de la Visitation-de-la-Sainte-Vierge-Marie durant sa réfection. Selon Mladen Sukalo, employé à l'office du tourisme de Banja Luka, les Bosniaques représentaient un cinquième de la population avant la guerre. Ils ne sont plus aujourd'hui que 5%. La plupart vivent dans le sud de la ville, dans le quartier rebaptisé Kocicev vijenac.

Flâner à Mercator. Habitué à déambuler entre les vitrines de la rue piétonne où les commerçants affichent fièrement les photographies des bacheliers de l'année, les habitants de Banja Luka ont pris une nouvelle habitude depuis un an : flâner au centre commercial Mercator, une enseigne slovène. Musique américaine, franchises internationales Intersport, Esprit, Tally Weill. La capitale de la RS s'est mise à l'heure occidentale. Jusqu'au prix des produits. Mais les consommateurs ont du mal à suivre : « On y va entre amis pour se promener, pas pour acheter car les prix sont trop chers », explique Slavica, étudiante en français. Sous la poussée du capitalisme sauvage, les équilibres économiques ont été pulvérisés et l'organisation du travail modifiée. Les retombées de la crise mondiale ont balayé les dernières euphories. A l'est de la ville, dans les friches industrielles, les herbes hautes ont remplacé les va-et-vient quotidiens des ouvriers. Celle d'Incel, entreprise de cellulose où 6000 employés travaillaient avant la guerre, n'accueille plus aujourd'hui que 900 salariés d'une vingtaine de PME.

Déconnectée. La bulle immobilière a explosé en 2007. « A l'époque, la moitié des appartements étaient vendus avant construction, se rappelle Milos Vukojevic. Aujourd'hui, c'est à peine 10%. » Depuis un an, son entreprise n'enregistre aucune nouvelle commande et se contente d'achever celles en cours. « Les prix du m² ont chuté de 40% », ajoute-t-il. Sur les façades des immeubles, les panneaux « à vendre », encore inconnus il y a trois ans, se multiplient. La crise a aussi ralenti le projet de voie rapide qui devait relier Banja Luka, via Laktasi, au système autoroutier croate, à 40 km. La ville se trouve aujourd'hui totalement déconnectée de l'économie régionale et européenne. L'an dernier, la voie ferrée Banja Luka-Belgrade a été supprimée au profit d'une liaison Sarajevo-Belgrade. Quant au petit aéroport qui desservait parfois Zagreb et Zurich, il n'accueille plus aucun vol commercial. Seule la gare routière fourmille d'activité, reliant la ville mère de la RS à des centaines de petites villes alentours. Banja Luka, une capitale... pour les Serbes de Bosnie.

Mickaël Brunner
Maryline Dumas

Sarajevo, le souffle au cœur



Amputée d'une partie de sa population, investie par de riches bâtisseurs, la plus grande ville du pays pâtit du manque de vision des pouvoirs publics.

SUR les cartes postales qu'on peut acheter dans l'atrium tout de pierres polies de la Twist Tower, King Kong a élu domicile au sommet de l'édifice. Avec sa façade vrillée sur elle-même – qui lui vaut son nom – recouverte de vitres fumées bleu marine, le bâtiment haut de 175 m domine la ville de Sarajevo. Pour 1 KM (0,50 €), un ascenseur panoramique emmène le visiteur au bar du dernier étage, pour y goûter la vue sur la capitale. Là-haut, quelques rares touristes et des lunettes pour scruter le paysage. Au mur, des cadres : ici une reproduction grand format d'un article consacré à la tour, tiré de *Dnevni Avaz*, le quotidien national détenu par Fahrudin Radoncic, unique maître des lieux ; là, deux photographies comparent crânement le bâtiment à celui du *New York Times*.

Dragon rouge. Coulé dans le plancher en résine du bar, cousu sur le tapis de l'entrée, sérigraphié sur les prospectus, un dragon rouge. C'est l'emblème de Radon Konzept, la marque énigmatique du propriétaire. L'endroit semble inoccupé : peu de va-et-vient dans l'atrium, peu de bruits de moteur dans le parking à quatre niveaux, pas de plaques d'entreprises à l'entrée de l'édifice. Exceptés trois étages occupés par *Dnevni Avaz*, « la tour est vide », affirme un entrepreneur

La cohérence urbaine est malmenée par de riches investisseurs privés, qui parviennent à imposer leurs constructions.

français installé de longue date en Bosnie-Herzégovine. Un ensemble clinquant qui n'attire pas les activités : voilà l'étendard de Sarajevo, la plus grande agglomération du pays, qui peine aujourd'hui à devenir une véritable capitale européenne. Habitée par 525 000 personnes en 1991, la ville n'en compte plus aujourd'hui que 430 000, dont 120 000 actifs. Le tissu industriel, aujourd'hui laminé, a employé jusqu'à 200 000 personnes avant la guerre. La ville présente un solde naturel positif mais elle a perdu une génération. Sarajevo-est, la partie de la ville située dans le territoire et sous l'autorité de la Republika srpska, connaît pour sa part un important développement soutenu par des logements bon marché qui attirent les jeunes. 100 000 personnes y habitent aujourd'hui, contre 16 000 au début du conflit. A ces circonstances démographiques, s'ajoutent des difficultés politiques et administratives qui empêchent



Aveline Marques/Cuej

les autorités d'imposer un urbanisme réfléchi. Aucun des ministères de l'Etat central de Bosnie-Herzégovine n'est spécifiquement dédié aux questions d'aménagement.

Le territoire de la ville est partagé entre quatre municipalités (Stari Grad, Centar, Novo Sarajevo et Novi Grad), mais le canton de Sarajevo, qui chapeaute le bassin de l'agglomération, a la haute main sur l'urbanisme. En concertation avec Sarajevo-Est, il produit un schéma directeur et un plan d'occupation des sols. Mais ses préconisations sont peu ou mal suivies, notamment à cause des dissensions politiques entre les différents partis au pouvoir dans les municipalités. Surtout, la cohérence urbaine est malmenée par de riches investisseurs privés, qui parviennent à imposer leurs constructions en dehors des plans administratifs.

Magnat cowboy. La Twist Tower, par exemple, n'est pas prévue dans les documents des autorités. Son propriétaire, un magnat des médias, a fondé le quotidien *Dnevni Avaz* peu avant la fin de la guerre. C'est aujourd'hui le plus fort tirage du pays, qui a supplanté la do-

mination de son concurrent *Oslobodenje* (« Libération »), le grand quotidien de la ville pendant le conflit. Fahrudin Radoncic s'est improvisé bâtisseur en l'an 2000, en faisant construire le siège de la banque Hypo Alpe Adria. Quatre ans plus tard, il a investi une partie des locaux d'*Oslobodenje*, près de l'aéroport de Sarajevo, qu'il a d'abord transformés en centre d'affaires, avant d'y accoler un hôtel de luxe qui porte son nom, le Radon Plaza.

Petit budget. Le tycoon est un parfait représentant de « l'urbanisme cowboy » dénoncé par Gordana Menisevic, urbaniste et économiste à l'Institut d'urbanisme du canton de Sarajevo. Laisée à l'influence des promoteurs, la ville manque, selon elle, des équipements structurants qui la rendraient digne de son statut de ville capitale, « comme un hôtel capable d'accueillir des réunions de chefs d'Etat », mais aussi des centres culturels à la hauteur des festivals internationaux de cinéma et de théâtre. Pour ces projets, l'argent manque : le budget annuel du canton ne dépasse pas les 30 à 40 millions de KM (15 à 20 millions d'euros), tandis que celui de la mairie de Sarajevo, qui unit symboliquement les quatre municipalités, plafonne à 19 millions de KM (9,5 millions d'euros). Dans ces conditions, le développement de la capitale poursuit un parcours erratique.

Bunker. Dans le quartier de Novo Sarajevo, à l'ouest du centre historique, les pelleteuses finissent de terrasser les abords d'un bunker gris clair. Il s'agit de la nouvelle ambassade américaine : elle est sortie de terre sur un lot qui devait accueillir une partie du campus universitaire. Après les financeurs arabes qui, juste après la guerre, ont fait construire d'innombrables mosquées en laissant les hôpitaux à leur décrépidité, la tour Avaz ou l'ambassade américaine sont les signes les plus visibles de la croissance chaotique de la capitale de Bosnie-Herzégovine.

Anne Cagan
Julien Lemaignan
Aveline Marques

ASA

L'Union européenne et la Bosnie-Herzégovine ont signé un accord de stabilisation et d'association le 16 juin 2008. Il doit être ratifié par chacun des 27 pays membres. Cinq d'entre eux, dont la France, ne l'ont pas encore

fait. L'ASA représente pour les pays candidats un engagement à poursuivre les réformes nécessaires à l'adhésion et leur permet de bénéficier de ressources financières supplémentaires de la part de l'Union européenne.

PORTRAIT/MILORAD DODIK. Puissant, riche, corrompu, le chef du gouvernement de la Republika srpska se pose, pour nombre d'observateurs, comme le principal obstacle à l'union en Bosnie-Herzégovine.

Dodik, ministre 1^{er}



Milovan Radonovic/Nezavisne Novine

POURQUOI la tour du gouvernement a-t-elle 16 étages ? Parce que du 15^e, on ne voit pas Laktasi. » Laktasi est la ville natale de Milorad Dodik, Premier ministre de la Republika srpska. Les habitants de Banja Luka sont très friands de ce genre de blagues qui épinglent les dépenses faraïneuses de leur chef du gouvernement. Sous ses airs de paysan mal à l'aise dans son costume et gêné par sa trop grande taille se cache l'homme le plus riche et le plus puissant du pays.

Véritable bête noire de la Fédération et des Occidentaux, il est perçu comme le principal obstacle à la sortie de crise en Bosnie. Épinglé par un rapport de la Cour des comptes pour la construction de routes et de bâtiments gouvernementaux à un prix exorbitant, il est aussi considéré comme le plus corrompu.

Pourtant, Dodik ne court plus après l'argent. Tout ce qui l'in-

Milorad Dodik, ancien adversaire de Karadzic, a longtemps eu le soutien des Occidentaux.

teresse aujourd'hui, c'est le pouvoir. Un pouvoir absolu, qu'il se bâtit petit à petit. Absolu, par l'étendue de son influence : il place soigneusement chacun des individus qui l'entourent, se crée un véritable clan.

Absolu aussi par le contrôle qu'il exerce sur les médias : la première chose qu'il a faite en arrivant au pouvoir a été de les placer sous sa coupe, faisant construire le bâtiment de la télévision en face de celui du gouvernement. Omniprésent dans les journaux, il apparaît dans les moindres manifestations. Lors d'un rassemblement de kiosquiers, au mois de mai, à Banja Luka, il fait stopper son Audi noire devant la dizaine de manifestants. Il serre quelques mains et promet que la situation s'arrangera, avant de repartir aussitôt.

Plus modérés. Lors des élections législatives de 2006, sa rhétorique de campagne résolument nationaliste lui a permis de battre le SDS, le parti nationaliste serbe, sur son propre terrain et de lui infliger son plus grave revers électoral depuis sa création. « En 2006, nous sommes devenus plus modérés. Le parti de Dodik en a profité pour reprendre à son compte notre position et il a reçu un immense soutien », explique Mladen Bosic, président du SDS. Là réside le paradoxe Dodik. Car à l'origine, il est tout sauf un nationaliste va-t-en

guerre. Au début des années 1990, il arbore un tee-shirt rouge de socialiste et milite pour la paix. Lorsque le conflit de 1992 commence, il est le premier à s'élever contre le parti de Karadzic, le dirigeant du SDS, qui comparait aujourd'hui pour crimes de guerre et génocides devant le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Selon un diplomate, « Dodik était extrêmement courageux, il a formé un groupe d'opposition et a apporté son soutien à chaque plan de paix. C'était le grand espoir de l'opposition ».

La communauté internationale a tout mis sur lui et l'a placé au pouvoir, uniquement parce qu'il n'était pas du SDS. Les Occidentaux sont allés jusqu'à dépêcher une voiture pendant une séance parlementaire pour aller chercher la voix d'un député qui manquait pour assurer la victoire de Dodik. Aujourd'hui, ceux qui l'ont porté au pouvoir

sont devenus ses principaux ennemis. Il entretient avec tous les hauts représentants des relations exécrables. « Il va le plus loin possible, comme un enfant qui prononce sa mère », explique une fonctionnaire européenne. Plus la communauté internationale lui répond, plus il devient puissant et reçoit les applaudissements du public. Parmi ses rodomontades, la menace – peu crédible – de faire un référendum sur une

éventuelle sécession de la RS. Certains soupçonnent l'existence d'une « main invisible » derrière le Premier ministre. Jadis soutenu par les Occidentaux, l'enfant terrible pourrait être aujourd'hui dans le carcan de la Russie. « La RS représente une chance pour la Russie de retrouver de l'influence dans les Balkans, après avoir perdu le Kosovo il y a dix ans », analyse un observateur international. Dodik se plaint dans l'affrontement. « Il lutte aujourd'hui contre la communauté internationale comme il luttait contre Karadzic à l'époque », affirme le diplomate.

Ascension politique. Né en 1959 dans une riche famille d'agriculteurs, il aide très tôt ses parents aux travaux des champs. Après des études de sciences politiques à Belgrade, il fonde une entreprise d'import-export. C'est dans son fief de Laktasi qu'il commence son ascension politique, en devenant maire en 1988.

En 1996, il fonde son parti, l'Alliance des socio-démocrates indépendants (SNSD) et devient chef du gouvernement deux ans plus tard. Mais c'est depuis son second mandat que sa côte de popularité explose. « Il a rendu aux Serbes, qui ont toujours été préjudicés comme des gens mauvais, leur dignité », analyse Zeljko Kopanja, directeur du journal *Nezavisne Novine* et ami du Premier ministre.

Son attitude à beau agacer, Dodik, qui ne parle aucune langue étrangère, incarne la personification de la RS. Celui qui l'attaque touche à l'entité toute entière. Alors, on l'excuse. « Tous les politiciens ne font que mentir, mais ses mensonges à lui sont différents », estime une fonctionnaire de l'Union européenne.

Même sa vulgarité est pardonnable. A une journaliste qui lui pose une question, il lance : « Têlé de la Fédération ? Va te faire foutre. Suivant. » Autoritaire, il fait fermer à clef le bâtiment du gouvernement, en novembre dernier, pendant toute une journée, à partir de 8h, et ampute de 10% le salaire de tous les retardataires. Zeljko Kopanja témoigne : « Il peut entrer dans une colère noire, claquer les portes et revenir cinq minutes après comme si de rien n'était, ou passer un coup de fil le lendemain pour s'excuser. »

Corrompu. Ses proches le décrivent comme un gars de la campagne, très spontané, passionné de sport, qui a épousé très jeune une fille de son village, avec qui il a eu deux fils. Président d'honneur d'un club de basket à Belgrade, il a même participé à des courses de tracteurs.

Il se pose en homme simple, à ceci près qu'il se fait soigner en Israël notamment pour de terribles migraines qui l'obligent à porter des lunettes noires pendant plusieurs jours et qu'il reçoit ses invités comme un riche émigré, dans son « ranch » de Laktasi, surveillé en permanence par des gardes aux abois, qui ne laissent personne approcher la villa. « La plupart des gens acceptent le fait que Dodik soit corrompu,

car ils le sont eux-mêmes, à plus petite échelle », constate Tanja Topic, analyste politique, spécialiste de la RS. Dodik n'a peur de personne. Il a l'argent nécessaire pour éviter la case prison et s'est entouré d'avocats américains qui épluchent les directives européennes pour élaborer des contre-expertises en béton.

Peu crédible. Après huit années au pouvoir, le Laktasite, tel qu'on le surnomme, se sentirait-il trop à l'étroit dans son costume de Premier ministre de RS ? Il ne semble pas - pour l'instant - viser un poste à l'échelle de la Bosnie. « Il aurait pu, il y a quelques années, devenir le Premier ministre de tout le pays. Mais vu la situation, cela reviendrait à mener un cheval mort », assure une fonctionnaire européenne. Selon Tanja Topic, « il ne serait pas crédible, car il déteste la Bosnie. Pour lui, tout ce qui compte, c'est la RS ».

Dodik a réussi à créer un État dans l'État, mais n'a pas su former un dauphin. « Il restera au pouvoir tant qu'il n'y aura pas quelqu'un capable de lui succéder, de le dépasser ou de le remplacer. Cette personne, pour le moment, n'existe pas », analyse un bon connaisseur de la vie locale.

Dans l'immeuble ultra-moderne du gouvernement, aux vitres bleues et au sol en marbre, il reçoit comme un président. Mais sa tour a beau trôner au milieu de la capitale de l'entité serbe, le panorama qu'elle offre ne va pas au-delà de Banja Luka. Quoi qu'en disent les rumeurs, le Premier ministre ne peut pas voir sa ville natale. Ni du 15^e étage, ni du 16^e.

Fanny Holveck

La Grande Serbie n'aura pas lieu

Rattacher la Republika srpska à la République de Serbie n'est plus à l'ordre du jour

Le rêve d'une Grande Serbie au cœur des Balkans s'est évanoui, à Banja Luka comme à Belgrade. Fantasmée entre autres par Radovan Karadzic, le chef politique des Serbes de Bosnie entre 1992 et 1995, cette idée d'un Etat qui rassemblerait tous les territoires et les peuples serbes n'a désormais plus cours, même dans les partis les plus radicaux.

Au SDS, la formation nationaliste fondée par Karadzic en 1990, plus question d'évoquer un rattachement à la Serbie voisine. Le discours officiel s'est policé au point que le parti se proclame multi-ethnique. « Nous nous battons pour la défense des intérêts serbes au sein de la Bosnie-Herzégovine », souligne Bojan Stankovic, étudiant de 25 ans et président de la section jeune de la formation. Ancien leader d'extrême droite et fondateur du

parti conservateur SNS en Serbie, Tomislav Nikolic assure que « la République serbe de Bosnie possède sa propre identité ».

En déplacement à Banja Luka le 15 mai pour introniser son homologue bosnien Adam Šukalo, il a souligné que « le rôle de la Serbie consistait seulement à aider la RS à affirmer cette identité ».

De son côté, Belgrade a exclu toute velléité d'expansion en adoptant au Parlement, à la fin du mois de mars, une déclaration reconnaissant l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

La Serbie, désormais tournée vers l'Union européenne, se montre même prête à coopérer avec la Croatie, son historique rivale. Le 24 mars,

les présidents serbe et croate Boris Tadic et Ivo Josipovic se sont engagés à faire entrer leurs relations « dans une nouvelle ère » – une coopération essentielle pour le processus d'adhésion.

« Plus aucun parti ne souhaite que la RS soit rattachée à la Serbie », confirme Rade Segrst, journaliste politique au quotidien *Nezavisne Novine*. « Aujourd'hui, les Serbes de Bosnie ont leur entité, leur gouvernement, leur Parlement. Ils ne souhaitent pas habiter dans une région de la Serbie. »

La question de l'indépendance de la RS est en revanche plus populaire, ajoute-t-il, et nombre de partis « l'évoquent en période d'élection car cela leur apporte des voix, mais concrètement, c'est impossible

Trop fâchés pour se compter

Les trois peuples constituants ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les modalités du recensement.

C'EST l'histoire d'un pays qui ignore le nombre de ses habitants. Un pays où les estimations de population se fondent par exemple sur le nombre de portables enregistrés par les opérateurs locaux. La CIA en a compté 3 179 000 en Bosnie-Herzégovine. Dans la dernière version de son *World Factbook* fin avril, elle extrapole sa population à 4 621 598 de personnes. Un écart d'environ 700 000 habitants avec les chiffres affichés par le ministère des Affaires étrangères français !

Le dernier recensement a eu lieu en mars 1991 : le pays comptait alors 4 377 033 habitants. Depuis, il y a eu la guerre, plus de 100 000 morts, un nettoyage ethnique, une migration intérieure forcée et des réfugiés partout dans le monde, dont 350 000 en Allemagne, sans compter 10 000 personnes encore portées disparues selon le Comité international de la Croix rouge.

Réprimande. Le recensement de 2011 dans les 27 pays de l'Union européenne devait mettre fin à ces aberrations statistiques, puisque aussi obligatoire pour les candidats à l'adhésion. Le 12 mai dernier, l'UE a dû adresser une réprimande au Premier ministre bosnien, Nikola Špirić, lui intimant d'adopter au plus vite la loi de recensement, avant les congés parlementaires d'été. Depuis des mois, les trois communautés ne parviennent pas à

se mettre d'accord sur les termes de l'opération. La langue, la religion pratiquée doivent-elles faire partie des informations à recueillir, comme le souhaite la RS ? La diaspora doit-elle être intégrée dans les calculs, comme le souhaitent les Bosniaques ? Plusieurs projets de loi ont déjà essayé le veto des députés bosniaques et croates devant la Chambre du peuple. Les premiers protestent contre un état des lieux qui reviendrait à avaliser le nettoyage ethnique.

Seule la RS veut procéder à ce recensement, car elle espère qu'un tel recensement prouverait que les Serbes de la Bosnie sont désormais le peuple constituant le plus important de Bosnie-Herzégovine, confiant à Banja Luka.

La répartition des pouvoirs entre les trois peuples constituants prévue par les accords de Dayton reste basée sur les données de 1991. A l'époque, les Bosniaques étaient la communauté la plus importante (43,7%) suivis des Serbes (31,2%) et des Croates (17,4%). La mise à jour de ces chiffres modifierait selon toutes probabilités ces poids respectifs et les pouvoirs qui y sont attachés.

Kathrin Aldenhoff



Chanteurs traditionnels serbes lors de l'assemblée constituante du SDS.

Enora Ollivier/Cuej

BELGIQUE

Les Bosniens comparent fréquemment leur pays au royaume belge empiété dans une querelle institutionnelle, politique et linguistique entre Flamands et Wallons. Les tensions entre les communautés serbe, croate et bosniaque sont souvent rapprochées de

celles qui existent entre celles composant la Belgique. Les Bosniens voient dans le modèle belge et ses multiples strates administratives des similitudes avec leur pays, la Belgique représentant ainsi une leur d'espoir pour leur pays au système aussi compliqué.

à imaginer. » Le Premier ministre de la RS Milorad Dodik a lui-même menacé à plusieurs reprises d'organiser un référendum sur l'indépendance de l'entité.

Une rhétorique qui, jusque là, ne s'est jamais traduite par des actes. Si le Parlement de la RS a voté une loi autorisant le recours au référendum, le Premier ministre s'est pour sa part gardé de la publier au Journal officiel.

Enora Ollivier

BORAC

Borac-Zeljeznica : 2-2. C'est le résultat du match retour (1-1 à l'aller) de la finale de la coupe de football de Bosnie-Herzégovine, le 19 mai à Sarajevo. Ce score permet au FK Borac de Banja Luka de remporter ce trophée pour la première fois de son his-

toire. Grâce à cette victoire, le Borac jouera en coupe de l'UEFA la saison prochaine, ce qui ne lui était plus arrivé depuis 1992. Le Zeljeznica, qui a terminé premier du championnat national, jouera une autre coupe d'Europe, la Ligue des champions.



Le double je de Dobrinja

Ce quartier de Sarajevo est traversé par la frontière entre la Fédération et la Republika srpska. Serbes et Bosniaques se font face.



DES centaines de blocs jaunâtres, d'autres en construction, deux grands centres commerciaux, pas vraiment de place centrale, très peu de bars et aucun cinéma : le quartier de Dobrinja a poussé comme un champignon lorsque Sarajevo a accueilli les Jeux olympiques d'hiver, en 1984. Sur quelques façades, on aperçoit encore Vucko le loup, la mascotte des Jeux. « J'étais fière d'habiter là, c'était un quartier tranquille et assez chic », décrit Sabina, une ancienne résidente. C'était avant la guerre. Maintenant, Dobrinja est à cheval sur

la frontière entre la Fédération et la Republika srpska (RS) : à l'est du quartier, on est résolument tourné vers Pale, à 15 km de là, vers Banja Luka, à 170 km ou vers Belgrade, la capitale de la Serbie. A l'ouest, c'est le centre de Sarajevo que l'on regarde. Que ce soit pour les études ou les soins médicaux.

« L'autre côté ». Le réseau de transports en commun accentue encore cette dualité. Les lignes locales ne sont pas reliées. A peine 300 mètres séparent le terminus fédéral de la gare routière bosno-serbe. Dans les bureaux de poste, il est impossible d'acheter un timbre bosno-croate et de poster la lettre en RS, et vice versa. « De toute façon, je n'ai rien à faire à Dobrinja-est. Je trouve que les gens sont différents, l'atmosphère est hostile », commente Nerma. La jeune fille de 22 ans ne s'est rendue « de l'autre

côté », à vingt pas pourtant, qu'en une seule occasion : « Ils ont un New Yorker, un magasin de vêtements, moins cher que chez nous. » Quelques rues plus loin, dans la partie serbe de Dobrinja, Marina, la quarantaine dynamique, tient un restaurant, « où l'on sert du porc » précise-t-elle. Avant la guerre, elle tenait une discothèque dans le centre de Sarajevo, le BB club, au sous-sol de l'hôtel Belgrade, rebaptisé depuis hôtel Bosna. En quinze ans, elle n'a remis les pieds qu'une seule fois à l'ouest. Elle s'y sent « effrayée », « mal à l'aise » : « C'est chez moi pourtant. Mon club marchait du tonnerre : catholiques, musulmans, orthodoxes, tout le monde faisait la fête ensemble. J'aimerais revenir à cette époque. »

d'autre défilent les mêmes bâtiments jaunâtres et tristes. Seule rupture apparente dans le paysage : les panneaux, les enseignes des magasins, en alphabet latin côté bosno-croate, en cyrillique côté serbe. L'observateur attentif remarquera d'autres détails : dans l'impasse où se trouve le salon de coiffure de Natasa Mocevic-Dzino, les numéros de rue sont bleus d'un côté et verts de l'autre. Le petit square central, transformé par une quinzaine d'adolescents en terrain de foot improvisé, est pile sur la frontière. « Ici, c'est un lieu de rencontre. Je coiffe tout le monde moi pourtant. Mon club marchait du tonnerre : catholiques, musulmans, orthodoxes, tout le monde faisait la fête ensemble. J'aimerais revenir à cette époque. »

La division se cache dans les détails : alphabets, signes religieux, couleurs des numéros de rue, services postaux.

« Si mon fils, plus tard, choisit une personne d'une autre confession, ce sera un scandale. » Zelika Pozulj, enseignante

« sans distinction », assure Natasa. Aux prochaines élections, elle ne votera pas : « Ce sont toujours les mêmes politiciens depuis 20 ans, ce sont eux qui exacerbent les problèmes entre les deux communautés. » En face du salon, Dorde Stanovic pose deux minutes son ballon. « Ceux de l'autre école sont nos copains, on joue souvent au foot ensemble », assure-t-il. Derrière lui, un gamin tient à apporter une précision : eux, soutiennent l'équipe de Serbie. Et l'équipe bosnienne ? Le petit groupe se bidonne : « Dans 100 ans, quand elle aura le niveau. »

Doriane Kalbe
Lucile Pinero
Paola Stecca

Latin, cyrillique. Zelika Pozulj fait partie des habitants obligés de faire la navette quotidiennement. Elle enseigne la littérature serbe à Pale, mais a réinvesti la maison familiale, côté Fédération. Orthodoxe pratiquante, elle se définit comme une personne tolérante. Mais, admet-elle, « si mon fils, plus tard, choisit une personne d'une autre confession, ce sera un scandale ». Aucune barrière ne matérialise la séparation. De part et

BOSNIEN, BOSNIAQUE

Le terme « bosnien » (« bosanac ») désigne tous les citoyens de la Bosnie-Herzégovine, quelle que soit leur nationalité : serbe, croate, bosniaque ou autre (Roms ou juifs). « Bosniaque » (Bošnjak) est désormais utilisé

pour désigner les musulmans de Bosnie. Cette appellation vient du début de la domination ottomane du pays, au XV^e siècle. Dans la Yougoslavie royaliste puis communiste, les citoyens pouvaient se déclarer Serbes, Croates

ou Macédoniens mais la nationalité bosniaque n'avait aucune reconnaissance officielle, jusqu'à l'introduction par Tito en 1974 de la nationalité musulmane. Cette dénomination restera utilisée jusque dans les années 1990.



Foca et Gorazde en parallèle

Isolées dans deux vallées de part et d'autre de la ligne de démarcation, les deux villes tentent de renouer des liens détruits par la guerre.

VISIBLES depuis le pont qui mène au centre de Gorazde, les deux minarets de l'immense mosquée posée sur la rive de la Drina percent le ciel. L'édifice aux nombreux dômes, pouvant accueillir 700 fidèles, a été offerte à la ville par des donateurs turcs, et symbolise aujourd'hui les reconstructions de l'après-guerre. Gorazde est la seule des cinq enclaves protégées par la communauté internationale à avoir résisté aux attaques serbes. Elle est désormais rattachée à la Fédération par un étroit corridor qui perce la Republika srpska. A 30 kilomètres de là, traversée par le même fleuve mais de l'autre côté de l'Inter entity boundary line (IEBL), cette

Aujourd'hui, les deux voisins affichent une volonté de travailler en partenariat. « Il y a des bonnes relations entre Gorazde et Foca », explique Duskanka Stankovic, porte-parole du maire de Foca. Les deux municipalités s'entraident dans différents domaines : en cas d'incendie ou de dégâts dus aux conditions météorologiques, par exemple. »

A l'initiative de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), basée à Foca, plusieurs projets scolaires ont été mis en place. « Depuis 2006, on organise des camps d'été à Gorazde pour mélanger les enfants des deux villes », explique Suvada Osmanspahic, responsable des projets d'éducation à Foca. « La collaboration directe entre directeurs et enseignants des écoles des deux municipalités est quelque chose d'assez récent », commente-t-elle.

« Les parents ont peur que leur enfant soit seul dans une école de l'autre entité. » Suvada Osmanspahic, de l'OSCE

Ecole. Si les officiels professent la réconciliation, la population des deux villes manifeste moins d'enthousiasme.

A Foca, il n'existe aucune école mixte. Selena Saric est institutrice dans l'un des deux établissements primaires. Sa classe, d'une trentaine d'enfants âgés de 8 à 9 ans, révise la géographie. Affichées aux murs, des cartes de la Bosnie-Herzégovine, d'Europe, des Etats-Unis, toutes en cyrillique : « Ici, il n'y a pas d'enfants de familles bosniaques. Certains de mes élèves pensent même qu'ici c'est la Serbie. » En principe, rien n'empêche d'inscrire son enfant dans une école serbe si l'on est Bosnienne, mais « les parents manquent de confiance, ils ont peur que leur enfant soit seul dans une école de l'autre entité », explique Suvada Osmanspahic de l'OSCE. Tous les jours, une dizaine d'enfants bosniaques de Foca prennent le car pour se rendre à l'école de Gorazde. Les écoliers serbes

de Gorazde font le trajet jusqu'à Foca. Même si, selon la municipalité, l'arrivée et les propos rassurants de Krsmanovic ont favorisé les retours, seuls une centaine de Bosniaques seraient revenus vivre définitivement parmi les 12 000 habitants de Foca. Avant la guerre, la ville comptait 14 000 âmes, dont 51% de Bosniaques. Environ 4500 d'entre eux y ont tout de même gardé leurs maisons et y retournent l'été. La majorité habite désormais Gorazde, qui compte 16 000 habitants contre 17 000 en 1991. Depuis 1995, sept centres collectifs pour les personnes déplacées ont été construits. Deux ont été fermés en 2009 pour cause d'insalubrité. Les cinq restants accueillent 231 personnes, selon le Haut commissariat aux réfugiés (UNHCR). Pour la majorité d'entre eux, la guerre a laissé des séquelles irréversibles.

« Peur de retourner là-bas ». Azra Delic, 32 ans, a emménagé à Balkan I, un de ces centres collectifs, en 1996, après son mariage. Des carreaux manquent aux fenêtres, les murs sont noircis par la crasse, les chiens errants investissent les cages d'escaliers transformées en vide-ordures par certains habitants. Azra Delic vit avec son mari, son beau-frère, un neveu atterré mental et sa belle-mère malade. Leur deux pièces de 40 m² contient à peine deux banquettes-lits et une cuisinière à charbon pour chauffer le salon. Mais pour eux, pas question de retourner à Ustipraca, leur ville d'origine, à quatre kilomètres de Gorazde, mais du côté serbe. « Une entreprise mandatée par l'Etat a reconstruit la maison de mes beaux-parents, explique

la trentenaire, mais elle est trop petite et les murs s'effritent déjà. De toute façon, on a peur de retourner là-bas. » Sur la vingtaine de familles qui vivaient à Ustipraca, une seule a rebâti sa maison, mais elle n'y retourne que le week-end. « Certaines personnes quittent les logements collectifs pour y revenir quelques mois après », souligne Nefisa Medosovic, agent de terrain pour l'UNHCR dans la zone de Gorazde. Tout autant que leur maison d'origine, les réfugiés ont besoin de trouver un environnement sécurisant : médecin pour les malades, travail pour ceux qui peuvent, école pour les enfants et, pour tous, des lignes électriques, détruites pendant la guerre, qui n'approvisionnent toujours pas les villages les plus isolés. Mais pour la plupart, les traumatismes constituent le premier motif de non-retour. Mustapha et Fatima Baorovic, vivent un étage au-dessus de la famille Delic. Le couple de retraités s'est réfugié à Gorazde dès 1992, après avoir assisté à l'incendie de la maison familiale et être resté cinq mois prisonnier des Serbes. Suite aux tortures qu'ils ont subies, ils ne peuvent imaginer retourner à Jelec, leur village d'origine, près de Foca. Pour préparer les bases d'une coopération efficace, l'OSCE de Foca a créé une formation commune nommée « développement entre municipalités ». Celle-ci devrait inciter les employés municipaux à l'échange d'informations et à la mise en place de projets entre les deux villes. Pour l'instant, la réconciliation se passe dans les bureaux, pas dans la rue.

Doriane Kalbe
Lucile Pinero
Paola Stecca

Cette école primaire de Foca, en Republika srpska, n'accueille aucun enfant bosniaque.



BUTMIR

Lancées début octobre 2009 sous l'égide de l'Union européenne et des Etats-Unis, les négociations de Butmir, le quartier de l'aéroport de Sarajevo, visaient à trouver un accord entre les chefs politiques bosniaques, serbes et

croates afin de renforcer le pouvoir central. Les différentes parties n'ont finalement pas pu s'entendre sur un projet de réforme de la Constitution. Ces pourparlers étaient présentées comme ceux « de la dernière chance ».



A Mostar, campus à part

Selon qu'ils sont croates ou bosniaques, les étudiants de Mostar ne fréquentent pas la même université. Une division profondément ancrée, entre pressions politiques et réticences personnelles.



Sveuciliste u Mostaru est la seule université en langue croate dans toute la Bosnie. Seuls 10 % d'étudiants musulmans la fréquentent.

MOSTAR, 100 000 habitants, 25 000 étudiants. Pas de cinéma ni de salle de concert, mais deux universités, qui dispensent, à une ou deux exceptions près, les mêmes enseignements.

Ici comme ailleurs, la vie s'est organisée pour éviter que les communautés bosniaques et croates, qui se partagent la ville, ne se rencontrent. Sur la rive est, l'université Sveuciliste u Mostaru, de langue croate. La seule dans toute la Bosnie. Installé au milieu du quartier croate, où se concentre l'activité économique de la ville, le campus de neuf facultés est bâti dans des infrastructures neuves, construites entre la fin de la guerre et le milieu des années 2000, en partie financées par Zagreb. Sur la rive ouest, la fac Dzemal Bijedic, dite bosniaque. Huit départements, avec des bâtiments en assez mauvais état, des salles de classe souvent pleines à craquer. Entre les deux, l'ancienne ligne de front, dématérialisée depuis la fin de la guerre, mais barrière in-

flexible dans la plupart des esprits. Dans les discours, Croates et Bosniaques habitent Mostar en parfaite harmonie, et les divisions ethniques sont enterrées dans le passé. Matea a 20 ans. Elle étudie l'économie à Sveuciliste u Mostaru. « Ça ne me pose aucun souci de passer de l'autre côté », affirme-t-elle, brandissant l'argument usuel à Mostar : « J'ai des amis musulmans, oui ».

Divisions intégrées. Pourtant, Matea passe son temps dans les cafés de Rondo, le centre « branché » du quartier croate, la fac, et le petit village en périphérie de Mostar, croate lui aussi, où elle habite avec ses parents. La version bosniaque de la ville, elle ne la connaît pas.

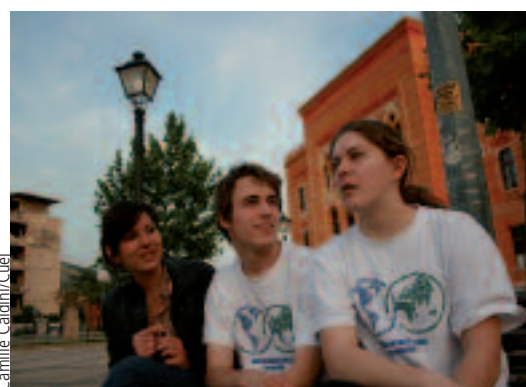
Rarement avouées, les divisions croato-bosniaques sont parfaitement intégrées par les jeunes de Mostar, et peu remises en question. Le choix d'une université au lieu de l'autre est toujours délicat à expliquer. « Les profs sont meilleurs chez nous et les cours plus complets », prétexte Matea au nom des étudiants croates, « c'est plus près de chez moi », défend Amila pour la communauté adverse. Selon la mairie de Mostar, il y aurait 10% de Bosniaques dans la fac croate, et 10% de Croates dans la fac bosniaque.

L'intégration a été compliquée pour Tibor. Issu d'une famille mixte, se revendiquant musulman, il a étudié pendant deux ans la mécanique à la fac croate, avant d'opter pour un cursus côté bosniaque. « Discrimination », explique-t-il. En cours de statistiques, son professeur lui demande à plusieurs reprises sa nationalité, et le corrige constamment quand il

parle bosniaque. « J'ai dû passer 14 fois l'examen de statistiques sans jamais réussir à l'obtenir. Je n'ai jamais eu de correction ni su pourquoi j'avais échoué. »

Les programmes n'étant pas exactement les mêmes dans les deux universités, et faute d'équivalence des diplômes, Ti-

Bulle de mixité



Respectivement bosniaque, croate et serbe, Maida, Luka et Milica sont conscients que l'établissement qui leur permet d'être réunis est une exception dans le pays.

Symboliquement installé sur l'ancienne ligne de front, le United world college de Mostar prône la diversité ethnique.

A l'heure du dîner, malgré l'approche des examens, la résidence Musala ressemble plus à une colonie de vacances qu'à un internat studieux. Les lycéens du United world college (UWC) de Mostar, en short et sandales, assis en petits groupes sur le parvis de l'immeuble, dévorent leur repas dans des barquettes en polystyrène. Dans les couloirs, ils s'interpellent, échan-

bor a dû reprendre ses études depuis le début. Il balait sans scrupule la bonne entente prétendue entre Bosniaques et Croates. Quelques mois plus tôt, il avait été agressé par de jeunes Croates en rentrant chez lui. « C'est toujours la guerre ici. Il arrive régulièrement que des jeunes de chaque communauté se fassent tabasser. »

Blocage politique. Les tentatives de rapprochement sont peu nombreuses. Tonka Kresic et Amir Selo, qui occupent les postes de présidents des unions étudiantes, l'un du côté croate, l'autre du côté bosniaque, tentent d'organiser des projets communs entre les deux facs. Une conférence commune entre les deux unions étudiantes, par exemple. Mais la tentative a échoué, et rien de probant n'a vu le jour jusqu'ici. Le principal blocage, au-delà des réticences étudiantes, est politique. « Je ne veux faire de la pub pour aucun parti », explique Amir, évoquant des « pressions politiques » mais refusant d'entrer dans les détails. Même discours chez Tonka, qui promulgue une politique pro-européenne, et se flatte d'être à la tête de l'union étudiante d'une fac « indépen-

quelques mots entre deux portes, en anglais. Les 154 élèves sont tous bilingues. Luka, croate, et Milica, serbe, terminent leur première année. Entre eux, ils ont pris l'habitude de discuter en anglais aussi. Sans pour autant oublier leurs langues natales, sujet de plaisanteries récurrentes. « Pour dire "assiette", les Croates disent "tanjur" et les Serbes disent "tanjir", explique Luka. Chaque fois qu'on entend ce mot, c'est une occasion de se rappeler à quel point cette division est stupide ». Ce qui les amuse constitue le lot quotidien des autres lycéens de Mostar.

Classes séparées. Pas besoin de quitter le bâtiment pour rencontrer une toute autre réalité du système éducatif. Le UWC partage les murs orange vif du gymnasium. Souvent cité en exemple d'intégration, ce lycée historique de la ville accueille des élèves bosniaques et croates sous le même toit, mais dans des classes séparées et avec des enseignements distincts. A part quelques activités communes comme une équipe de robotique – la seule du pays, primée lors d'une compétition internationale en mars – ou le nettoyage de la ville, les étu-

dante ». Les unions étudiantes ont beau se défendre de résister aux pressions, les universités restent aux mains des nationalistes locaux. Côté est, le SDA et le SBiH, les partis majoritaires nationalistes bosniaques, se disputent les postes-clés. A l'ouest, c'est HDZ – le parti nationaliste majoritaire croate, auquel est notamment affilié le maire – qui détient la majorité des postes de l'administration, la direction de chaque faculté, et donne le ton dans le corps enseignant. « Il est impossible pour quelqu'un qui n'a pas de carte à un de ces partis d'obtenir un poste », explique-t-on au bureau du Haut-Représentant de l'ONU (poste créé par les Accords de Dayton, qui ont mis fin à la guerre) à Mostar.

Lassitude. Les partis nationalistes ont des moyens de pression financière. La fac croate est financée par le canton Herzegovina-Neretva – qui compte Mostar – et par quatre cantons, composantes du territoire croate de Bosnie-Herzégovine, dit « Herzeg-Bosnia », mené par des partis croates minoritaires.

Ces cantons ont montré l'étendue de leur pouvoir sur l'établissement en coupant leur contribution au budget annuel – budget de 25 millions d'euros, selon Amir Selo – à cause de conflits d'intérêt avec HDZ.

diants des deux établissements ne font que se croiser dans les escaliers. Piloté par l'association finlandaise « Education from conflict to internationalism » et parrainé par Nelson Mandela, le UWC entend pourtant prêcher la bonne parole au-delà de ses murs.

Milica, qui a quitté son village près de la frontière serbe pour préparer un baccalauréat international au UWC, est consciente de vivre dans une bulle. « La mixité dans laquelle nous vivons a changé les mentalités de la trentaine d'élèves bosniens, constate-t-elle. Mais il ne faut pas se faire d'illusions quant à son influence sur la ville et sur le pays, on ne change pas les gens du jour au lendemain. » Dans la chambre de Milica, vivent aussi Maida, Bosniaque, Hilary, Américaine et Shaked, Israélienne. C'est l'administration qui impose cette composition aux étudiants de première année.

Paternalisme occidental. « L'esprit de ce lycée est d'appréhender aux différentes communautés à vivre et travailler ensemble », vante Meri Musa, chargée des relations publiques. « Quand les étudiants locaux voient un Israélien devenir le meilleur ami d'un Pa-

d'autres blocages ponctuent la vie universitaire. Le ministre de l'éducation du canton (SDA), a refusé de délivrer leurs diplômes à une promotion d'étudiants croates pendant plusieurs mois, car elle était en avance d'un an sur le processus de Bologne – trois ans de licence, deux ans de master – sur les étudiants bosniaques.

Chez les étudiants, la lassitude l'emporte. Même les plus activistes d'entre eux, qui prônent le mélange et l'ouverture, ont assimilé les divisions et peinent à s'en détacher. Martina Raguz, arrivée à Mostar après la guerre, est investie dans l'union étudiante de l'université croate, ainsi que dans de nombreux projets de rapprochement entre les communautés.

Capable de s'insurger pendant plusieurs heures contre les réticences des jeunes à se mélanger, les familles « bornées » qui délivrent une éducation « quasi-fasciste », ses camarades croates qui refusent de prendre un café sur la rive est, elle finit pourtant par évacuer toute hypothèse de fusion entre les deux universités : « La fac de Mostar est la seule croate de toute la Bosnie. On a le droit de pouvoir étudier dans notre langue. Même s'il n'y a que peu de différence de vocabulaire entre les deux langues. C'est une question de principe ».

Charline Blanchard

lestinien, c'est un bel exemple ! » Un discours policé bien rodé et teinté de paternalisme occidental, qui s'étale dans les couloirs du UWC. Entre les photos de soirées d'Halloween s'affichent les souvenirs de cérémonie de remise de diplôme à l'américaine. Robes bleu vif impeccables et traditionnel lancer de coiffes vers le ciel faisant foi. Après leur bac, les lycéens rêvent d'obtenir une bourse pour partir étudier à l'étranger, même si les étudiants prévoient pour la plupart « de revenir en Bosnie-Herzégovine une fois diplômés, pour aider le pays ». La bonne parole a au moins été entendue par ses disciples.

Camille Caldini

CORRIDOR 5C

Ce projet européen de couloir de transport multimodal (fer/route) prévoit de relier Kiev à Barcelone via l'Europe centrale et les Balkans. Il assure concrètement la libre circulation des personnes et des biens. Son axe C ira de Budapest à Ploce, en Croatie, en passant par la Bosnie-Herzégovine. D'une longueur de 334 km, il doit passer par Mostar, Sarajevo, et Doboj, avant de déboucher à Osijek.

La conversion de Pale



Hissée au rang de capitale par Radovan Karadzic pendant la guerre, la ville aspire aujourd'hui à une vie nouvelle.

SUR les hauteurs de Pale, les maisons massives d'avant la guerre côtoient les villas luxueuses encore en construction. Les Volkswagen rouillées disparaissent derrière des 4x4 Mercedes flambants neufs. Les passants sont rares, si ce n'est quelques enfants qui tournent en rond sur des vélos chromés éblouissants. A une centaine de mètres en contrebas, de l'autre côté d'une voie rapide, la ville nouvelle avale les restes du village de 6000 habitants d'avant la guerre. Dans le dos du centre commercial, point névralgique de la ville, la fontaine en forme de lys, seule au milieu d'une grande place où personne ne passe, se donne des airs de jardins de Versailles.

En face, la cathédrale orthodoxe passe inaperçue, posée dans un carré de pelouse boueuse entre un bâtiment beigeâtre dont rien n'indique qu'il s'agit du cinéma, et la rue qui concentre la dizaine de cafés branchés de la ville. « Il n'y a rien de plus à faire. Il n'y a pas de théâtre, pas de concerts, pas de magasins pour faire du shopping et le cinéma passe les films un mois après leur sortie à Sarajevo », plaisante Anja Mandic, étudiante en troisième année d'anglais. Bienvenue à Pale, petite bourgade bourgeoise, à 30 kilomètres de Sarajevo, capitale de Bosnie-Herzégovine.

Anja et sa colocataire Mirjana Todorovic viennent de Trebinje, dans le sud-est de la Republika srpska. « Quand il a fallu choisir une université on n'a même pas pensé à Sarajevo. C'était soit Belgrade, soit Pale. Mais il y a peu de places à Belgrade. » Fondée à la fin de la guerre par des professeurs serbes de l'Université de Sarajevo, l'Université de Pale s'est dotée de quatre facultés. Celles-ci regroupent diverses filières comme le droit, la philosophie, les mathématiques, l'anglais ou l'histoire.

Prix attractifs. La ville, qui se rêve campus américain avec son lot de fausses blondes en jogging de velours, accueille 3000 étudiants environ, venus de toute la Republika srpska. La plupart d'entre eux louent des appartements sur place. « Les prix sont beaucoup plus attractifs qu'à Sarajevo, autant à la location qu'à la vente. D'ailleurs beaucoup se sont vendus l'an dernier. La ville est en pleine expansion », commente Slobodan Savic, le maire de Pale, sans citer de chiffres. Selon lui, « Pale a les avantages d'être à proximité d'une grande ville sans en avoir les inconvénients ». « Tout le monde se connaît, on s'y sent en sécurité », confirme Mirjana. Comprendre : par rapport à Sarajevo, peuplée de Bosniaques en majorité. « Quand on part là-bas pour la journée, ●●●



Pale a son propre campus, mais n'offre ni travail à ses jeunes. Une fois leurs études terminées, ils quittent la ville.

●●● j'enlève la croix que je porte autour du cou et mon bracelet à icônes. Je n'ai pas peur mais j'ai entendu des histoires d'agressions. A Pale, on ne sent pas cette peur des autres », précise Mirjana. Déjà lors du recensement de 1991, Pale comptait seulement 1630 Musulmans sur quelque 6000 habitants. Aujourd'hui, la population est estimée à près de 35 000 habitants et aucun minaret ne surplombe les immeubles bas et neufs. Les deux amies affirment que le problème principal est celui des transports : six cars par jour avec un dernier départ des deux villes à 16h30. Ce souci n'affecte pas Slobodan Savic, le maire de Pale. « Cette ville deviendra l'une des plus importantes de Republika srpska et d'Europe », assure-t-il en montrant une vue aérienne jaunée coincée sous le sous-verre de son bureau. Ce désir de grandeur rappelle celui de Radovan Karadzic, le fondateur du Parti démocratique serbe (SDS) auquel appartient Slobodan Savic. L'ancien chef des Serbes de Bosnie avait consacré Pale en s'y installant pendant le siège de Sarajevo. Mais ici, en parler est mal vu. Lorsqu'on les interroge, les habitants s'offusquent : « Karadzic c'est du passé, de la politique, et on n'y comprend rien. »

En déclin. Anja et Mirjana évoquent Pale comme un petit refuge. Elles y ont quelques amies et, coupées du monde et des Bosniaques « avec qui il est impossible de cohabiter », elles rêvent du jour où elles partiront à l'étranger, en Angleterre. « Je veux découvrir le pays que j'étudie, voir si j'y trouve du travail parce qu'ici, c'est impossible », constate Anja. La seule industrie de Pale a fermé en 2007. L'usine de transformation du bois, en déclin depuis la fin de la guerre, a été rachetée par le gouvernement et revendue à un promoteur privé. Au pied de la pimpante faculté de philosophie s'étend désormais un terrain vague encombré de planches, de barres de fer, une haute cheminée en fer rouillé. Huit étages de briques rouges ont commencé à pousser. A leurs pieds, les minuscules et humides baraques d'une vingtaine d'ex-salariés de la fabrique seront bientôt détruites. « Des tractopelles sont venues la semaine dernière. Je ne sais pas où aller. Je n'ai plus de travail, pas de quoi payer un loyer », raconte Dragan Pandevovic, 52 ans. Il vit seul depuis sept ans dans une trentaine de mètres carrés, sans électricité ni eau courante. Anja et Mirjana passent devant chez lui tous les jours. « Ça ne nous regarde pas. Le gouvernement trouvera une solution. » Elles tournent la tête avant d'ajouter en riant : « Moi aussi je vais quitter cette ville un jour. » La majorité des étudiants de Pale retournent dans leur ville d'origine ou tentent leur chance à Sarajevo. Pale brasse les cerveaux sans les retenir.

Lucile Pinero



Brcko, l'utopie en sursis

Le district de Brcko possède un statut géographique et politique à part en Bosnie. Un territoire d'expérimentation aux résultats contrastés.

C'EST le grand ménage dans la Supervision à Brcko. Sacs poubelles et cartons s'accumulent : les salariés se préparent à déménager. Il y a deux ans encore, 200 personnes travaillaient, surprotégées, derrière les murs épais de cette antenne du bureau du Haut représentant de l'ONU en Bosnie. Début juin, il ne restera qu'une douzaine de salariés. A l'époque des négociations de paix de Dayton, en 1995, les parties serbe et bosniaque s'étaient accrochées sur le cas Brcko car son territoire offre le contrôle d'axes majeurs de communication terrestres et fluviaux, un accès à la Croatie et à la Serbie. Son statut reste en suspens jusqu'en 1997. Les Nations unies nomment à cette date un superviseur chargé de veiller spécialement au territoire de Brcko, pour assurer sécurité et stabilité à la municipalité. Treize ans plus tard, le Superviseur est toujours là mais se prépare à partir. La municipalité, elle, a disparu pour laisser place à un district qui coupe en deux la Republika srpska.

Stabilité. Le territoire, 2% de la Bosnie-Herzégovine, abrite un peu plus de 100 000 habitants. Il appartient aux deux entités, autrement dit à personne. Depuis la fin de la guerre, la communauté internationale a fait de Brcko un laboratoire. Elle a voulu, à coup d'ordonnances du Superviseur et de millions de dollars, construire un modèle de gouvernance transposable à la Bosnie entière et vendre sa stabilité politique, sa réussite économique, et la mixité créée dans l'administration. A quelques mètres de la frontière croate, dans le centre ville, le siège du gouvernement du district de Brcko est le fief de Dragan Pajic. Depuis 2009, le maître des lieux est serbe et a sa carte au SNSD, le parti du puissant Premier ministre de la Republika srpska. Il est assisté de onze chefs de départements, sortes de ministres. Pajic brandit une liasse de feuilles couvertes de chiffres. C'est le budget culture de l'équipe précédente. Le maire a entouré la somme des subventions allouées à chacune des communautés du district : « Les associations bosniaques et croates ont reçu plus de crédits que les associations serbes. Une de mes priorités est de rétablir cette injustice. » Le refrain est connu : le maire attaque systématiquement son prédécesseur, bosniaque.



Elodie Berthaud/Cuej

« Notre personnel reflète le poids des différentes nationalités. »
Jesla Lejlic, directrice d'école

DÉPLACÉS, RÉFUGIÉS

La guerre a provoqué de nombreux déplacements de population qui peuvent prendre différentes formes : il y a les déplacés ou IDP (internal displaced person), c'est-à-dire les personnes restées dans leur pays mais qui ont dû quitter leur lieu d'habitat, les réfugiés qui ont fui à l'étranger et les retournés qui ont exercé leur droit au retour.

Parmi les 113 000 déplacés, 7000 vivent encore dans des centres d'hébergement collectifs qui étaient censés être temporaires. Concernant les réfugiés, l'UNHCR en compte encore 400 000 toujours à l'étranger, mais 1,2 million de personnes ont fui le pays pendant la guerre. Plus d'un million de Bosniaques ont exercé leur droit au retour.

A Brcko, district encore sous supervision des Nations unies, les membres de la police sont issus des trois ethnies majoritaires.

dans son entourage. La réforme de la police a été un des premiers chantiers de la Supervision. Au sortir de la guerre, elle était totalement dominée par les Serbes. Dès 1997, l'International police task force (IRTF) a dû imposer la mixité. L'éducation, qui relève de la compétence du district, a aussi fait l'objet d'ambitieuses réformes. La première, en 2001, a permis la création de l'école unique, pour faire cohabiter les enfants des trois communautés. La Supervision est allée jusqu'à rendre facultatifs les cours de religion. Une première en Bosnie. « Le superviseur a dû faire un gros lobbying sur le gouvernement, l'Assemblée et sur les établissements. A l'heure actuelle, la question des cours de religion fait encore débat. Si la communauté internationale se désengage maintenant, je crains que les réticences des familles et des chefs religieux ne reprennent le dessus », analyse un membre de la Supervision. Mais la volonté politique ne suffit pas toujours. En poussant les portes de l'école V., les limites du système se font sentir. Ici, les 550 élèves sont bosniaques. « Notre personnel reflète le poids des différentes nationalités », veut faire valoir la directrice, Jesla Lejlic. Parmi les cinq écoles primaires de la ville, deux sont en fait réellement mixtes, où les élèves se séparent à l'heure des cours de langues et lettres. ●●●

●●● La mixité dans la cité ressemble plus à une cohabitation. Les Bosniaques se concentrent presque exclusivement dans la partie basse de Brcko. Dans le centre-ville, Serbes et Bosniaques s'assoient rarement aux mêmes terrasses. « Je n'ai pas de haine contre les Bosniaques, mais je ne me sens pas à l'aise en leur présence », confie un jeune électricien serbe. Lui et sa famille sont des réfugiés de l'intérieur, qui ont fui le territoire de l'actuelle Fédération pour s'installer ici. « En grattant un peu le vernis, on se rend compte que l'entente entre les communautés est fragile », analyse une jeune femme de Tuzla qui travaille dans le district. Les élus de l'assemblée locale ne montrent pas l'exemple. « Ils s'écharpent autour de la défense des intérêts de leur propre communauté. » « L'argent et l'énergie investis à Brcko par la communauté internationale ont apaisé les tensions dans l'immédiate après-guerre en concentrant tout le monde sur la reconstruction », estime un magistrat, originaire de Brcko.

Revitaliser le territoire. La mise sous perfusion américaine a permis au district de se doter de nouvelles infrastructures, comme le grand complexe judiciaire, sans devoir s'endetter. Aujourd'hui le budget, qui s'établit à 190 millions de KM, est à l'équilibre. Le PIB par habitant, de 5 966 dollars US, reste 25% plus élevé que dans le reste de la Bosnie. Le fonctionnaire persiste, pessimiste : « Le problème est qu'aujourd'hui personne n'a de stratégie pour un développement économique durable du district. On ne produit presque plus rien ici. Avant la guerre Brcko avait 6 ou 7 grosses usines de confection qui employaient près de 2 500 personnes. 4 000 habitants de la ville située juste de l'autre côté de la Sava, en Croatie, franchissaient le pont pour venir travailler ici. Ce temps-là est révolu. » Le district explore des pistes pour revitaliser le territoire. Le port fluvial de Brcko pourrait bénéficier d'un lifting. « Nous cherchons un modèle pour sa privatisation. En parallèle, il faut trouver des fonds pour drainer la Sava et moderniser le chemin de fer. » Pajic veut aussi créer une antenne de l'université de Ljubljana à Brcko. « Il est urgent de fixer les jeunes sur notre territoire. A l'heure actuelle, beaucoup sont scolarisés ailleurs. » Pendant ce temps-là, les juristes s'affairent pour trouver une porte de sortie au Superviseur, dont il faut notamment garantir la continuité des actes juridiques. « Personne ne sait vraiment ce que vont devenir ces décisions », explique Slobodan Zobenica, président de la Commission judiciaire. Elodie Berthaud



Camille Caldimi/Cuej



5



4



3



2

Eve Chalmardier/Cuej

Les religions

La Bosnie-Herzégovine compte trois grandes religions. Selon le world factbook de la CIA, les musulmans composent 45% de la population, les orthodoxes 36%, et les catholiques 15%. Les autres confessions comptent moins de fidèles (les protestants représentent 1% de la population, et les autres religions, dont les juifs, 3%). Ces trois religions correspondent plus ou moins aux trois communautés qui cohabitent sur le territoire : la majorité des Bosniaques sont musulmans, les Serbes sont orthodoxes, et les Croates catholiques. Le nettoyage ethnique intervenu pendant la guerre de 1992-1995 a provoqué des flux migratoires et accentué les divisions ethno-religieuses entre les deux entités. Une majorité de serbes orthodoxes vit en Republika srpska, et la plus grande partie des Bosniaques vit en Bosnie centrale. De la même façon, la plupart des Croates catholiques habitent en Herzégovine.

Détail de l'entrée du centre islamique de Mostar (1). Messe catholique à Banja Luka, où la communauté croate compte environ un millier de membres (2 et 5). Célébration orthodoxe de l'Assomption dans l'église de Saint-Sauveur de Banja Luka (3). Fidèles musulmans à l'heure de la prière à Sarajevo (4).



Vanja et Almir ne veulent pas imposer une nationalité à leur enfant, Aljosa. Le problème, c'est la Bosnie, qui oblige à se rattacher à l'une ou l'autre identité.

menace. Il était en fait très sympa, il faisait beaucoup de blagues. »

Cette attitude fut une exception dans le paysage familial de la jeune Serbe. « *Ma grand-mère ne voulait pas le rencontrer, raconte Vanja. Mes cousins ne voulaient pas lui adresser la parole et ils me répétaient sans cesse : "Tu ne devrais pas être avec un musulman, tu devrais être avec un Serbe".* »

Alors les amoureux les ont mis devant le fait accompli. Après leur installation à Brcko, Vanja a annoncé à sa mère la nouvelle. « *Je me souviens qu'elle a beaucoup pleuré. Mais avec le temps, elle a accepté la situation.* »

Du côté de la belle-famille, il n'y eut pas de tels drames. « *Ma mère est morte quand j'avais 9 ans. Mon père s'est toujours complètement désintéressé de ma vie. J'ai très peu de contacts avec lui* », explique Almir.

Discriminations. Leurs problèmes ont progressivement migré de la sphère familiale à l'univers professionnel. Il y a trois ans, Vanja décroche un job de vendeuse dans un magasin de vêtements. « *Quand ma patronne a appris que je vivais en couple avec un Bosniaque, elle m'a rappelée pour me dire qu'elle avait changé d'avis, que je ne faisais plus l'affaire.* » Almir poursuit : « *Ces discriminations sont subtiles car les gens ne vont pas nous dire directement qu'ils sont dérangés par notre situation maritale. Mais on le comprend par des regards ou des attitudes.* »

Aujourd'hui le couple habite un appartement de 42 m² modestement meublé que Vanja a hérité de son père, il y a un an et demi.

Auparavant, le couple a dû changer sept fois de logement à Brcko, agacé par des propriétaires intrusifs. « *A chaque nouvelle recherche, on tombait sur des gens qui refusaient de louer leur bien quand ils comptaient par nos noms que j'étais Serbe et qu'il était Bosniaque* », explique Vanja. « *Ils prétextaient que le logement n'était plus libre ou proposaient un loyer exorbitant* », ajoute Almir.

Avant la guerre, le district de Brcko comptait 27% de mariages mixtes. Almir et Vanja se sentent aujourd'hui isolés. « *Nous connaissons seulement deux nouveaux couples. La jeune génération de Bosniaques n'est plus habituée au mélange.* »

Collection d'armes. Almir se souvient, amusé, de sa première rencontre avec le père de Vanja. « *Un dimanche soir, j'avais manqué le dernier bus pour Tuzla, j'étais bloqué à la gare routière, il faisait froid, il y avait de la neige. Vanja a donc parlé à son père et ils m'ont proposé de rester chez eux pour la nuit. C'était la première fois que je le rencontrais. Il a commencé par me montrer sa collection de vieilles armes à feu. Je n'ai pas dormi de la nuit. A l'époque, j'avais mal interprété ce geste et pris cela comme une*

Nous, nous avons connu le système yougoslave où les écoles étaient réellement mélangées. Mes meilleurs copains étaient Croates et Serbes. »

L'arrivée de leur enfant, Aljosa, il y a quatre mois, complique encore la situation. Ils s'inquiètent désormais du système éducatif de Brcko. Pourtant les écoles publiques y sont mixtes, seuls les cours de langues sont séparés. « *Il devra choisir sa langue "maternelle", bosnienne ou serbe. C'est stupide, c'est la même langue. Cela ne fera qu'introduire des clivages dans sa tête.* »

Partir. « *Nous ne voulons pas imposer à notre enfant une identité ou une religion. Il choisira quand il grandira. Le problème, c'est que la Bosnie oblige à se rattacher à l'une ou l'autre des nationalités* », déplore Almir.

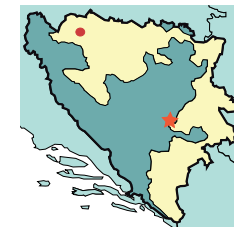
Le couple envisage de déménager pour Tuzla, une ville de la Fédération croato-musulmane qu'ils imaginent plus agréable à vivre, plus ouverte. Brcko les a déçus, ils espéraient y trouver une population mélangée, étant donné qu'environ 40% de Serbes habitent dans le district, pour 40% de Bosniaques et 10% de Croates. « *En réalité, il y a des cafés où les Serbes vont, d'autres où les Musulmans se rendent. Seuls quelques bars ont une clientèle vraiment mélangée.* »

Et rien ne les retient ici disent-ils : Almir a été licencié en janvier. L'entreprise agroalimentaire qui l'employait comme représentant a réduit sa masse salariale à cause de la crise économique. Et Vanja n'est plus sûre de retrouver son emploi de vendeuse dans une boutique de paris sportifs à la fin de son congé maternité.

Almir et Vanja partiraient en France ou en Irlande si les portes de l'Europe ne leur étaient pas fermées. « *Ou en Nouvelle-Zélande, c'est très beau la Nouvelle-Zélande* », confie, joyeuse, Vanja. « *Nous voudrions juste que notre enfant grandisse dans un environnement normal, où il ne serait pas jugé en permanence, où son nom et sa communauté n'auraient pas d'importance* », explique Almir, le visage fermé.

Elodie Berthaud

Kozarac, le village plaqué or de la diaspora bosniaque



Pendant la guerre, des milliers d'habitants sont partis se réfugier à l'étranger. Aujourd'hui, ce sont eux qui maintiennent l'économie sous perfusion.

L'AUDI A6 noire pile devant le restaurant. Cheveux blonds bouclés, tirés par un bandeau rose, Zinajda Mahmuljin vient prendre un café avant de démarrer sa journée. Son portable sonne sans arrêt. En ce moment, cette cadre bancaire de 35 ans tente de convaincre une entreprise norvégienne de s'installer à Kozarac, village à 95% bosniaque en Republika srpska. Une grande ferme agricole, avec un élevage de 600 vaches et de la production de biogaz pourrait ouvrir ses portes. Zinajda n'en est pas à son coup d'essai : depuis 2007, elle a pu faire venir dans cette partie de nord-ouest de la Bosnie, trois sociétés étrangères, dont la croate Nova Ivancica. Cette usine de chaussures est installée aux portes du village, sur la route qui relie Banja Luka à Prijedor. Elle emploie 145 personnes, dont une vingtaine à Kozarac. Zinajda a convaincu les Croates avec l'aide de la diaspora de Kozarac, grâce à ses connexions et sa conviction.

Quand l'été arrive, les Bosniaques installés à l'étranger investissent la ville avec leurs grosses berlines.

Car, depuis 1992, le village compte des habitants installés dans 33 pays. Les 24 et 25 mai de cette année-là, les forces serbes de Bosnie attaquent le village, arrêtent sa population et

l'emprisonnent dans trois camps de la région. En quelques jours, 800 habitants sont tués, le village est incendié et détruit. La mère de Zinajda est internée au sinistre centre d'Omarska, puis dans l'école de Trnopolje. Elle sera libérée au début de l'automne. Son père est tué à Omarska. Réfugiées en Croatie, la mère et la fille rejoignent ensuite l'Allemagne. Elles y vivent cinq ans et demi.

Patriotes engagés. Sur les 25 000 habitants de la région de Kozarac avant-guerre, au moins 15 000 sont restés à l'étranger. « *La diaspora est très importante pour nous, se réjouit Zinajda. Ces patriotes ont beaucoup investi pour la reconstruction de Kozarac.* » Ekrem Hadzic, un responsable municipal de Kozarac, avance un chiffre moyen de 500 000 KM annuels apportés par la diaspora pour la restauration du village. Les Bosniaques de Kozarac sont rentrés avec des diplômes, de l'expérience et des voitures de marques. Aujourd'hui, des 4x4, des BMW et des Mercedes se croisent dans la rue principale du village. Dans les rues adjacentes, de grandes maisons de style occidental sont sorties de terre. « *Tout ce qui a été investi à Kozarac provient des particuliers* », constate Zinajda.

Le village, qui compte selon les estimations entre 4000 et 10 000 habitants, accueille en été 10 000 personnes supplémentaires. Toutes en provenance de l'étranger, toutes originaires de Kozarac. Les restaurants, les piscines, le club aquatique, les manèges pour enfants font le plein de visiteurs. Sur les photos de vacances, la vie dans le village ressemble à une grande fête. Propriétaire du club Spider,

la plus grande boîte de nuit de Kozarac, inaugurée en 2005, Vahid fait le compte : 1000 personnes viennent dans le club chaque soir. Il emploie une vingtaine de personnes, contre cinq le reste de l'année.

Succès en demi-teinte. Cette réussite estivale est un succès en trompe-l'œil. De nombreuses maisons richement reconstruites restent vides pendant dix mois de l'année. Quinze ans après la fin de la guerre, Kozarac peine à s'affranchir du soutien de la diaspora, qui, elle-même, s'interroge sur le bien fondé d'un retour au village. Comme en Bosnie, le taux de chômage caracole à 40%, selon les services municipaux. Les jeunes en sont les premières victimes. La plu-

part d'entre eux cherche l'âme sœur chez les Bosniaques de l'étranger, pour quitter le village. « *Nous avons peu de jeunes, beaucoup sont sans perspectives. Nous devons faire quelque chose pour eux, mais eux aussi, ils doivent commencer à prendre en main leur avenir* », s'énervent Zinajda.

Depuis son retour en 1998 dans un Kozarac détruit, Adis n'a jamais trouvé d'emploi stable. A 23 ans, ce jeune Bosniaque trilingue, s'occupe en dirigeant le centre des jeunes, bénévolement. Jasmin, elle, 23 ans, a décroché un poste dans l'usine de chaussures Nova Ivancica, sans rapport avec sa formation de coiffeuse. Elle gagne 370 KM par mois, 50 de plus que le Smic. Mais elle n'a obtenu qu'un contrat de trois mois, qui sera peut-être prolongé. Sans grande illusion, elle espère : « *Si je travaille bien, je serai définitivement embauchée dans deux ans.* » Il y a deux semaines, l'ouverture du dispensaire de Kozarac a suscité de l'espoir. Technicien médical de formation, Adis a cru pouvoir décrocher un poste.

Mais, rattaché administrativement à Prijedor, la grande ville voisine, le village n'a pu choisir son personnel médical. Au grand dam de Zinajda et de beaucoup de gens de Kozarac, qui militent pour obtenir le statut de municipalité et décider ainsi de la nomination des emplois publics. « *Je lutte pour que nous puissions nous-mêmes gérer un budget et investir dans notre village* », insiste Zinajda.

Ekrem Hadzic, l' élu de Kozarac, s'agace : « *Il y a des municipalités plus petites que Kozarac qui ont obtenu ce statut. Kozarac pourrait-elle se financer seule ? Oui. Mais il manque la volonté politique. Nous sommes un village musulman en Republika srpska.* » Adis n'a pas eu le travail à l'hôpital. Sur les 10 employés, il y a neuf Serbes et une Musulmane.

Kathrin Aldenhoff



Elle est Serbe, lui Bosniaque. Discriminations, regards, remarques, le couple a du mal à vivre cet isolement.

Vanja et Almir, un mélange qui dérange

LORSQUE Almir Smajic et Vanja Tosic se sont installés à l'automne 2003 à Brcko, ils n'avaient prévu ni leurs familles respectives, ni leurs amis. « *Nous savions que notre entourage allait désapprouver cette décision, et nous voulions de toute façon vivre ensemble.* » Almir a 30 ans, un regard enfantin, une voix grave puis-

sante. Il aime les jeux vidéo, la musique électronique. Vanja a 28 ans, préfère surfer sur internet et regarder des séries télévisées. Sa voix est calme, posée, son regard las.

Il est Bosniaque, elle est Serbe. « *Nous sommes tombés amoureux dans un bus à Rijeka, en Croatie, nous étions en vacances avec des amis. C'était il y a huit ans* », raconte Almir. Les premiers mois de leur

idylle ressemblent à une histoire d'amour ordinaire, ils partagent leurs week-ends entre Tuzla, la ville de Fédération dont Almir est originaire et Brcko, où Vanja habite depuis toujours.

Collection d'armes. Almir se souvient, amusé, de sa première rencontre avec le père de Vanja. « *Un dimanche soir, j'avais manqué le dernier bus pour Tuzla, j'étais bloqué à la gare routière, il faisait froid, il y avait de la neige. Vanja a donc parlé à son père et ils m'ont proposé de rester chez eux pour la nuit. C'était la première fois que je le rencontrais. Il a commencé par me montrer sa collection de vieilles armes à feu. Je n'ai pas dormi de la nuit. A l'époque, j'avais mal interprété ce geste et pris cela comme une*

« Quand ma patronne a appris que je vivais avec un Bosniaque, elle m'a rappelé pour me dire que je ne faisais plus l'affaire. » Vanja Tosic

jeune génération de Bosniaques n'est plus habituée au mélange.

EUROPEAN UNION POLICE MISSION

La Mission de police civile européenne (European Union police mission) a été chargée d'établir en Bosnie-Herzégovine des forces de police professionnelles durables et multi-ethniques. Elle assure la

relève du groupe international de police (GIP) de la mission des Nations-unies en Bosnie-Herzégovine mise en place par l'Accord général de paix de Paris/Dayton. Son travail de formation et de

conseil concerne notamment la lutte contre le crime organisé et les relations police-justice. Son mandat, initialement prévu pour 3 ans, a débuté le 1^{er} janvier 2003. Il a déjà été renouvelé deux fois.



Une déplacée bosniaque chez elle. Le village d'avant-guerre comptait 200 maisons, contre 7000 aujourd'hui.



Le chassé-croisé d'Osijek

Après la guerre, l'arrivée de nombreux déplacés bosniaques a poussé les Serbes, occupants historiques du village, à partir. Aujourd'hui, ils sont à peine 300 sur 15 000 habitants.

DÉPUIS sa véranda ensoleillée, Berina Racic regarde sa fille s'éloigner à grands pas au pied de la colline. « Elle va à la faculté d'histoire de Sarajevo, ça ne fait que deux ans que le bus passe ici », explique la mère. Sa maison, avec des murs en briques nus, un toit en bois, des tuyaux et des câbles qui sortent du béton brut, est reliée à la route principale par un chemin de terre. La plupart des habitations d'Osijek, à une vingtaine de kilomètres de Sarajevo, ont été bâties au lendemain de la guerre par des déplacés de la

Bosnie de l'est. On en compte environ 7000, presque toutes construites sans permis. Elles attendent depuis quinze ans d'être un jour terminées. Avant la guerre, Osijek était un village serbe de 200 maisons à peine. Aujourd'hui, il accueille environ 15 000 habitants, pour la plupart des Bosniaques venus de l'est et du sud du pays, de Srebrenica, Visegrad, Foca et Rogatica. Berina, originaire de Visegrad, est arrivée ici en 1996. Comme beaucoup de réfugiés, elle garde en elle le désir de revenir un jour dans sa ville natale. « Ma maison là-bas a été détruite, mais on a gardé le terrain. » Pour elle, le frein au retour est plutôt économique. « J'aimerais rentrer. Que Visegrad soit en Republika srpska n'est pas un problème. Mais là bas, il n'y a pas de travail. » Avant la guerre, son mari avait un bon poste. « Maintenant, il est employé comme gardien pour une entreprise de Sarajevo. » A Visegrad, elle n'avait pas besoin de travailler. Elle cultive aujourd'hui une petite serre dans son jardin, avec tomates, concombres et poivrons. « C'est l'activité de beaucoup

de femmes ici », explique-t-elle en indiquant les jardins alentour, d'où jaillissent de petits potagers. Avec les amies qu'elle a rencontrées à Osijek, Berina participe aux activités organisées dans la petite mairie de la ville par l'association Femmes pour les femmes. Celle-ci s'occupe d'aider les habitants – surtout les veuves de guerre, très nombreuses ici – à cultiver leur serre pour un jour créer des petites entreprises et vendre leurs produits sur les marchés. L'arrivée des déplacés bosniaques après la guerre a chassé la plupart des Serbes d'Osijek. Certains sont partis à l'étranger, d'autres en Serbie ou en Republika srpska (RS), en vendant leurs maisons à prix très bas ou en échangeant avec celles des Bosniaques qui ne voulaient plus vivre en RS.

Sachets pleins d'argent. Selon les chiffres approximatifs de la mairie, environ 300 Serbes sont restés, surtout des retraités. Mirko Bogdano-

vić, 79 ans, est l'un d'entre eux. Assis dans son jardin sous un vieux tilleul, il lève à peine le regard lorsqu'un avion survole de près le toit de sa maison. Son habitation, plus ancienne, a survécu à la guerre. En 1997, quand il est rentré d'Australie, où il s'était réfugié, il l'a retrouvée occupée par des troupes internationales. « Ce terrain appartient à ma famille depuis 300 ans », explique-t-il. Quand il parle de « son village avant », il fait d'amples gestes de la main. « Il n'y avait pas de maisons autour, les gens vivaient de l'agriculture, du maïs, du blé. » Aujourd'hui, il n'y a plus de champs, seulement des potagers cultivés par les habitants. Il était là quand les réfugiés ont commencé à arriver. « Des gens du SDA [Parti d'action démocratique bosniaque] ont débarqué avec des sachets en plastique pleins d'argent pour acheter les terres aux Serbes et les revendre à prix cassé aux Bosniaques. Ils ont bâti partout », continue-t-il. « Ici, je suis un étranger », raconte-t-il en tournant ses yeux

« Je préférerais mourir de faim chez moi plutôt que vivre ici. » Kadefa, habitante bosniaque

IGMAN

Situé à dix kilomètres au sud-ouest de Sarajevo, le mont Igman était l'un des sites des Jeux olympiques d'hiver de 1984. Pendant la guerre, c'était la seule voie de passage vers la capitale. Le tunnel construit par les Sarajéviens pour échapper à l'asphyxie du siège dé-

bouchait près du mont Igman, qui culmine à 1500 mètres et surplombe l'aéroport de Butmir. Brièvement tenu par l'armée serbe en août 1993, il a ensuite été contrôlé par les forces internationales. Il a retrouvé depuis sa vocation touristique et sportive.

bleus vers le squelette d'une maison adjacente à la sienne. « C'est celle de mon cousin. Il est parti au Canada et n'est jamais revenu. Il avait commencé à la construire juste avant la guerre. Les vieux Serbes comme moi n'essayent pas de reconstruire, ils attendent. » Mirko attend donc que le prix de son terrain augmente pour tout vendre. Il ne veut plus vivre ici, où « les familles des combattants bosniaques ont la priorité chez le médecin et sont exemptées d'impôts ». Avec l'argent qu'il espère récolter et sa retraite mensuelle de 340 KM (170 euros), il n'a qu'un rêve : s'acheter un appartement à Sydney pour retrouver sa fille. « Ça fait 14 ans que je ne l'ai pas vue. »

Travail au noir. A deux pas de là, face à la mosquée récemment construite qui salue l'ancienne église orthodoxe, sa voisine Kadefa est occupée à éplucher des légumes. Originaire d'un village à côté de Srebrenica, elle assure : « Je préférerais mourir de faim là-bas plutôt que vivre ici, mais ma maison a été brûlée. La dernière fois que j'y suis retournée, les herbes y poussaient. » A Osijek, elle n'a retrouvé personne de son ancien village. « Ici, c'est très pauvre, on vit de l'aide des familles parties à l'étranger et parfois du travail au noir, explique Suad Mutapcic, le secrétaire de la mairie d'Osijek, qui est rattachée à la municipalité d'Ilidza. Au début, le canton de Sarajevo voulait que les gens rentrent dans leurs villes d'origine. » Mais les retours sont rares : « Comment vont-ils vivre là-bas ? Sans maison, ni électricité, ni route ? » A Osijek, certaines rues n'ont pas encore de nom. Pour accéder à certaines habitations, il faut passer d'un jardin à l'autre, en ouvrant des portails de ferraille improvisés.

Jeunes couples. Quinze ans après la fin de la guerre, la transformation d'Osijek, village serbe, en ville bosniaque, est bientôt achevée. Les maisons construites sans permis sont en train d'être régularisées. « Nous essayons de faire d'Osijek un endroit agréable à vivre. Il y a dix ans, il n'y avait pas de mosquée, pas de médecin. Aujourd'hui, il y a des petits magasins et un garage », continue le secrétaire de la ville. Grâce aussi à l'installation de jeunes couples, Osijek compte maintenant entre 700 et 800 enfants. « On attend en septembre l'ouverture d'une nouvelle école et d'un centre sportif pour les jeunes. » L'an dernier, grâce au budget alloué par la municipalité d'Ilidza, la route a été prolongée jusqu'aux dernières maisons, au pied des collines. « Là où il n'y avait que de la forêt, on a amené l'eau, l'électricité, la télévision », indique Suad Mutapcic. Il y a à peine quatre ans, la moitié de la ville n'était pas éclairée.

Paola Stecca



Prijedor tente l'entente

Les élus de la deuxième ville de Republika srpska plaident pour la coopération intercommunautaire, malgré les blocages persistants.



La mosquée qui domine la rue principale de Prijedor a été inaugurée l'année dernière.

BUREAU numéro 61, troisième étage de la mairie de Prijedor, en Republika srpska. La porte s'ouvre sur le secrétariat de la présidence de l'assemblée municipale. A droite, le bureau d'Azra Pasalic, la présidente, une petite Bosniaque blonde d'une soixantaine d'années pleine d'énergie, au regard enfantin. A gauche, la vice-présidente serbe, Vesna Jelaca, la quarantaine, grande femme brune au port altier. Toutes deux sont d'anciennes médecins. A la mairie, elles partagent la même secrétaire et impulsent avec le maire serbe Marko Pavic la politique de la deuxième ville de RS (100 000 habitants, dont 17 000 Bosniaques et 3000 Croates). « Avant, il y avait une mauvaise communication entre les communautés au sein du conseil, des provocations verbales lors des réunions, déclare d'emblée Vesna Jelaca. Depuis dix ans, les choses ont changé, chacun a trouvé un intérêt à vivre ensemble. » La ville cherche à se présenter comme un modèle de coopéra-

« Chacun trouve un intérêt à vivre ensemble. » La vice-présidente de la mairie

tion entre communautés. Sur 31 conseillers municipaux, huit sont Bosniaques. Azra Pasalic insiste sur l'image donnée par l'assemblée, celle d'un peuple uni : « Nous allons ensemble aux manifestations traditionnelles, à l'inauguration des nouvelles mosquées – cinq en cinq ans – ou aux cérémonies à l'église. »

Prix cassés. L'aide aux réfugiés est distribuée selon le poids démographique de chaque communauté. Vesna Jelaca met en avant les partenariats avec la ville bosniaque de Sanski-Most, à 20 kilomètres au sud, en Fédération. Ensemble, les municipalités travaillent à la dépollution de la rivière Sana et au développement économique de la région.

Cette coopération a d'autant plus de poids que Prijedor, habitée principalement par des musulmans avant la guerre, a été le centre d'organisation de la purification ethnique pour l'ouest de la Bosnie. Azra Pasalic raconte comment ses parents ont été égorgés dans leur mai-

son par des soldats serbes. Muhamed Cehajic, le maire bosniaque de l'époque, avait été destitué et envoyé au camp d'Omarska, où il est mort sous les coups. Deux autres centres d'internement avaient été installés aux alentours, dans l'usine de Keraterm et à l'école de Trnopolje. Les mosquées et les églises catholiques avaient été détruites. Pendant des années, Prijedor a traîné l'image d'un repaire de nationalistes serbes. « Beaucoup de ces criminels de guerre sont aujourd'hui en prison. Cela a encouragé les habitants à revenir », précise la présidente du parlement. Prijedor veut tourner le dos à son histoire et fait peau neuve. Les bulldozers redessinent le rond-point principal, les routes seront bientôt goudronnées à nouveau et de nouvelles canalisations installées. Des chantiers d'immeubles sont éparpillés dans les différents quartiers. Pour doper l'activité économique, la mairie a cassé les prix des loyers afin d'attirer les entreprises.

Tolérance. Le fabricant de meubles Javor se situe au nord de la ville, face à une église orthodoxe. Son directeur Radovan Salabalja, 55 ans, enfant de Prijedor, exploite les chênes et les hêtres de la Kozara, la montagne voisine. Cet homme trapu aux cheveux grisonnants, une paire de lunettes sur le nez, l'autre autour du cou, raconte comment il a relancé sa filiale de Sanski-Most en 2002, afin d'écouler sa marchandise en Fédération. Sur l'importance accordée aux origines de ses employés, sa réponse est claire : « L'entreprise ne tient pas compte de la nationalité. On cherche juste des ouvriers qui connaissent bien leur travail. Si je veux que les autres communautés soient tolérantes avec moi, je me dois de l'être avec eux. »

Voilà pour le discours officiel. Mirjana Delkic n'a pas le même point de vue que son patron. Elle travaille pour Javor ●●●

IEBL

Selon les accords de Dayton, la Inter-Entity Boundary Line est la « ligne de démarcation entre les entités » de Fédération de Bosnie-Herzégovine et de Republika srpska. Son franchissement est libre. Sur 1080 kilomètres, elle suit le tracé des lignes de front de la fin de la guerre. De part et d'autre fonctionnent des compagnies de services publics différentes, y compris au sein de Sarajevo, qu'elle traverse.

●●● depuis 1999 et préfère s'éloigner de l'usine avant de parler : « Dans cette entreprise, il n'y a pas de Bosniaques. Quelques Croates ont été embauchés, mais le reste des ouvriers sont Serbes. Les musulmans, eux, travaillent à Sanski-Most. »

Mémorial. Même si la volonté politique existe au niveau de la municipalité, les habitudes ont la vie dure. Si les écoles de Prijedor sont mixtes,

certains quartiers restent en majorité bosniaques ou serbes, comme la vieille ville à 90% musulmane. Le massif monument aux morts, une croix dorée de dix mètres de haut avec, en son cœur, des visages humains, trône devant l'hôtel de ville et honore les civils serbes morts pendant la dernière guerre. Il a été construit avant le retour des musulmans à Prijedor, pour qui aucun monument n'a été érigé. Azra Pasalic espère voir

un jour un mémorial commun à tous les civils tués. « Mais ce n'est pas le bon moment, juge-t-elle, la question est encore trop sensible. » Dans la rue principale, refaite il y a deux ans, face à l'ancien centre commercial désaffecté datant de la Yougoslavie, le patron du café Corso finit sa pause. Kazim Bajric est revenu à Prijedor après huit ans passés en Autriche, où il travaillait au noir, faute de papiers. En septembre 2009, ce cinquantenaire

bosniaque a repris le Corso avec un Serbe. « On s'était dit que ce serait bon pour le business, que comme ça, à la fois les Serbes et les Bosniaques viendraient », se souvient-il. Au début, le pari a fonctionné. Mais les deux associés se sont séparés pour des raisons professionnelles, et la clientèle serbe a déserté l'endroit, petit à petit. Les plus vieux surtout, qui ont préféré se rendre dans leurs cafés pour y discuter plus à l'aise. **Eve Chalmandrier**



PROTRAIT/JASMIN DEMIROVIC. En 1993, ce Bosniaque a été chassé de l'ouest à l'est de Mostar.

Déménagé à domicile

La mine amusée, Jasmin Demirovic s'étonne que l'on s'intéresse à lui. Passionné de percussions, il fait partie des milliers de personnes déplacées de force lors du conflit qui a opposé Bosniaques et Croates à Mostar, entre 1993 et 1994. Du haut de son mètre 70, il parle sans rancœur de cet épisode de sa vie. Un rien désabusé, ce Bosniaque de 34 ans raconte, avec autant de cafés que de cigarettes, comment il est passé de l'ouest à l'est de la ville. « Je me souviens très bien du jour où on est venu nous chercher, raconte-t-il. C'est moi qui suis allé ouvrir quand on a sonné. C'était un militaire croate, avec des peintures de guerre sur le visage, comme s'il sortait de la jungle, alors qu'on était en pleine ville. Je ne pouvais pas m'empêcher de rire tellement c'était ridicule. »

Camp de réfugiés. Leatif de Mostar déballe les éléments de son histoire comme on raconterait n'importe quels autres souvenirs. « On nous a rassemblés au stade, puis on nous a emmenés dans un camp en Croatie. J'y suis resté dix jours avant de revenir à Mostar avec ma mère et ma sœur, car j'étais trop jeune. On a trouvé l'appartement pillé de ses objets de valeur. Une dizaine de jours plus tard, ma mère et ma sœur se sont fait expulser de l'appartement et reconduire de l'autre côté de la ligne de front. » Ce jour-là, Jasmin était sorti. « Je suis rentré le soir, et les voisins m'ont prévenu de ne pas revenir chez moi, car il y avait un officier croate dans notre appartement. » Jasmin passera le



Jasmin Demirovic dans le quartier de Rudnik, devant l'immeuble que des militaires croates l'ont forcé à quitter pendant la guerre.

reste de la guerre caché dans la partie ouest de Mostar, puis dans un camp de réfugiés en Croatie. Après le conflit, ses parents échangent leur appartement avec une famille croate pour aller vivre dans la partie est de la ville. Jasmin parle de la guerre tout en détachement. « J'ai eu cette impression de regarder un mauvais film. Si on peut dire ça comme ça, j'ai eu la chance d'avoir toujours ce recul, comme si j'étais spectateur de ce qui m'arrivait. » Aujourd'hui, il ne se révolte pas contre ce déplacement forcé dont lui et sa famille ont été victimes. Pas plus qu'il ne s'emporte contre ceux qui se sont octroyé leur appartement ou contre ceux qui l'ont vidé. « C'était la guerre et c'est comme ça. Il y a eu des bêtises et des atrocités commises de tous les côtés. »

En exil. Résigné, Jasmin n'a pas d'illusions sur sa ville natale : « Tout est foutu ici. On n'a pas de travail, pas d'argent. Je n'ai rien à faire de mes journées, je reviens ici parce que mes parents y habitent et quand je n'ai pas de travail, je ne peux pas payer de loyer.

Mais dès que je retrouve un job, je pars tout de suite. » Jasmin avait déjà quitté Mostar quelques années après la guerre. Après avoir repris des études, fait de la musique son pain quotidien avec un groupe d'amis et enchaîné des ateliers de musique, il s'exile en 2001 du côté de Brcko, dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, pendant près de 8 ans. Lorsque son employeur n'a plus besoin de lui, en fin d'année dernière, le retour à Mostar est rude. « Je ne me sens plus chez moi où que ce soit », affirme-t-il. À Rudnik, le quartier de la partie ouest de la ville qui l'a vu grandir, Jasmin évoque son enfance. Tout près du stade municipal, au pied de l'immeuble blanc sale encore criblé d'impacts de tirs, où ses parents possédaient un appartement au premier étage, il ne manifeste pas d'émotions. « J'ai de bons souvenirs d'enfance, de parties de foot et d'après-midi à traîner entre copains, mais ça s'arrête là. Ça a été chez moi, mais ce n'est plus chez moi. C'est

comme si j'avais déménagé, c'est tout. » Jasmin apprécie de revenir voir ses parents, mais peu lui importe qu'ils habitent désormais à l'est, dans un quartier calme au bord de la Neretva. « Mes parents ont changé de maison, point. Je me sens chez moi quand je suis chez eux, mais ça reste la maison de mes parents. » Côté ouest, côté est, le musicien n'a que faire de la séparation d'une ville qu'il ne considère plus comme la sienne. Il s'évade dès qu'il peut dans la campagne environnante, où il possède une ferme avec un lopin de terre à dix minutes en voiture de Mostar. Il y cultive des haricots. « C'est ce qu'il y a de plus rentable à vendre sur le marché. Ça me fait un peu d'argent en attendant. » La seule nostalgie de Jasmin, qui avoue ne pas se sentir attaché à son identité bosniaque, c'est la Yougoslavie : « Au moins, à cette époque, tout le monde avait du travail et il n'était pas question de communautés. »

Raphaël Lepelletier

FUMER

Un paquet de cigarettes coûte entre 1,80 et 4 KM (entre 90 centimes et 2 euros). La Drina, marque locale très populaire, est parfois offerte avec le café turc. Les cendriers sont sur toutes les tables. Bars, restaurants, hôpitaux, trains et écoles ignorent les espaces non fumeurs.

RÈGLES DE VIE

Hors des partis, point de salut

En Republika srpska, ce sont les partis politiques qui dominent la société et l'économie. Même s'ils n'en partagent pas les idées, beaucoup de jeunes y adhèrent dans l'espoir de trouver une meilleure vie.



Sur les murs jaune pâle, une seule photographie : un portrait de Milorad Dodik, sobriement encadré. Le Premier ministre, homme fort de la Republika srpska (RS) de Bosnie couvre du regard la quinzaine de jeunes atablés dans la permanence du SNSD de Banja Luka, le parti qu'il a fondé en 1996. Ce jeudi soir, le bureau exécutif de la formation débat, mollement, de la campagne électorale. Mais ce qui occupe surtout les membres, c'est la question des derniers adhérents.

Les jeunes du parti SNSD, fondé par Milorad Dodik pendant une réunion par la photo du leader.

adhérents dans la seule Banja Luka -, ceux qui arrivent à atteindre une position dans la hiérarchie et à fréquenter les personnes suffisamment influentes peuvent espérer tirer leur épingle du jeu.

Un choix rationnel. Jelena Kovacevic, étudiante en 2^e année de sciences politiques, l'a bien compris en choisissant d'adhérer à l'Alliance démocratique nationale (DNS), une formation alliée au SNSD de Dodik. La pétulante jeune femme ne cache pas avoir rejoint le parti, au moment où elle est entrée à l'université, par intérêt et non par idéologie. « La plupart de mes profs à la fac sont aussi membres du DNS. Alors je travaille dur pour avoir de bonnes notes dans les matières qu'ils enseignent. Je sais qu'ils pourront m'aider quand je chercherai un travail. » Pour se faire un maximum de relation, Jelena Kovacevic est même aujourd'hui vice-présidente des jeunes de son parti : « En Bosnie-Herzégovine, tout le monde prétend adhérer à telle ou telle formation par idéologie mais la plupart du temps, c'est un mensonge. »

La corruption règne. « Beaucoup de jeunes deviennent membres de partis politiques car ils y voient la seule possibilité de s'en sortir, confirme Ivana Korajilic, porte-parole pour la RS de l'ONG allemande de lutte contre la corruption Transparency International. La corrup-

tion par le travail est un des plus importants problèmes en Bosnie-Herzégovine, et d'autant plus en RS où il n'y a qu'un seul grand parti, qui place ses équipes à chaque niveau de l'administration publique. » L'organisation, qui a classé le pays à la 99^e place (sur 180) des pays les plus corrompus au monde, s'est dernièrement vue traiter de « criminelle » et de « diabolique » par Milorad Dodik en personne, après avoir dénoncé des appels d'offre gagnés par des entreprises de construction proches du gouvernement.

« Il y a plusieurs partis mais le pluralisme est inexistant. » Rade Segrt, journaliste politique

Au parti démocratique serbe (SDS), la formation nationaliste fondée en 1990 par Radovan Karadzic - encore qualifié de « héros » par les adhérents -, les membres ne peuvent que déplorer l'omniprésence du parti au pouvoir. Quand Dodik est arrivé à la tête du gouvernement, en 2006, « des fonctionnaires du SDS, haut placés dans l'administration, ont été forcés à rejoindre le SNSD, sous peine d'être licenciés », explique Bojan Stanković, le responsable de la section jeunes. Deuxième force politique de RS, le parti estime à 5000 le nombre de ses adhérents dans l'ensemble de l'entité. Il n'a désormais plus de membres au sein de la fonction publique mais il continue à exercer son influence au sein d'entreprises privées. Selon Rade Segrt, journaliste politique au quotidien *Nezavisne Novine*, « le processus de privatisation

après la guerre a été très complexe et des personnes haut placées dans certaines compagnies ont encore des connexions étroites avec les politiques, y compris membres de l'opposition ».

Un cercle vicieux. Ivana Korajilic décrit un cercle vicieux : « Les jeunes voient autour d'eux des exemples de personnes qui ont obtenu des avantages grâce aux relations qu'elles ont nouées au parti. Alors ils se disent : pourquoi pas moi ? Ils prennent eux-mêmes une carte et votent pour le parti. » La carte du parti n'est pas seulement un sésame pour l'emploi. Les membres peuvent également espérer obtenir des prêts car « les banques proches du pouvoir en délivrent plus facilement aux encartés », selon Transparency International. La plupart des jeunes sont aussi attirés par la possibilité de quitter le pays en s'exonérant de la longue et onéreuse procédure d'obtention des visas. Membre de l'Internationale socialiste, le SNSD participe aux sommets et aux rassemblements de jeunes à l'étranger. « Le parti peut obtenir des visas de groupe facilement et sans que chacun ne doive aller à Sarajevo », témoigne un adhérent, ravi de s'être rendu à un camp de jeunes socialistes l'été dernier en Hongrie. Dans ce paysage verrouillé, l'idéologie reste un prétexte. « Il y a plusieurs partis mais le pluralisme est inexistant, résume le journaliste Rade Segrt. Les formations peuvent se déterminer "socialistes" ou "démocratiques" mais ces termes ne recouvrent rien. » De fait, l'essence des programmes, au SNSD comme au SDS, consiste à dénoncer la malhonnêteté du rival. Et à affirmer que chacun est le plus à même de défendre les intérêts de ses électeurs.

Enora Ollivier

* Le prénom a été modifié.

IMAMOVIC

Damir Imamovic, 31 ans, petit-fils du célèbre musicien de sevdalinka Zaim Imamovic, est un chanteur et guitariste contemporain qui réinterprète ce genre musical traditionnel de Bosnie-Herzégovine. Avec le Damir Imamovic trio, créé en 2006, il revisite le « sevdah » à travers des influences musicales diverses, dont la musique orientale. On qualifie sa musique de « fusion sevdah minimaliste ».



Famille à tous les étages

Vivre avec plusieurs générations sous un seul toit, c'est une tradition bosnienne. La famille de Dino se réjouit de la proximité entre parents et fils.

SWEAT-SHIRT beige en coton et boucles à l'oreille gauche, Dino Mehmedovic, 28 ans, sirote un coca-cola dans son salon. Avec le canapé et les fauteuils en simili cuir et la table basse en verre, la pièce ressemble à n'importe quel intérieur occidental. Les photos de famille encadrées abondent au mur et sur le meuble en pin. Un patin en bronze, témoin d'une compétition gagnée en 2007 par Melina, la nièce du jeune homme, est posée sur le buffet. Dino occupe le second niveau de la maison de ses parents. Il a sa propre cuisine, sa salle de bains, son entrée indépendante.

Comme chez moi. Mujesira passe la porte de son fils sans frapper, se dirige vers le coin cuisine et saisit, habituée des lieux, les tasses qui serviraient à boire le café. « Normalement, elle frappe. Mais là, c'est moi qui lui ai dit de venir », explique le jeune homme. Dino est l'un des 1200 chauffeurs de

la compagnie Sarajevo taxi. Le samedi est un jour calme. Il est son propre patron et a choisi d'écouter sa journée de travail. Pendant la semaine, il passe huit à dix heures par jour en course.

La proximité toujours. Ses parents, au niveau inférieur, ont une salle d'eau, une petite chambre et une grande cuisine, lieu de réunion entre parents et enfant. « On se voit tous les jours, pour le dîner, pour prendre le café. Mais si on voulait, on pourrait ne pas se croiser pendant quatre mois », plaisante Ismet Mehmedovic, le père de Dino. Mais pour les deux parties, la proximité est source de plaisir et va de soi. « Je suis content de voir mon fils tous les jours », sourit Ismet.

La bâtisse des Mehmedovic se trouve à Buca Potok, un quartier récent du nord de Sarajevo.

Propre, recouverte d'un revêtement bleu passé, elle tranche avec les maisons du voisinage, où le parpaing et les briques sont apparentes. Leurs habitants ont acheté un terrain, construit une maison, mais ont manqué d'argent pour finir les travaux. Ismet a lui aussi passé plus de temps que prévu sur la construction de la maison.

Histoire d'une maison. Il a acheté le terrain en 1989 sur ses économies. Des grenades sont tombées sur les premières fondations pendant la guerre. Engagé dans l'armée bosnienne, Ismet a envoyé ses enfants en Suisse en 1992. La famille a été de nouveau réunie en 1997. Il a continué les travaux le soir, après le travail. « Construire une maison, c'est plus facile que d'acheter un appartement, estime-t-il. On peut faire les choses petit à petit : un jour on fait les fenêtres, le mois suivant, on termine la salle de

« Je ne vois pas pourquoi j'irais louer un appartement hors de prix alors que je peux vivre heureux ici. »
Dino

La famille Mehmedovic vit ensemble dans une maison de trois étages. Le fils Dino profite des repas préparés par sa mère.

bains. » Presque toutes les maisons du quartier comptent trois niveaux et sont conçues pour accueillir une génération à chaque étage. La tradition veut que les garçons, une fois adultes, restent dans la maison parentale avec leur femme et leurs enfants. Pour Dino, c'est la possibilité d'être proche des gens, tout en gardant son intimité, qu'il aime. « C'est comme habiter dans un petit immeuble », compare-t-il. Il dépose son linge sale dans la buanderie du bas et le retrouve nettoyé et plié. Sa mère vient aussi faire le ménage en son absence.

La question du mariage. Le quotidien familial sera bouleversé lorsque Dino se mariera, mais ni lui ni ses parents ne sont pressés. « On espère juste que sa femme voudra bien vivre ici », souffle Mujesira, comme pour conjurer le sort. « Je ne vois pas pourquoi j'irais louer un appartement hors de prix alors que je peux vivre heureux ici », explique le jeune homme.

Dino verse tous les mois une petite somme d'argent à ses parents. Mujesira est femme au foyer. Considérée comme démissionnaire, elle n'a pas pu récupérer son poste à l'usine de cigarettes à son retour de Suisse. Ismet est redevenu électricien, en indépendant. Lorsque son fils a terminé ses études de mécanique, il y a six ans, il lui a cédé sa licence de taxi, qu'il exploitait depuis 1982. « J'étais prêt à prendre n'importe quel métier, mais je ne trouvais rien. C'est grâce à lui si j'ai un travail », reconnaît Dino.

Un grand escalier indépendant mène au dernier étage. C'est celui de Selvir, le fils aîné de 35 ans, resté en Suisse après la guerre. Le jacuzzi est flambant neuf, le téléviseur à écran plat recouvert d'un tissu pour ne pas prendre la poussière. Des peuluches dans la chambre d'enfants attendent le retour au mois d'août de Melina et Aldin, les deux enfants de Selvir. La famille passe environ trois semaines chaque été à Sarajevo, et quelques jours à Noël. Les Mehmedovic savent que leur premier enfant, devenu citoyen suisse, ne rentrera pas vivre en Bosnie. « Sa vie est bien meilleure là-bas. Si mes fils sont heureux, je suis heureux », résume le père de famille.

Elodie Auffray
Léa Giret

INTEREX

Envoyé comme casque bleu en 1994 à Sarajevo, Jean-François Le Roch, petit-fils du fondateur des Mousquetaires, y ouvre le premier magasin Interex en 1999. Premier réseau de supermarchés en Bosnie, il est présent dans 21 villes avec

25 magasins, et emploie plus de 1000 personnes, dont une vingtaine de Français. Aujourd'hui, le groupe est implanté en Serbie, en Roumanie ou encore au Monténégro. C'est un des plus gros succès économiques de l'après-guerre.



Dessous de table d'opération

Corruption, lenteur et règlement complexe : les malades se heurtent aux difficultés d'accès aux soins.

LE soleil est encore au zénith et les rues de Sarajevo bondées. Pourtant le calme règne à l'hôpital Kosevo. Jeudi 20 mai, il est 14 heures et les locaux sont déserts. La journée de travail est finie depuis 30 minutes, la garde a pris la relève. L'hôpital public sera en veille jusqu'au lendemain 7h30, comme chaque jour de la semaine. Le CHU de la capitale bosnienne draine pourtant plus de 15 000 patients par jour.

Avoir un contact. Il y a un mois, Aleta s'est réveillée aux urgences, aveugle de l'œil droit. Cette mère d'une quarantaine

d'années s'était fait agresser sur son lieu de travail. Pendant plusieurs semaines, elle tente d'obtenir un rendez-vous avec un spécialiste et patiente pour qu'on lui fasse une radio. En vain. Elle finit par contacter le Dr Guillaume Thiéry, « l'ami de la femme d'un ami ». Il est chef du service de réanimation, elle recherche un ophtalmo mais qu'importe. Ce qui compte, c'est d'avoir un contact. Aleta a la voix douce et le regard sincère. Pas vraiment le genre à traverser en dehors des clous ou à doubler dans la file d'attente. Mais c'est le seul moyen d'être soignée. En quelques heures, le « Dr Gijom » lui obtient une radio.

Malgré ce coup de pouce, Aleta gardera des séquelles de son passage à l'hôpital. Son œil droit a perdu 90% de ses capacités. Selon son médecin, ces dégâts auraient pu être limités si les soins avaient été donnés à temps.

Cadeaux. « Le système n'est pas idiot mais pervers », affirme Guillaume Thiéry. Ce médecin français s'est installé en Bosnie il y a deux ans pour créer un service de réanimation au sein de l'hôpital public de Sarajevo. Règlements sans queue ni tête, personnel inerte : les absurdités du système de santé le laissent pantois. Tout malade doit d'abord s'adresser au médecin d'une *dom zdravija* (littéralement « maison de santé ») qui peut l'envoyer vers un spécialiste. Mais si ce dernier réclame une radio, le patient devra retourner chercher une ordonnance au dispensaire, puis obtenir un rendez-vous. Avant de voir les résultats de l'examen sur le bureau du docteur « on a le temps de mourir dix fois », déclare Aleta. Ce carcan administratif, héritage de l'époque communiste, n'est pas seulement irritant pour les patients. Il peut également être dangereux.

« On a le temps de mourir dix fois. Aleta, une patiente »

Il y a quelques mois, le fils d'Aleta s'est plaint de migraines. Le médecin lui prescrit du paracétamol et lui recommande de boire du thé. Après quelques semaines de cet étrange régime, il finit aux urgences, entouré de chirurgiens. Le généraliste n'avait pas décelé sa fracture du nez, vieille de deux ans, et l'infection a failli lui coûter la vue.

Pour s'assurer que son fils soit bien traité, Aleta a multiplié les cadeaux aux soignants. Avant guerre, il était courant de remercier le docteur en lui offrant un poulet, des fruits et légumes... Les goûts ont changé. Chocolat, alcool de luxe et enveloppes remplies de billets ont remplacé les modestes offrandes.

Dorénavant, on remercie avant d'être soigné. Les patients ouvrent leur bourse pour amadouer l'infirmière qui refuse de faire une prise de sang, le médecin qui ne fait pas ses visites, le technicien radio qui affirme que « sa machine est cassée ». Quelques centaines de KM suffisent à la faire fonctionner à nouveau. Chaque habitant de Bosnie témoigne de ce qu'un entrepreneur occidental installé de longue date à Sarajevo appelle la « petite corruption ». Une fois avertis, le ●●●

L'hôpital Kosevo, à Sarajevo, reçoit chaque jour 15 000 patients qui pâtissent souvent d'un système de santé pervers.



Elodie Auffray/Cuej

●●● malade et ses proches prennent leurs précautions et emmènent draps et repas à l'hôpital pour ne pas payer d'extras.

« **Business** ». Pour Vesna Cengic, anesthésiste aux services des urgences de l'hôpital Abdula Nakas de Sarajevo, la faiblesse de certains docteurs s'explique aussi par la modestie de leur paye. Le salaire de base d'un médecin est de 1500 KM (750 euros) quand le salaire moyen d'un Bosnien est de 700 KM (350 euros). Après six ans de fac et autant de spécialisation, un chirurgien peut prétendre à 2500 KM. « C'est aussi de la faute des patients, ils ne devraient pas offrir des cadeaux », fait valoir Vesna. Inquiète pour son fils, Aleta n'a pas hésité à acheter sa tranquillité : « Ceux qui ne payent pas ne voient jamais les infirmières. Mon fils n'avait droit qu'à une toilette par semaine », se rappelle-t-elle.

Selon le classement établi par l'ONG Transparency International en 2009, la Bosnie est en 99^e place pour la corruption sur 180 pays sondés. Le plus mauvais élève d'Europe. Et c'est à l'hôpital que ce phénomène affecte le plus la population. « En plus des "cadeaux" nécessaires pour être le premier sur la liste des soignés, il y a un business autour des tests pharmaceutiques : les médecins sont récompensés s'ils prescrivent tel médicament,

alors ils le prescrivent à tort et à travers », explique Nina Stevanovic, coordinatrice de Transparency au bureau de Sarajevo. Un numéro vert a été mis en place pour signaler des faits de corruption et de plus en plus d'affaires sont portées devant la justice par le biais de l'organisation. « On s'est constitué plaignant dans une dizaine de dossiers l'an dernier. Le nombre de dénonciations est croissant, j'ai l'impression qu'il y a une prise de conscience de l'opinion publique », s'enthousiasme la jeune femme.

Mille-feuille. Après la guerre, les aides internationales ont été saupoudrées avec largesse dans le domaine de la santé et ce, sans grand contrôle. « Si nous avons utilisé correctement ces fonds, ce serait le paradis ici. On a acheté trois IRM, mais les locaux sont pourris », s'énerve le Dr Thiéry. Les bâtiments de l'époque austro-hongroise ont les murs fissurés et la peinture qui s'écaille. Au cœur de l'hôpital, une imposante construction cubique détonne. « Ce bâtiment construit avant guerre va réouvrir tous les services », annonce Biljana Jandrić, porte-parole de l'hôpital Kosevo. « Ça fait 15 ans qu'ils doivent déménager les unités à l'intérieur. Sur les 13 ou 15 étages, un seul est utilisé », confie un médecin dans un haussement d'épaules.

L'administration de la santé a tout du mille-feuille. La Republika srpska s'est dotée d'une organisation centralisée, mais l'entité croato-bosniaque est, de l'aveu des soignants, un vrai « bazar ». La Fédération compte onze ministres de la Santé, ses dix cantons ont chacun leur propre assurance maladie. « Nous voudrions que la santé devienne une compétence d'Etat », se désole la porte-parole de Kosevo. La répartition actuelle du pouvoir rend le système de santé assez opaque.

Parrainages. A quelques pas de l'hôpital, se dressent les universités de médecine et de pharmacie. La future génération connaît déjà les règles du jeu. « Très rares sont les médecins qui ne sont pas fils de médecins », confie un jeune docteur. On peut aussi monnayer des parrainages. « J'ai obtenu un poste de technicien de santé en achetant un contact 5000 KM. Ça peut grimper jusqu'à 15 000 », confie S., qui étudie le week-end et travaille la semaine. Il a dû prendre un prêt bancaire, remboursé depuis avec ses premières payes. « Ces intermédiaires sont des gens banals. Des chauffeurs de taxi, des vendeurs, beaucoup travaillent au sein de l'administration universitaire », ajoute-t-il. A l'ombre des arbres, des étudiantes en pharmacie fument. « L'université affiche la liste des admis mais trois jours après, des noms ont été ajoutés », se moque l'une d'entre elles, pas dupe. Les futures

Le faible salaire des médecins (750 euros) encourage la corruption dans les hôpitaux.

blouses blanches ne mâchent pas leurs mots concernant les profs, « peu présents », et les enseignements, « obsolètes ». « Les étudiants ne sont pas assez sur le terrain », confirme le Dr Thiéry. Les élèves ne font qu'un stage d'observation après six ans d'étude. En France, dès la troisième année, ils passent leurs matinées à l'hôpital, font des examens, des observations. Beaucoup d'étudiants font leurs débuts dans le public. Les cliniques privées chassent le gros gibier : des spécialistes avec vingt ans d'expérience. « Ces médecins sont des marques destinées à attirer la clientèle », explique un jeune généraliste. Certains ont ainsi une double journée : 7h30/13h30, dans le public, l'après-midi dans le privé. L'hôpital permet de se faire une clientèle : les patients impatients seront orientés vers la polyclinique, pour que « ça aille plus vite ».

Elodie Auffray
Anne Cagan
Doriane Kalbe
Aveline Marques

LANGUE

Le bosniaque, le serbe et le croate sont les trois langues officielles de la Bosnie-Herzégovine. S'il existe quelques différences, principalement lexicales, d'un parler à l'autre, pour les linguistes, il s'agit d'une seule et même langue, his-

toriquement appelée le serbo-croate. Depuis le début des années 1990, grammairiens, lexicologues et professeurs de diction s'évertuent à les différencier en les purgeant des apports jugés étrangers.

A la porte de Schengen

Contrairement à plusieurs pays voisins, les Bosniens doivent obtenir un visa d'entrée pour circuler dans l'espace européen. Une formalité mal vécue.

LUNDI 10 mai, 7h30, devant le consulat d'Allemagne à Sarajevo. Avec quarante autres postulants, Sahaveta Skulic, la cinquantaine élégante, fait la queue devant le bureau des visas. Ce matin, elle a roulé pendant deux heures et 150 kilomètres depuis Doboj, une petite ville au nord de Sarajevo. Elle dirige là-bas une entreprise de pompes funèbres, et rapatrie les corps des Bosniaques de la diaspora, décédés en Allemagne ou au Danemark, que les familles veulent enterrer au pays.

Elle traite de trente à quarante affaires par mois, et passe le plus clair de son temps au volant de son corbillard, à travers les frontières de l'espace Schengen. Le consulat d'Allemagne lui accorde régulièrement un visa valable six mois, qui lui octroie 90 jours de présence – continue ou non – sur le territoire germanique. Le document coûte 70 KM, à quoi il faut ajouter 90 KM pour l'assurance. 160 KM (80 euros) au total, soit un cinquième du salaire moyen d'un Bosnien.

Procédure. Sahaveta Skulic s'efforce de le faire renouveler régulièrement, mais elle rate parfois certains contrats à cause de l'expiration de son visa. « Si je pouvais voyager plus librement, je pourrais développer mon activité », glisse-t-elle. Le chiffre d'affaires annuel de sa société ne dépasse pas les 50 000 KM (25 000 euros). A chaque renouvellement, tout est à recommencer : apporter les papiers au consulat – passeport, visas précédents, déclaration d'assurance, certificat de travail, déclaration d'entreprise, déclaration d'impôts – et revenir chercher le précieux document, une semaine plus tard. La procédure allemande

LISTE

La communauté internationale a posé des critères préalables à la fermeture du bureau du Haut représentant (OHR) sur la base des accords de paix de Dayton. Ces conditions sont appelées « 5+2 ». Parmi celles-ci, figure le règlement de la question des

biens civils et militaires de l'ex-Etat yougoslave et leur répartition entre les différents niveaux de gouvernement. Le Haut représentant a dressé lui-même la liste de ces biens, mais les deux entités ne parviennent pas à s'entendre sur leur répartition.



Julien Lemaignen/Cuej

n'est pas la pire : « La France réclame aussi le contrôle technique du véhicule et un certificat médical pour le chauffeur », s'amuse-t-elle. Le sourire s'évanouit brusquement : « Je n'en peux plus de ces files d'attente. » Avec les Albanais et les Kosovars, les citoyens bosniens sont désormais les seuls des

Balkans à devoir obtenir un visa d'entrée dans l'espace Schengen, qui regroupe 22 des 27 Etats membres de l'Union européenne. La Serbie, le Monténégro et la Macédoine ont obtenu la levée de cette mesure en 2009. La Bosnie-Herzégovine a été écartée du processus, officiellement pour des raisons techniques : le

pays s'avérait incapable de se doter de passeports biométriques. Depuis, fait exceptionnel, la Republika srpska et la Fédération ont réussi à collaborer efficacement. Selon l'ambassade de France à Sarajevo, environ 100 000 passeports ont déjà été délivrés. Mais d'autres normes de sécurité manquent à ●●●

Un visa coûte 160 KM, un cinquième du salaire moyen de Bosnie.

Profession : ancien combattant

Un projet de loi vise à diminuer les aides versées aux vétérans.

MEHMED Jelec souffre d'un syndrome post-traumatique. Ses souvenirs de soldat de l'armée de Bosnie-Herzégovine, envoyé en première ligne, l'empêchent encore de trouver le sommeil. Le quadragénaire fait partie des dizaines de milliers de vétérans démobilisés à la fin du conflit. L'homme a le regard fuyant et la voix tremblante. Sa seule préoccupation, dit-il, est de vivre avec ses quatre enfants sur les 300 KM (150 €) d'aide sociale que lui verse la Fédération. Comme lui, 109 000 anciens combattants perçoivent ces versements mensuels qui s'échelonnent de 150 à 500 KM, et qui, suite à une surenchère électorale, ont doublé entre 2006 et 2008, pour atteindre 18% des recettes fiscales de la Fédération. Ces pratiques clientélistes sont critiquées : elles maintiennent les vétérans en dehors du marché de l'emploi. Aucun plan de formation ni de retour à l'emploi n'a été mis en place. Mais cette générosité avec les derniers publics va surtout bien au-delà des moyens de l'entité, au bord de la cessation de paiement. La révision de cette poli-

tique d'assistance figure désormais en tête de l'agenda législatif, sous la pression du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui exigent une réforme des finances publiques en contrepartie de leurs prêts. Les institutions financières internationales demandent à la Fédération et à ses cantons de réexaminer l'éligibilité de tous les bénéficiaires. Et de se préparer d'ici à 2011 à n'attribuer ces allocations que sous conditions de ressources. Parallèlement, il s'agirait de supprimer les pensions aux médaillés de guerre non nécessaires et de ramener les indemnités chômage des vétérans au même niveau que celui des autres demandeurs d'emploi. Les allocations perçues par les invalides handicapés à plus de 60% ne seraient pas touchées par ces réformes. Les autres auraient toujours le droit à des aides, au cas où leur situation sociale l'exigerait. Dans une conjonction de déflation et une atmosphère de pré-campagne, ce message de ri-

gueur, parasité par une presse partisane, passe mal. Muhamed Svrakovic, président de l'association des anciens bérêts verts, s'indigne avant tout de la démagogie des élus, soulignant que « ceux qui en ont vraiment besoin d'aide, comme les invalides confrontés à des soins coûteux, reçoivent trop peu ». Mehmed Jelec confirme : « Je suis en permanence à la recherche des 170 KM nécessaires à mon traitement médical. » Mehmed Jelec, vétérans

puisse mettre en question cette dette d'honneur envers ceux qui ont « défendu la Bosnie ». Si l'on touche à ces droits, Mehmed Jelec assure que ce sera « l'explosion sociale ». Fin avril, il a participé à une manifestation de vétérans contre ce projet de loi. Une soixantaine de personnes a été blessée. « Si ma femme n'était pas venue me chercher, affirme-t-il, j'aurais tout cassé. »

Mersiha Nezic

●●● l'appel. « Le code pénal a été amendé, mais le décret d'application se fait attendre, expose Boris Iarochévitch, chargé de la coopération à la délégation de l'UE de Sarajevo. *L'échange national et international de données et la formation des forces de police, notamment la police des frontières, posent aussi problème.* » En cette année électorale, ces critères sont pour l'UE un moyen de faire pression sur le pays, tout en l'encourageant sur la voie de la stabilité, dans la perspective future de la candidature de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. Des experts visiteront le pays cet été pour jauger les progrès accomplis. La libéralisation pourrait être annoncée en octobre, sous réserve que les élections se déroulent sans accroc, pour une suppression effective des visas autour de la mi-décembre. Mais la frustration des Bosniaques ne faiblit pas. « *J'admets qu'il faut respecter les règles administratives,* déclare Nihad Hasanovic, écrivain. *Mais il y a eu une guerre ici, et des gens n'ont pas pu sortir pendant deux décennies. Il faut être un peu plus flexible.* »

Discrimination. Dans les files d'attente devant les consulats, les candidats bosniaques au visa se posent en victimes de la discrimination, affirmant que les Bosno-Croates et les Bosno-Serbes obtiennent facilement la double nationalité et peuvent voyager sans entrave dans les pays Schengen. Pour Boris Iarochévitch, l'argument n'est qu'à moitié recevable : « *Quelques dizaines, voire centaines de milliers de Bosno-Croates ont un passeport croate, reconnaît-il, mais énormément de Bosniaques en disposent également. Et à peine quelques milliers de Bosno-Serbes ont un passeport serbe. L'argument des doubles nationalités est toujours avancé pour dire que les Bosniaques sont discriminés. La réalité est plus complexe.* »

Pour Sahaveta Skulic, il y a dans l'immédiat plus urgent que les tractations entre son pays et l'UE. Vers midi, à peine sortie de son rendez-vous au consulat, elle a reçu un coup de fil : « *Il y a un problème avec votre déclaration d'entreprise.* » Elle soupire, à bout de patience : il faudra prendre un nouveau rendez-vous et refaire l'aller-retour de quatre heures depuis Doboj, une fois de plus.

Julien Lemaignan

MERCATOR

Chaîne de centres commerciaux slovène, Mercator gère des hypermarchés et des supermarchés en Slovénie, en Croatie, au Monté-

négro, en Serbie, et en Bosnie-Herzégovine. Le premier Mercator bosnien a ouvert à Sarajevo en 2000. Il y en a désormais à Tuzla, Ka-

kanj, Mostar, et en Republika srpska, à Banja Luka. Ces hypermarchés sont considérés comme des symboles de luxe.

PORTRAIT/DERVO SEJDIC. En décembre, le militant a fait condamner la Bosnie devant la Cour européenne des droits de l'Homme pour discrimination envers sa communauté.

Un Rom à la Cour



VERRES épais, coudières en tweed, et attitude flegmatique, Dervo Sejdic n'a pas l'air hyperactif. C'est pourtant le fauteur de trouble du milieu politique bosnien. En juin 2006, cet activiste rom a déposé plainte à la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), faisant valoir que la constitution de Bosnie-Herzégovine ne lui permettait pas de se présenter aux élections générales. Seuls les membres des peuples constituants – Bosniaques, Croates et Serbes – peuvent y prétendre. Strasbourg a condamné le pays en décembre 2009, jugeant le texte, rédigé au moment des accords de Dayton, effectivement discriminant.

« *Quand les gens manquent d'éducation, c'est difficile de leur parler politique.* »
Dervo Sejdic

Humiliation. Rendu populaire par les talk-shows télévisés, connu au-delà de sa communauté, Dervo Sejdic ne se définit pas comme un homme politique. Il est plutôt un « citoyen », menant un combat au nom des « droits de l'homme », une expression qu'il martèle comme un refrain. Sa requête intervient après 16 ans de militantisme pour améliorer la situation sociale des « 80 000 à 100 000 » Roms du pays (30 000 à 60 000 selon l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité

et la coopération en Europe). « *Nous n'avons aucun représentant politique dans aucun niveau de gouvernement. Personne ne nous représente et je pense que c'est pour cela que nos conditions de vie sont plus déplorables que celles des autres* », analyse-t-il. Son parcours militant, qui lui a ouvert les portes de l'OSCE comme coordinateur des Roms en 2003, a débuté pendant la guerre. Alors policier, il fonde sa première association – une vingtaine suivront – pour mieux distribuer la nourriture de l'aide humanitaire aux Roms. « *Nos familles nombreuses étaient dou-blement touchées par la famine.* »

Sa révolte contre l'injustice est née bien plus tôt, dans l'humiliation ressentie au dernier rang d'une salle de classe de Visoko, sa ville natale, située à 20 kilomètres au nord-ouest de Sarajevo : « *J'avais 7 ans en 1963, j'étais le seul enfant rom. Des élastiques ont disparu dans la classe. Tous m'ont immédiatement accusé, même la maîtresse. C'était l'un des plus mauvais jours de ma vie.* » Une fois le vrai coupable démasqué, le bon élève qu'il était a peu à peu réussi à faire son trou à l'école : « *J'avais une bande d'amis qui prenaient ma défense, même à l'extérieur.* » Il dit avoir constaté partout ce « double standard » ou le « deux poids, deux mesures » qui vise les Roms : « *Je veux que tous les citoyens aient des droits égaux et puissent avoir n'importe quelle place au gouvernement, sans que soit prise en considération la couleur de la peau, la langue, la religion ou la tradition de chacun.* » Sans fausse modestie, il accepte volontiers un rapprochement

L'activiste compte se présenter à l'élection présidentielle d'octobre et poursuivre à nouveau l'Etat en cas de refus.

avec Martin Luther King. « *Vous n'êtes pas les premiers à me comparer à lui, lâche-t-il. Je l'ai pris comme modèle. Comme lui, j'espère fédérer au-delà de mon ethnie.* » Et pourquoi pas devenir un jour le quatrième membre de la présidence tournante du pays... « *Nous nous sommes trouvé un leader. D'autres minorités, juives, bulgares, albanaises, le soutiennent, et la communauté rom est derrière lui* », assurent Ramiz Seidic, Muharem Tahirovic et Dragisa Radic, les présidents de trois associations roms que Dervo Sejdic a aidé à mettre en réseau. Il n'est pas naïf : « *Je ne m'attends pas à ce que tous les Roms votent pour moi. Quand les gens manquent d'éducation, c'est difficile de parler politique avec eux. J'essaie d'expliquer que je ne suis pas un travailleur social qui distribue des maisons et de la nourriture, que j'aide seulement à mettre en œuvre les projets, sans en être le décideur.* » Le leader rom reconnaît que la situation de sa communauté dans le pays est meilleure que dans la majorité des pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est. Le gouvernement a consenti un effort depuis la loi sur la protection des membres des minorités nationales, votée en 2003 et amendée deux ans plus tard : un millier de maisons pour les Roms ont été construites ou reconstruites, trois millions de KM ont été dérogés en 2009 pour le plan d'action. 90 millions avaient été promis, mais « *nous sommes contents, c'est un début* », estime-t-il.

Stratégies. Une avancée à laquelle il n'est pas étranger. Car pour faire progresser sa cause, il multiplie les stratégies. A l'OSCE, il est le lien entre les ONG et le gouvernement, mais aussi entre la coopération internationale et les donateurs étrangers. « *Pour faire pression sur le gouvernement, je sensibilise la communauté internationale à nos problèmes.* » Le militant récolte actuellement des signatures pour pouvoir présenter sa candidature aux élections présidentielles d'octobre. Il en détient déjà 2500, « *provenant de membres de toutes les communautés* ». La commission électorale en exige 1500. Son souhait : que sa candidature soit refusée, pour qu'il puisse de nouveau déposer plainte à la CEDH.

A Gorica, le quartier rom de Sarajevo où il vit, il écrit ses mémoires, « *rien de personnel, juste une sorte de manuel* » à destination des militants qui prendront le relais après lui.

Léa Giret
Doriane Kalbe



Soko, l'histoire d'un crash bien piloté

Fleuron du complexe militaro-industriel de la Yougoslavie, l'entreprise aéronautique de Mostar s'est effondrée après la guerre et sa privatisation.

POUR trouver la serrurerie d'Omer, il faut se faufiler dans les petites ruelles étroites et sinueuses de Mostar, à quelques pas du célèbre vieux pont. Côté bosniaque, entre deux petits cafés, l'enseigne apparaît : Mikron. Derrière la porte, se dévoile un atelier propre et ordonné. Sur le comptoir, une coupure de journal, calé sous la vitre, indique : « *Serrurier, ex-ingénieur du géant Soko* ». Dans sa vitrine, deux maquettes d'avion trônent à côté des serrures en exposition, les dernières fiertés de l'aéronautique militaire yougoslave.

Un client arrive, salue le propriétaire de 74 ans avec respect. Omer, qui s'empare de la machine pour dupliquer la clef, s'amuse : « *Les gens s'étonnent toujours de me voir travailler avec mes mains, alors qu'autre-*

fois, j'étais ingénieur. » Lui aussi, ça l'étonne : « *J'aime ce que je fais, mais je suis triste de ne pas pouvoir exploiter mes capacités.* » Des capacités que l'entreprise lui a permis de développer dès son arrivée à Soko, en 1953.

Nostalgie. Après trois ans passés en école d'ingénieur, il a vite progressé dans la hiérarchie, jusqu'à obtenir un poste de responsable au département de l'outillage avec 64 employés à gérer. Frustré de ne fabriquer que des clefs, il essaye tant bien que mal de combler ce manque. « *Grâce à ce que j'ai appris chez Soko, j'ai conçu un système de clefs qui peut ouvrir plusieurs portes.* » Comme Omer, des centaines de salariés de Soko ont été mis sur

le carreau dans les années 1990. Avant la guerre, l'entreprise employait 4000 personnes, aujourd'hui ils ne sont plus que 250. « *Mostar savait quand Soko distribuait la paye* », précise le vieil ingénieur. Il fait partie de ceux qui s'en sont le mieux sortis. « *Il y a quelque temps, la radio fédérale m'a interviewé comme exemple de réussite de reconversion.* » Les autres vivent « *en retraite, sur les chantiers de construction, dans les cafés, ou dans la rue* ».

Une élite qualifiée en errance, des souvenirs plein la tête, et des frissons partout sur la peau quand on leur parle de « Soko aujourd'hui ». Dans leurs souvenirs, Soko c'était des « *syndicats forts* », « *32 bus qui arrivaient le matin, 32 bus qui*

repartaient le soir bondés d'ouvriers », de bons salaires, des « *espaces verts entretenus par une quinzaine de jardiniers* », des infrastructures gigantesques pour faciliter le trafic des avions, et notamment « *une route qui traversait la ville jusqu'à l'aéroport* ». Surtout, c'était une entreprise qui « *produisait quelque chose* ». ●●●

MLADIC

Ratko Mladic, 68 ans, est toujours en fuite. L'ancien commandant en chef de l'armée serbe de Bosnie est inculpé depuis 1995 par le TPIY (Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie) de génocide, de crimes contre l'humanité et de violation des lois et coutumes de guerre. Il est soupçonné, avec Radovan Karadzic, ex-chef politique des Serbes de Bosnie, d'être l'un des principaux artisans du plan de nettoyage ethnique. Ils sont notamment poursuivis pour le massacre de Srebrenica en juillet 1995.

Soko, pillée en 1992 par les Serbes, a été privatisée en 2003 au profit des Croates. 4000 avant la guerre, ils ne sont désormais plus que 250 employés.

●●● Dotés à l'époque de moyens de production modernes, Soko – faucon, en français – faisait alors partie du complexe militaro-industriel de la Yougoslavie. D'abord exclusivement militaire, elle devient une société civile à la fin des années 1980. L'usine réalisait l'assemblage d'avions militaires yougoslaves et travaillait beaucoup avec les entreprises européennes. Aux Français, les anciens se plaisent à rappeler qu'ils fabriquaient les hélicoptères « Gazella » pour Mariniane. Même les rares salariés encore embauchés sur le site se souviennent avec nostalgie de cette culture de l'excellence. « Chaque pièce étaient minutieusement vérifiée trois fois, par trois services différents, explique Drago, arrivé en 1974 dans l'entreprise. Pour chacune, il y avait un cahier des charges d'une centaine de pages, à respecter à la lettre. Nous étions à la hauteur de l'industrie aéronautique européenne. »



Hanna Peters/Cuej

Aujourd'hui, il ne reste plus grand chose du géant aéronautique. Sur les lieux, à quelques kilomètres à l'ouest du centre-ville, des friches, des bâtiments délabrés, des espaces de mauvaises herbes. Une grande partie des entrepôts sont vides toute l'année, sauf au moment de la foire locale. Certaines parties sont louées comme garage ou appartement à des particuliers, d'autres sont squattées par des sans-abri, les « gipsies ».

Tragique privatisation.

« Le pillage commence en juin 1992 », se souvient Majda Selimhddzic, elle aussi ancien ingénieur de Soko. Les cadres serbes s'emparent de la plupart des machines pour les rapatrier à Belgrade. Celles qui sont restées sont minées et ont tué une partie des employés. Croates et Bosniaques s'organisent pour continuer de fabriquer des petites pièces. La tragédie commence le 9 mai 1993. « Quand les Croates se sont alliés aux Serbes, les Bosniaques ont été mis à la porte. Même l'oreille d'un musulman n'aurait plus pu entrer dans cette entreprise, raconte Omer. Depuis cette date, l'entreprise est sous contrôle croate. » La majorité des employés sont d'origine croate, à quelques exceptions près. La tragédie est parachevée par une procédure de privatisation chaotique et obscure. Après la fin de la guerre, l'entreprise aurait pu repartir. « Nous étions la matière grise de l'entreprise, mais personne n'a voulu de nous », insiste Omer.

« Le parti nationaliste croate HDZ à Mostar a pris le contrôle de l'entreprise en plaçant ses hommes. »
Aner Zuljevic, SDP-HNK

« Le parti nationaliste croate HDZ à Mostar a pris le contrôle de l'entreprise en plaçant ses hommes. Ils ont revendu les bâtiments et les terrains à la famille, aux amis, et en ont profité au passage pour créer une nouvelle élite économique. La production a été complètement déstabilisée. Et quand l'entreprise est tombée au plus bas, ils ont demandé la privatisation. En réduisant le géant à une simple PME, ils se sont octroyé le droit de gérer la privatisation au niveau municipal, alors qu'une telle structure aurait dû être légalement prise en charge par la fédération. »

Trafic financier. En 1999, Dragan Covic, leader du parti nationaliste croate, et bras droit du maire de la ville, prend la direction de Soko pour organiser la privatisation. En 2002, il est élu président de la Bosnie-Herzégovine. Trois ans plus tard, il était contraint de quitter le gouvernement fédéral, à la demande du Haut représentant, après l'engagement d'une poursuite de la Cour d'Etat de Bosnie pour malversations financières. Le syndicat des travailleurs de Soko, composé principalement des retraités de l'entreprise, dénonce encore régulièrement des dysfonctionnements dans les procédures de privatisation. « Pour nous, tout a été fait

dans les règles », rétorque le ministère de l'Industrie, qui se garde bien de mentionner ce trafic financier, en partie dévoilé par de récents rapports de la police financière. Dans son dernier rapport, la commission d'enquête des finances révélait que Soko, qui valait auparavant un milliard d'euros, aurait été revendue pour 12 millions de KM, soit 6 millions d'euros. Régulièrement soumises au tribunal, ces irrégularités sont restées jusque-là dans les tiroirs. « Une privatisation dans les règles ? Alors, il faudrait changer les règles », rétorque le SDP-HNK. Car aujourd'hui, le site est en train de mourir à petit feu.

Depuis la fin de la privatisation en 2003, l'entreprise est morcelée en une trentaine d'entités obscures, dont il est impossible d'obtenir une liste exacte. Soko Bus, Soko Transmission, Soko Aéronautique, Soko Réfrigérateur... Des entités regroupées sous un même nom, « Soko group », dont certaines existent encore juridiquement, mais ne produisent plus rien. Les investisseurs étrangers ont déserté.

Omer, 74 ans, travaillait comme ingénieur chez Soko avant d'être renvoyé, en mai 1993. Il est aujourd'hui serrurier à son compte.

Exportation. Les quelques fabriques subsistant sont cantonnées à des activités de sous-traitance, à faible valeur ajoutée. « Nous exportons tout vers l'étranger », précise Zeljiko Rakic, responsable recherche et développement. ZEC D.O.O Medugorje est l'une des rares entreprises qui rapporte un peu de liquidités au groupe. La fabrique emploie 65 personnes, presque la moitié des salariés du site.

Dans l'usine, trois ingénieurs et 50 ouvriers produisent des structures de siège pour l'industrie automobile (Ford Focus, Opel Astra, etc), des morceaux d'escaliers pour les aéroports, de petites carcasses pour le TGV français. « Rien à voir avec la grandeur de la construction aéronautique, déplore Iva Kordic, employée dans l'entreprise depuis 1976. Nous n'avons même plus d'air climatisé pour rafraîchir l'aluminium l'été. Et surtout, aujourd'hui, nous ne produisons plus rien, nous offrons un service. » Résignée, comme tous les autres, elle ne veut pas se battre, « parce qu'il faut un travail ». A chacun sa tragédie de Soko.

Eva Simonnot



Costards croates à Siroki Brijeg

L'Herzégovine de l'Ouest fait vivre le rêve d'indépendance et de prospérité des nationalistes croates.



Lisette Gries/Cuej

La terrasse du café San Meli, au centre de Siroki Brijeg, est complètement vide, malgré le soleil radieux. La petite place en face, où trône une immense croix en pierre à la mémoire « du sang croate des fils de Siroki Brijeg », est tout aussi déserte. Il est un peu moins de 8h, et c'est le ballet des voitures au feu rouge central qui rythme la ville. En colonnes, Golf et Mercedes datées croisent de grosses berlines, Audi A4 neuves et BMW rutilantes. Presque tous les automobilistes ont accroché un chapelet ou une croix à leur rétroviseur intérieur. A une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Mostar, Siroki Brijeg (« la colline large ») est une petite ville de 8000 habitants, 27000 si l'on compte les nombreux villages qui forment la municipalité. Peuplée en grande majorité de catholiques, la bourgade semble être tout entière dédiée à la gloire de la Croatie. En témoignent les nombreux écussons à damier rouge et blanc, emblème du pays voisin, qui

décorent les cartables et les enseignes de magasins. Le symbole des oustachis* s'étale même sur une colline en surplomb de la ville. Présent sur tous les bâtiments officiels, l'insigne du canton d'Herzégovine de l'ouest est celui de la République croate de Hercegovina, la province bosnienne indépendante rêvée par les nationalistes pendant la guerre. Les drapeaux de la Bosnie-Herzégovine et de la Fédération, eux, n'apparaissent nulle part. Épargnée pendant la guerre, Siroki Brijeg est comme l'ensemble du canton : prospère.

« Pendant la guerre, (...) la seule voie de passage vers l'extérieur, c'était notre région. »
Zlatan Salavarda, directeur de Golding

Voie de passage. Le centre-ville est calme parce que les abords s'activent. « Le travail ne me fait pas peur, je ne compte pas mes heures », affirme, très fier, Zlatan Salavarda, le directeur de Golding, une entreprise spécialisée dans la vente de fournitures de bureau. Ce professeur de mathématiques et de

physique a perdu son emploi au début de la guerre, et s'est lancé dans le commerce au printemps 1993, dans un local de 17 m². Son entreprise familiale a grossi, et il emploie désormais 10 personnes dans son nouveau show-room de 600 m² ouvert il y a moins d'un an. « Pendant la guerre, les frontières et le marché bosniens étaient complètement fermés. La seule voie de passage vers l'extérieur, c'était notre région », explique le self-made-man. Les marchandises transitaient par la Croatie et étaient acheminées vers la Bosnie-Herzégovine par des villes comme Siroki Brijeg. « Il y a un dicton ici qui dit : "Celui qui aborde une fille en premier repart avec la fille", c'est pareil pour les affaires... », résume Zlatan Salavarda.

Leader du marché. Autour de Golding, sur la route principale qui longe la rivière Listica, il y a un commerce au rez-de-



Raphaël Lepelletier/Cuej

chaussée de toutes les maisons. Petites ou grandes, la plupart des entreprises locales se sont développées à partir de 1992. Installé à la sortie de la ville, l'empire Lijanovici s'est lui aussi bâti au début de la guerre. Stipe Ivankovic Lijanovic, un boucher originaire de Siroki Brijeg, a fait de son petit magasin de Mostar une holding gérée par ses quatre fils, spécialisée dans le traitement et le conditionnement de la viande. « Aujourd'hui, nous sommes leaders sur le marché en Bosnie-Herzégovine, et nous ex-

Dès 1992, les entreprises locales ont commencé à fleurir à Siroki Brijeg, faisant de la commune un territoire prospère.

MINES

La Bosnie-Herzégovine est le pays de la région d'Europe de l'Est et du bassin méditerranéen dont le sol est encore aujourd'hui le plus infesté de mines anti-personnelles enfouies durant les différents conflits des années 1990. On estime que 3% du territoire est encore miné, soit 1555 km². Quelque 220 000 mines seraient encore présentes. Le pays devrait être totalement déminé d'ici à 2019.

portons nos produits en Croatie, en Serbie, en Albanie, en Macédoine, et dans toute la région », explique Tomislav Peric, le directeur du marketing. Lijanovici est aussi le distributeur officiel de Mercedes pour toute la Bosnie-Herzégovine, le propriétaire d'un centre commercial à Siroki Brijeg et un fabricant de logiciels informatiques. Deux des quatre fils, Jerko et Mladen Ivankovic Lijanovic, sont également à la tête du parti politique NSRzB, le Parti du peuple pour la prospérité par le travail, fondé en 2000, qui défend le libéralisme économique. Mladen Ivankovic Lijanovic s'est officiellement porté candidat pour le poste de Premier ministre de la Fédération après les élections d'octobre. « Nous avons commencé à diversifier nos activités quatre ou cinq ans après le début de l'industrialisation de la production de viande, et nous employons aujourd'hui à peu près 1000 personnes, dont environ 700 à Siroki Brijeg, ce qui fait de nous le plus gros employeur de la ville », précise Tomislav Peric.

Scandales chez Lijanovici.

Pourtant, le volume d'emplois chez Lijanovici est au cœur d'une polémique locale. Dans son bureau décoré d'images pieuses, Bozica Zeljko, la directrice du service de statistiques de la ville, confirme tout haut ce qui se murmure partout : « Lijanovici ne déclare pas une bonne partie de ses employés, il est presque impossible de savoir combien de personnes travaillent vraiment pour eux, ni ce qu'ils produisent exactement. Ils possèdent une vingtaine d'entreprises en ville, mais ils brouillent les pistes en créant des sociétés où leur nom n'apparaît pas. »

Les petits scandales de Lijanovici ne parviennent pourtant pas à bousculer l'ordre de la ville. Dans leurs quartiers cossus, dont aucun ne porte de stigmatisation de la guerre, les habitants disent ne pas vouloir quitter Siroki. Sur la place Franjo Tudman (du nom du premier président de la République de Croatie), un vieil homme résume : « Nous sommes entre nous, entre Croates. »

Lisette Gries
Raphaël Lepelletier

* Groupe fasciste et séparatiste créé en 1929 et installé à la tête de l'Etat indépendant de Croatie pendant la Seconde Guerre mondiale, soutenu par Hitler et Mussolini. Son insigne ne se différencie de l'écusson croate que par l'ordre des couleurs : le premier carreau en haut à gauche est blanc, alors que qu'il est rouge dans le drapeau de l'Etat croate.



Dans l'usine de meubles Krivaja, entre 38 et 45% de la production est vendue à l'entreprise suédoise Ikéa.

La ville du bois planche à nouveau



A Zavidovici, l'ancien conglomérat yougoslave Krivaja, spécialisé dans le mobilier, se refait une santé depuis sa privatisation. Mais les petites entreprises peinent à s'affirmer.

À une pluie qui tombe depuis plusieurs jours a laissé la place à quelques rayons de soleil. Les habitants de Zavidovici, municipalité de Bosnie centrale de 45 000 âmes, mettent à profit cette éclaircie pour préparer l'hiver. Devant chaque immeuble, de petits groupes d'hommes débitent les troncs en bûches, avant de les entasser au pied des murs. « Dans les

grandes villes, il y a du gaz, mais ici, les appartements sont chauffés au poêle », explique Elvir Dzafiroagic, embauché au noir par ses voisins pour couper le bois. « C'est dur ici, il n'y a pas de boulot, et quand il y en a, ce n'est pas bien payé », indique ce jeune père de 28 ans. « Il n'y a pas de perspectives, rien d'autre que le bois », soutient Anes*, 21 ans. Electricien de formation, il vient d'obtenir un contrat de trois mois à Krivaja, fabricant de meubles et ancien fleuron de l'industrie du bois yougoslave.

10% du PIB bosnien. Avec la moitié de son territoire recouvert de forêts, la Bosnie était le grenier à bois de la Yougoslavie. « La Bosnie est réputée pour son bois de hêtre, un bois massif utilisé pour la fabrication des meubles. C'est un atout pour le pays », souligne Luksa Soljan, spécialiste du bois au sein du projet FIRMA, qui soutient le développement des entreprises du secteur. Si le bois représente 10% du PIB bosnien, l'industrie a du mal à

retrouver ses capacités d'avant-guerre. Aucune action n'a été engagée pour déminer les forêts touchées. Les usines existantes ont été en partie détruites, et les nouvelles peinent à générer de la richesse. « Au sortir de la guerre, la communauté internationale a soutenu les entreprises qui pouvaient démarrer vite et facilement, c'est-à-dire celles qui produisent et exportent du simple bois de charpente, ce qui crée peu de valeur ajoutée », analyse Luksa Soljan.

Direction la France. Zavidovici a particulièrement souffert du déclin. Le village s'est développé au même rythme que Krivaja, créée en 1884, sous domination austro-hongroise. Le socialisme a fait de l'usine un conglomérat, qui a employé jusqu'à 12 000 personnes. Aujourd'hui démantelée, débarrassée de ses activités an-

nexes (métallurgie, maisons préfabriquées, construction, gestion de forêts, etc.), l'ancienne gloire emploie toujours 1700 personnes à Zavidovici. Accolé au centre de cette petite ville industrielle, le site s'étend sur 120 000 m², le long de la rivière. À l'intérieur, l'usine tourne doucement. Entre 50 et 65% de ses capacités sont exploitées. Dans les immenses entrepôts de l'une des trois lignes de production s'organisent, pêle-mêle, les piles de montants, barreaux, assises de chaises, plateaux et pieds de tables, au milieu desquelles prennent place quelques machines un peu datées, dressées de tuyauterie. Au bout de la chaîne, des milliers de cartons de chaises s'entassent, en attente de leur expédition pour Marne-la-Vallée et les locaux de la chaîne française But. Dans l'entrepôt voisin, les employés travaillent à l'assem-

« Au sortir de la guerre, la communauté internationale a soutenu les entreprises qui pouvaient démarrer vite et facilement. »
Luska Soljan, spécialiste du domaine du bois.

blage de têtes de lits pour bébé. Ils seront commercialisés dans les magasins Ikéa. Un nouveau débouché pour Krivaja, plus habitué aux meubles nobles, en bois massif, qu'à ceux de contreplaqué bon marché vendus par le groupe suédois. « Ikéa nous a ouvert les portes de la production à grande échelle. Cela nous permet de couvrir les frais fixes, mais ce qui fait l'identité de Krivaja, ce sont les meubles en bois massif », rappelle Sabina Heljic, directrice export de l'entreprise. Ikéa est pourtant devenu le client n°1. « Cela représente 38 à 45% de notre production. Nous ne dépassons pas les 45%, car nous voulons pouvoir nous retourner si Ikéa nous abandonne », poursuit Sabina Heljic. En souffrance dans les premières années de l'après-guerre, Krivaja retrouve des couleurs depuis son rachat par la famille Mujanovic. Trois frères, originaires de Zavidovici – Ismet, Ibrahim et Ferid –, ont mis la main sur 70% du capital en 2008, moyennant 10 millions de KM, ainsi que la prise en charge de 46 millions de dettes, impayés de salaires et de cotisations sociales.

« Ikéa nous a ouvert les portes de la production à grande échelle. »
Sabina Heljic, directrice d'entreprise.

Renouer avec les profits. Outre Krivaja, les Mujanovic détiennent une bonne partie des entreprises de Zavidovici : l'unique hôtel, les deux centres commerciaux, l'usine textile et quelques ex-filiales de Krivaja. « Ils emploient environ 50% des salariés des environs. 8000 à 10 000 personnes sont liées à Krivaja, sans compter les retombées sur l'emploi dans le commerce et les services », estime Hakija Osmic, maire SDA de la municipalité.

Depuis l'arrivée des Mujanovic, le chiffre d'affaires de Krivaja a doublé, atteignant 30 millions de KM en 2009. Cette année, l'usine devrait même renouer avec les profits. « Quand l'Etat était encore propriétaire, les acheteurs n'avaient aucun interlocuteur. Nous avons perdu beaucoup de crédibilité et de clients comme ça. Aujourd'hui, ils reviennent », se réjouit Amicic Vehbija, président du syndicat de l'entreprise. Autre motif de satisfac-

tion : 150 personnes ont été engagées depuis deux ans. Quelques jeunes sont même venus grossir les rangs ces derniers mois, faisant légèrement baisser la moyenne d'âge élevée, faute d'embauches depuis la guerre. « Nous n'avons aucune intention de licencier, au contraire. L'usine est faite pour fonctionner avec 3000 salariés », souligne la jeune directrice, qui est aussi la fille d'Ismet. Mais Krivaja est loin d'avoir retrouvé son prestige. Les paies sont très faibles : 300 à 450 KM par mois pour un ouvrier. La faute, d'après la direction, au processus de privatisation, très lent.

Sur le papier, Krivaja reste une entreprise publique ; les Mujanovic attendent toujours la décision du tribunal leur accordant le transfert de propriété. La situation rend aussi difficile l'accès aux crédits et donc à l'investissement pour moderniser l'usine. Enfin, paradoxe dans un pays qui regorge de bois, l'approvisionnement en matière première est difficile : « Nous avons signé un contrat avec l'Etat : la compagnie forestière du canton nous fournit 80% du bois qu'elle commercialise. » Restée sous la coupe publique, la SPD peine à fournir en quantité suffisante.

La culture du bois. Le long déclin du géant Krivaja n'a pas pour autant favorisé le développement de petites entreprises. « Dans les villes où il n'y a jamais eu de complexe industriel, la transition économique est plus simple. Nous, nous n'avons pas la culture des PME et la prise de conscience est lente », développe le maire, Hakija Osmic. Une dizaine de petites sociétés vivent sur le territoire, employant deux ou trois personnes, pour la découpe de bois de charpente. « On ne peut pas vraiment les appeler des entreprises », analyse Suljeman Strcevic, directeur adjoint d'Euroimpex. Euroimpex est l'une de ces petites sociétés qui, dans l'ombre de Krivaja, sont parvenues à tirer leur épingle du jeu. Créée en 1996, l'entreprise emploie aujourd'hui 20 personnes, pour la production de barrières et

d'escaliers en bois massif, mais aussi de briquettes de sciure et de bois de chauffage. Sulejman Strcevic montre l'un de ces sacs, commercialisés principalement en Autriche : « C'est notre secret : nous avons compris qu'il fallait exploiter 100% du tronc. Parmi toutes les entreprises qui se sont lancées après la guerre, nous sommes les seuls à avoir tenu. »

Inefficace et coûteux. « Le problème, souligne cet ancien de Krivaja, c'est que chaque compagnie a ses acheteurs et fait tout toute seule. Il faudrait que chacune se spécialise. » « Aujourd'hui, la filière bois marche relativement bien, conclut Luksa Soljan, mais il y a encore beaucoup à faire. Il

faudrait quelques très fortes entreprises, aux services desquelles pourraient se mettre les petites. Au lieu de cela, elles font tout elles-mêmes, c'est inefficace et coûteux. » Dans le vaste magasin d'exposition du centre, autre propriété de la famille Mujanovic, les frères armoires et autres salles à manger produites à Krivaja occupent l'espace. Les clients viennent de tout le canton pour les acquérir. Mais ces nobles meubles de bois massif ne sont pas la vitrine de la Bosnie à l'étranger. Le marché libéral européen leur préfère les planches et de basiques éléments de cuisine.

Elodie Auffray
Léa Giret

*Le prénom a été modifié

A chacun ses arbres

La gestion des forêts bosniennes, dont 80% sont la propriété des entités, est à l'image de l'organisation administrative du pays. Côté Republika srpska, une compagnie forestière unique assure le service ; côté Fédération, chaque canton possède une, voire plusieurs compagnies forestières. « Chaque niveau administratif, du ministère à la commune, veut prendre sa part dans la gestion des forêts. Cela crée de la confusion », dénonce Sead Alic, président de l'Association des ingénieurs et techniciens forestiers de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, chargés par les cantons du management de cette ressource économique et naturelle. « Encore une fois, une stratégie commune fait défaut. La plupart des forêts sont cou-

pées sans plan », ajoute Halil Omanovic, coordinateur de projet au ministère de l'Agriculture et des Forêts. La Bosnie doit pourtant rapidement opérer un tournant. Les importateurs d'Europe de l'Ouest exigent, de plus en plus, la certification FSI, qui garantit une gestion durable des forêts. L'ensemble de la RS est déjà certifiée. La Fédération est à la traîne : « Chaque canton a fait certifier un petit bout, mais c'est un processus très coûteux », souligne Samira Smailbegovic, chargée de communication à la SPD, l'association locale de Zavidovici. Les compagnies forestières sont publiques, mais ne reçoivent aucune dotation, et sont déjà lourdement endettées. »

E.A
L.G



La moitié du territoire bosnien est boisée, en majorité par des hêtres.

NEUM

Neum compte 2500 habitants. Ancien village de pêcheurs, il est l'unique accès maritime de Bosnie-Herzégovine, qui compte une dizaine de kilomètres d'accès à la mer, mais ne possède aucun port, et n'en détiendra jamais au vu de la configura-

tion de la côte. Neum concentre une forte activité touristique. La cité se développe grâce à un accord entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, qui permet aux citoyens de traverser la frontière uniquement munis d'une carte d'identité.

OSLOBODENJE

Ce quotidien imprimé à Sarajevo, qui prône une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique, a été fondé en 1943. Pendant la guerre de 1992, *Oslobodjenje* (qui signifie « libération » en français) n'a été absent des kiosques qu'une seule journée. Une salle de rédaction avait été improvisée

dans un abri aérien de Sarajevo, ville où se situe encore son siège. Le journal a été racheté en 2006 par les deux industries les plus importantes de la ville : le fabricant de cigarettes Sarajevo Tobacco Factory et le producteur de bière Sarajevska Pivara.



Business plants

Pour faire face aux évolutions du marché, Mile et Yasna Spanesic ont reconverti leur ferme en exploitation horticole. Et se tiennent prêts à se diversifier une nouvelle fois.

MILE Spanesic installe son étal tous les jours sur le marché du nord-est de Banja Luka, à deux pas des gares routière et ferroviaire.

Il est agriculteur de métier, héritier d'une petite exploitation que son grand-père a fondée en 1927 à Laktasi. Là où le bassin de la Vrbas, qui coule vers la Croatie, offre des terres fertiles. Mile a 57 ans ; il ne fait pas partie de cette nébuleuse de micro-exploitants qui cultivent un lopin de terre pour compléter retraites ou faibles revenus. Lui s'est reconverti à l'horticulture il y a dix ans. Il a abandonné les productions traditionnelles de la ferme, légumes et fruits. Six serres couvrent désormais une partie de son champ. A l'intérieur de chacune, un poêle à bois pour maintenir les plantes au chaud durant l'hiver. Yasna Spanesic, sa femme, veille sur son royaume : rosiers, bégonias, œillets, verveine...

Concurrence. Aujourd'hui la vente des fleurs représente 60% des revenus de la ferme. Le blé et la viande de porc font le reste. « Cultiver des légumes n'était plus rentable. Nos produits étaient de très bonne qualité mais ils souffraient de la concurrence des biens de Croatie et de Serbie, explique Mile. C'est simple, si nous avions vendu au même prix, nous aurions fait faillite. »

« Nos exploitations doivent s'adapter au libre-échange et faire le deuil de l'ère socialiste », analyse Bozo Vlazic, doyen de la faculté d'agriculture de Banja Luka.

Une pointe de nostalgie dans la voix, Mile évoque l'époque de la Yougoslavie où il allait livrer une fois par semaine ses produits à la coopérative de Laktasi. Un âge d'or où il produisait blé, légumes, fruits, bœuf et lait. « Nous vendions nos produits dans toute la Yougoslavie. » Aujourd'hui les débouchés sont réduits au seul marché de la Republika srpska (RS).

« Nos coopératives actuelles persistent à exporter, concède le

porte-parole du ministère de l'Agriculture de la RS, Bojan Kecman. Les acheteurs croates réclament qualité et régularité dans l'approvisionnement. »

« Notre agriculture a un train de retard sur nos voisins, poursuit-il. Les exploitations sont petites, 4,4 hectares en moyenne. Et les engrais et les pesticides sont peu utilisés. »

La Croatie et la Serbie ont aussi une politique agricole plus généreuse. L'entité serbe, elle, n'y consacre dans son budget 2010 que 40 millions d'euros, soit environ 690 euros par exploitation. Une partie est versée sous forme d'aides à la production, une

autre est dédiée au financement d'infrastructures. La dernière partie soutient l'investissement en garantissant aux agriculteurs des prêts à taux réduits.

« Il faut s'adapter au libre-échange. » Bozo Vlazic, doyen de la faculté d'agriculture de Banja Luka

Ristourne. Les deux hectares de blé de Mile Spanesic lui donnent droit à une ristourne de 30 à 40% sur le prix du fioul. « Pour les fleurs, aucune aide », déplore sa femme. Avant de concéder : « La filière est encore mal structurée, mais nous avons le projet de créer une association ou un syndicat. »

Ces dernières années, les fleurs ont représenté une voie de re-

conversion ou de diversification pour les fermes des environs de Banja Luka. Mais déjà apparaissent des signes d'essoufflement : « Nous sommes trop nombreux. Cela pousse les prix à la baisse alors que nos frais, eux, sont les mêmes, voire augmentent. »

Les Spanesic ont vu fondre de 20% leur chiffre d'affaires entre les premiers mois de 2010 et ceux de l'année précédente. Mile se tient prêt à encore diversifier ses activités. Par prudence, il n'investit pas dans la modernisation de sa porcherie : « Si demain mes cochons ne se vendent plus, j'adapterai l'espace pour élever d'autres animaux. »

Kathrin Aldenhoff
Elodie Berthaud

58 000 exploitations ont été enregistrées par le recensement agricole débuté en 2007. Le ministère de l'Agriculture de la Republika srpska estime leur nombre total à environ 70 000.



Agriculture survivrière

Comme la moitié des Bosniaques, Senada Halac vit à la campagne. Elle pourvoit aux besoins alimentaires de sa famille grâce à son potager, et vend le surplus aux voisins ou sur le marché pour compléter ses revenus.



Vincent Ruckly/Cuej

Pour permettre à ses filles de faire des études, Senada Halac vend ses légumes, pour compléter son salaire d'employée de cantine.

PAPAK

Les « papak » (ou « ploucs ») sont des ruraux qui ont fui la campagne pour gagner les villes pendant la guerre de 1992-1995, chassés de chez eux par les forces militaires. Ils ont mauvaise ré-

putation auprès de la population urbaine, qui leur reprochent de se comporter « comme à la campagne », de ne pas maîtriser les bonnes manières et de ne pas respecter l'environnement.

VÊTUE d'un haut de survêtement bleu, d'une doudoune sans manches marron et d'un pantalon de velours côtelé, Senada Halac surveille le lait qu'elle a mis à bouillir sur le poêle à bois. Elle en tirera, une fois le petit lait ôté, du Kajmak, le fromage de vache très populaire en Bosnie-Herzégovine. Dehors, ce samedi matin de la mi-mai, la pluie tombe sur Tihovici. La quadragénaire est assise dans le salon exigu, son café et son crochet posés sur la table basse. Des bibelots en porcelaine, posés sur des nap-

perons qu'elle a confectionnés, habillent un imposant meuble en bois.

Réfugiés. Un Coran gravé d'or est exposé. Un grand tapis à motifs orientaux recouvre le sol. Une machine à laver ronronne, sans couvrir le bruit de la télévision. Dans la cuisine-garde-manger de l'autre côté du couloir, du pain attend d'être pétri dans une passoire. Le premier étage n'excède pas 40 m². Ses deux filles de 19 et 21 ans dorment encore. La belle-mère de Senada Halac regarde tom-

ber la pluie au rez-de-chaussée. C'est à elle qu'appartenait la maison avant que son fils ne se marie. En Bosnie, la population est rurale à 50%. Accrochée à la montagne de Bukovic, à 10 kilomètres au nord de Sarajevo, la maison de Senada Halac, haute mais étroite, est l'une des premières en arrivant au village. Pendant la guerre, seuls les quatre murs de la maison ont résisté aux bombardements serbes. La famille Halac, réfugiée dans la ville d'origine de la mère de famille, Breza, a oc-

cupé le village voisin pendant deux ans, le temps de reconstruire la maison.

A Tihovici, lieu stratégique pour les assiégés de Sarajevo, les maisons ont toutes brûlé. Tous ceux qui sont restés sont morts, soit 40 personnes sur les cent maisons du village. La mère de famille cultive des pommes de terre, mais aussi des épinards, des tomates, des poires et des prunes. Elle possède trois vaches pour faire du fromage. « Tout le monde travaille la terre, ici. On n'a pas le choix, les salaires sont insuffisants pour faire vivre une famille de quatre personnes. »

La semaine, Senada Halac est employée de cantine scolaire à Vogosca, la petite ville voisine. Quand le temps est clémente, elle consacre son samedi au potager. Et se rend le dimanche au marché de Sarajevo pour vendre ses légumes et son fromage. « C'est pour permettre aux filles de faire des études, qu'elles soient indépendantes. »

Complément. Les jeunes filles étudient à l'université de Sarajevo la pédagogie et l'ingénierie. Tous les matins, elles prennent le bus. Le trajet dure une heure. A 13 heures, elles remontent à Tihovici.

Les frais de scolarité s'élèvent à 200 KM par an pour chacune, plus 100 KM par module. Les revenus de Senada Halac et de son mari, agent de sécurité à Sarajevo, s'élèvent à 1000 KM mensuels. « Je n'achète au supermarché que la farine, l'huile et le café », explique la mère de famille.

Lorsqu'elle fait abattre l'une de ses vaches, elle vend une partie de la viande. Ce système est courant dans le pays : la terre offre un complément de revenus aux salaires ou retraites trop faibles pour vivre. Senada Halac a toujours vu ses parents, agriculteurs, travailler la terre. De temps en temps, ses filles l'aident au potager. « Mais je préfère qu'elles se concentrent sur leurs études, pour qu'elles aient un vrai métier, une meilleure vie, insiste Senada, qui a arrêté sa scolarité à l'école primaire. L'agriculture ne donne pas de retraite, ça va tant qu'on est jeunes, mais un vrai métier offre plus de sécurité. »

Cette vie la tient occupée depuis la traite des vaches tôt le matin, jusqu'à la préparation du dîner le soir, sept jours sur sept. Vivre à la campagne la satisfait. « La ville me fatigue. Les gens crient, ils ne pensent qu'à aller d'un café à un autre, lance la quadragénaire. La mentalité n'est pas la même ici. On travaille, et à l'arrivée, on s'en sort mieux. »

Les moments qu'elle préfère ? Le soir, quand elle trouve le temps d'aller faire une randonnée dans la montagne et de jouir de la vue imprenable sur Sarajevo. « Je ne voudrais rien changer à ma vie », conclut Senada Halac.

Léa Giret



Andriana Noahtu/Cuej



Passe ton diplôme et ne reviens jamais

Natasa Grahovac, étudiante à Banja Luka, imagine mal son avenir à Bosanski-Petrovac, sa ville natale.

Vidée pendant la guerre et durement touchée par la crise, Bosanski-Petrovac, ville agricole, fait fuir sa jeunesse.

UN parapluie en main, Natasa Grahovac arrive à la gare routière de Banja Luka en ce vendredi matin pluvieux. Tous les 15 jours, cette étudiante de 21 ans aux cheveux soigneusement tirés en arrière rentre chez ses parents, à Bosanski-Petrovac. Le mini-bus d'une vingtaine de places dans lequel s'installe Natasa est aux trois-quarts vide. Il se remplira puis se videra tout au long du trajet. Deux heures trente l'attendent sur une route sinueuse dans cette région vallonnée et verte.

Sursis. 200 kilomètres plus tard, la ville apparaît : quelques bâtiments, puis une rue, bordée d'arbres et de maisons. L'étudiante en deuxième année de français prend la direction de la maison de ses parents avec empressement. Le centre-ville semble vivant avec quelques bars, des restaurants et des magasins. Mais rapidement, les maisons défraîchies s'espacent, séparées par de petits jardins où se baladent quelques poules. Bosanski-Petrovac est une ville agricole en sursis. Lors du dernier recensement, en 1991, elle comptait 15 000 habitants. Entre temps, la guerre a fait fuir

les Bosniaques en 1992 puis les Serbes en 1995. Des deux côtés, la plupart sont revenus par attachement à leur terre et à leur racine.

Exode. Mais la crise économique a frappé les agriculteurs et l'industrie du bois, fragilisant à nouveau la ville. Aujourd'hui, la population oscille entre 3 300 et 7 000 habitants selon les estimations. D'après Ermin Hajder, le maire, membre du parti multi-ethnique Nasa Stranka, l'agriculture manque de soutien et de subventions. Pour l'industrie du bois, c'est l'État qui est en

cause : « Dans l'ancien système communiste, l'État organisait tout, et maintenant, on a des hommes d'affaires privés. Les habitants n'en profitent pas », explique-t-il.

Mais rien de concret n'est mis en œuvre et Bosanski-Petrovac se vide peu à peu. La directrice de l'unique lycée de la ville, Kisljen Besima, voit les effets de l'exode rural : « Dans notre ville, les jeunes qui partent étudier à Sarajevo ou Banja Luka ne reviennent pas. Et ceux qui ne vont pas à l'université ne trouvent pas de travail. » Dans son établissement de 200 lycéens, elle compte les chaises vides. Ses classes sont composées en moyenne de 14 élèves aujourd'hui, contre 23 il y a seulement deux ans.

Les parents de Natasa n'ont pas été épargnés par la guerre. Avant 1992, Jovan Grahovac était directeur d'une entreprise agricole, sa femme, Slada était greffière au tribunal de Petrovac. Aujourd'hui, à respectivement 56 et 51 ans, ils élèvent huit veaux. Si Jovan dit apprécier ce qu'il fait, l'amertume se lit sur le visage de Slada. « C'est très dur », explique-t-elle. « Mes parents ont tout perdu pendant la guerre. Avant ils vivaient dans une maison plutôt confortable. Elle a été détruite », raconte pudiquement Natasa.

Les Grahovac vivent chichement aujourd'hui. C'est dans un coin-cuisine minuscule que Slada prépare à manger : du pain qu'elle a fait elle-même, tout comme le fromage, à partir du lait de leur unique vache, et des œufs.

Jovan, lui, s'est assis sur un petit tabouret de bois. Heureux de rencontrer des étrangers, il encourage à boire et à manger.

Ambiguë. Lorsqu'il est question des études de Natasa, c'est Slada qui parle. Elle espère que sa fille deviendra professeur ou interprète. Les larmes aux yeux, elle explique à mots couverts qu'elle a fait des sacrifices pour cela.

Natasa, elle, reste ambiguë sur son avenir, comme si elle n'était pas encore prête à reconnaître qu'elle ne s'installera pas à Bosanski-Petrovac. Sa sœur aînée a déjà fait ce choix il y a quelques années. Dimanche, Natasa la rejoindra à Banja Luka pour poursuivre ses études.

Maryline Dumas

PYRAMIDES

Visoko, petite ville située à une trentaine de kilomètres au nord de Sarajevo, est devenue la coqueluche touristique à l'automne 2005 quand Semir Osmanagi, écrivain bosnien et archéologue amateur, croit reconnaître dans les cinq

collines entourant la ville d'authentiques pyramides datant de la civilisation illyrienne. Le peuple antique aurait aménagé les collines en plaquant des blocs de pierre pour leur donner leur forme de cône. En effet, des fouilles entre-

prises en 2006 ont mis au jour des pierres taillées ainsi que des chemins pavés. Cette hypothèse a été dénoncée par de nombreux archéologues comme un canular mettant en péril les véritables vestiges médiévaux de Visoko.

Crimes de guerre devant la Cour d'Etat

Si le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie juge l'élite politique et militaire, celui de Bosnie-Herzégovine se charge des responsables locaux et des exécutants.

DEUX hommes plaignant dans la petite salle d'audience du Tribunal de Bosnie-Herzégovine, à Sarajevo. L'un d'eux est avocat, l'autre est son client. Gojko Kllickovic fait partie des trois accusés serbes qui comparaissent depuis 2008 pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les trois hommes risquent 45 ans de prison, la peine maximale en Bosnie-Herzégovine, mais affichent une détente peu commune face aux juges, comme s'il s'agissait pour eux d'une simple formalité.

Modèle anglo-saxon. Depuis le 9 mars 2005, date de la création d'une chambre dédiée aux crimes de guerre, 54 hommes, pour la plupart des Serbes mais aussi des Croates et des Bosniaques (voir encadré), ont été jugés au cours de 38 procès par le tribunal d'Etat. Une dizaine d'affaires a été transmise à la juridiction locale par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye, qui doit fermer ses portes fin 2012.

Si le TPIY juge l'élite politique et militaire pendant la guerre (1992-1995), le tribunal bosnien se charge des commandants de grade inférieur, des responsables locaux comme Gojko Kllickovic, ou des exécutants.

La communauté internationale veille au bon déroulement des procès. En 2003, le système pénal bosnien a été réformé sur le modèle anglo-saxon. Au cours de chaque audience, un magistrat étranger, vêtu d'une robe plus sombre que les deux juges locaux, se tient en retrait et observe les débats. L'ampleur de la tâche est énorme pour les juridictions nationales. Les sources s'accordent : de 5000 à 10 000 personnes auraient été impliquées dans les crimes de

guerre et crimes contre l'humanité. Le jugement de ces crimes reste un obstacle à franchir pour parvenir à la réconciliation du pays. Mais depuis 1993, date de la création du TPIY, les juridictions habilitées à les juger – le TPIY, la cour d'Etat mais aussi les tribunaux cantonaux et régionaux des deux entités – n'ont mené à bien que 450 procès. Depuis 2005, 1113 personnes ont été accusées par le tribunal de Bosnie-Herzégovine. Et près de 1000 enquêtes sont ouvertes chaque année par le bureau du procureur.

L'ancienneté des faits rend le travail des enquêteurs difficile. Il faut du temps pour rassembler les documents, les preuves matérielles et les témoins, pour lesquels des programmes de protection sont parfois mis en place. « Dans une seule affaire, nous pouvons être amenés à entendre 100 à 200 témoins. Le problème, c'est que beaucoup ne vivent plus en Bosnie. C'est difficile de les retrouver », explique le porte-parole du procureur général, Boris Grubescic. Plusieurs ambassades de Bosnie ont été équipées pour enregistrer les témoignages de ceux qui ne peuvent pas se déplacer.

Processus trop lent. Le tribunal national est au centre de l'attention. Emira Hodzic, la chef du département légal, sait que sa crédibilité est en jeu. « Nous avons jugé des accusés issus des trois communautés », précise-t-elle d'emblée. « Nous faisons beaucoup d'efforts pour juger les accusés de crimes de guerre le plus rapidement et plus équitablement possible », ajoute-t-elle. Mais l'institution continue de faire l'objet d'attaques d'une partie de l'élite politique serbe, qui nie l'ampleur voire l'existence des crimes et des familles de vic-

times pour qui le processus judiciaire est trop lent et parfois incompréhensible. Les associations regroupant les proches des victimes de Srebrenica ont menacé de boycotter le tribunal, écœurées par le récent acquittement de Milos Stupar : la cour d'appel a cassé début mai, pour vice de procédure, la condamnation à quarante ans de prison prononcée à son encontre en première instance. Boris Grubescic pointe le manque de moyens financiers et humains. « Si l'Etat donnait ces moyens à la justice, nous pourrions traiter la majorité des cas dans les dix à quinze ans », déclare-t-il. « Mais juger tout le monde est impossible. Encore aujourd'hui, des gens répondent des crimes commis pendant la Seconde guerre mondiale », poursuit le porte-parole du procureur.

Le pays a donc choisi de s'en tenir aux responsables, contrairement au Rwanda, qui a jugé plus de 1,6 million de personnes depuis 2002, impliquées de près ou de loin dans le génocide des Tutsis. Faute de moyens, le Conseil des ministres de Bosnie n'a pas encore réussi à imposer sa stratégie sur le traitement des crimes de guerre. Le projet de loi prévoit pourtant la mise en place d'une commission Justice et vérité et comporte un volet pour l'indemnisation des victimes. Il permettrait aussi la création d'un fichier de noms, interdisant aux anciens criminels de guerre de travailler dans la fonction publique, notamment dans la police et la justice. Début mai, une juge a été suspendue d'un tribunal régional situé dans l'entité serbe après qu'une association de victimes a révélé aux médias sa participation à des crimes commis à Visegrad.

Témoignages. Certains d'entre eux assurent avoir été régulièrement roués de coups, d'autres violés ou tués. Tour à tour, après avoir prêté serment, les témoins de la défense sont auditionnés par les avocats, les accusés eux-mêmes et enfin le procureur sur les événements d'avril 1992, lorsque le conflit a éclaté dans la ville. Les trois témoins serbes racontent les bombardements d'origine inconnue, les maisons brûlées, le blocus d'une partie de la ville, leur fuite vers les localités proches. Tous affirment n'avoir croisé aucun civil musulman. Au juge, qui se demande où est passée la population bosniaque de Bosanska Krupa, pourtant majoritaire, l'un des témoins répond simplement : « Ils ont pris leurs valises et sont partis sur la rive gauche de la rivière Una. » « Après cette première attaque, le conflit s'est achevé », affirme un autre. Boris Grubescic espère que le pro-

Chaises vides. Ce mardi 18 mai, Gojko Kllickovic, cinquantenaire à la voix grave et au ton autoritaire, et ses deux coaccusés, Jovan Ostojic et Maden Drljaca, présentent leurs témoins. Les chaises réservées au public restent vides. Les trois hommes doivent répondre des crimes commis à l'encontre de la population musulmane de Bosanska Krupa, une ville du Nord-est du pays.



A Tuzla, 5000 sacs mortuaires sont en attente d'identification, entreposés dans une chambre froide.

Selon l'acte d'accusation, ils auraient organisé et participé au transfert forcé de civils bosniaques et détenu illégalement plusieurs dizaines d'habitants dans les écoles de la ville.

54 jugements

Depuis le 9 mars 2005, date de la création d'une chambre dédiée aux crimes de guerre, le tribunal de Bosnie-Herzégovine a jugé 54 hommes : 42 Serbes, sept Croates, quatre Bosniaques et un Irakien. Huit d'entre eux ont été acquittés. La peine la plus lourde prononcée par la cour d'Etat, concernant les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et le génocide de Srebrenica, est de 42 ans d'emprisonnement. Le code pénal prévoit 45 ans, la perpétuité n'existe pas en Bosnie-Herzégovine. La condamnation la plus légère est de cinq ans.



Les victimes recherchent toujours réparation

Les femmes détenues et violées pendant la guerre sont souvent ignorées des autorités qui n'ont défini aucune stratégie pour leur venir en aide.

Le petit local de l'association Femmes victimes de la guerre est situé dans un immeuble gris en périphérie de Sarajevo. Les murs sont tapissés de photographies de criminels de guerre, de disparus et de « camps bordels », lieux où des femmes étaient détenues pour être violées.

Une liste de noms de famille court sur une dizaine de pages. « Ce sont les 3000 tués de Visegrad », explique Bekira Hasecic, la présidente de l'association, originaire de cette ville de Bosnie orientale, l'une des premières à avoir subi le nettoyage ethnique. « Personne ne s'est préoccupé d'établir une liste. J'ai lancé l'idée sur Internet et j'ai été assailli de mails de familles des victimes. »

La cinquantaine, maigre, le regard direct, Bekira Hasecic répète son histoire depuis 15 ans. Violée et expulsée de Visegrad en 1992, Bekira mène aujourd'hui un seul combat : « Voir les criminels de guerre arriver à leur procès menottés et en se faisant tout petits. Ils doivent payer et nous ne devons pas oublier pour que cela ne se reproduise plus jamais », assène-t-elle.

Côtoyer des meurtriers. Bekira habite aujourd'hui à Sarajevo mais retourne tous les week-ends à Visegrad, au cœur de l'entité serbe. Elle y croise « des tueurs installés tranquillement chez eux ».

C'est pour ne pas côtoyer au quotidien des meurtriers ou des violeurs, qui travaillent parfois dans la police, que les déplacés refusent de retourner dans leurs foyers d'avant-guerre. Si les principaux responsables des crimes de guerre sont jugés ou recherchés, la justice a besoin de temps pour s'occuper des bourreaux ordinaires. « A ce rythme là, il faudra un millier d'années pour les juger, nous serons tous morts. Il n'y aura personne pour témoigner », s'indigne Bekira.

Parfois, les condamnés purgent leur peine dans des maisons d'arrêt de leur ville d'origine où ils bénéficient d'un réseau de sympathie. C'était le cas de Radovan Stankovic, condamné à 20 ans de prison, pour crimes de guerre, viols, meurtres et déplacements de population. Transféré à la prison de Foca, la ville où il avait commis ses crimes, l'ancien milicien a réussi à s'enfuir. Systématiques, les sévices sexuels



Aveline Marques/Clef

La liste des 3000 tués de Visegrad est affichée dans le local de l'association Femmes victimes de la guerre, présidée par Bekira Hasecic.

comparés aux profils ADN des corps retrouvés dans les fosses communes. Rares sont ces corps, souvent déplacés dans une tentative de dissimulation des crimes, qui parviennent complets au centre d'identification. « Nous avons eu le cas d'une seule personne fragmentée en onze tas d'os retrouvée dans cinq charniers différents, distants en moyenne de 50 kilomètres les uns des autres », raconte Emina Kurtagic, chargée de communication à l'ICMP.

Réminiscences. Identifier les victimes permet de rendre la négation des crimes plus difficile. L'entité serbe remet périodiquement en cause l'importance des civils bosniaques tués à Srebrenica, ce qui freine le processus de réconciliation. Mettre un nom sur les déportés – 6435 identifiés sur 8100 disparus – participe à la reconnaissance des faits.

étaient utilisés comme arme de guerre. De 20 000 à 50 000 femmes, selon les sources judiciaires ou associatives – en ont été victimes alors que 18 condamnations ont été prononcées jusqu'à présent pour ce chef d'accusation.

Ces femmes vivent aujourd'hui souvent sans revenus et sans accès aux soins, ignorées par les autorités qui n'ont défini aucune stratégie pour leur venir en aide. Avec son association qui regroupe les victimes, Bekira Hasecic tente de briser l'omerta. Dans ce pays où victimes et bourreaux peuvent se croiser dans la rue, les meurtriers sont prêts à monnayer la localisation des charniers, selon Bekira Hasecic. « Une amie a payé 1500 KM pour récupérer la dépouille de son mari », précise-t-elle.

Bekira, elle, s'est battue sur le terrain judiciaire pour faire condamner les profanateurs de la tombe de sa sœur, qui ne supportaient pas que la dépouille de cette femme, bosniaque, soit enterrée dans l'entité serbe.

Tuzla, troisième ville de Bosnie-Herzégovine. Dans un préfabriqué à proximité du centre-ville, 5000 sacs mortuaires sont en attente d'identification, entreposés dans une chambre froide. Depuis 1996, la Commission internationale chargée des personnes disparues (ICMP), travaille à l'identification des cadavres exhumés des fosses communes. Entre 1992 et 1995, 30 000 personnes ont disparu en Bosnie-Herzégovine, dont 8100 lors du seul massacre de Srebrenica, le 11 juillet 1995. Environ 65% d'entre eux ont pu retrouver leur identité à l'issue d'un processus méthodique de recherche unique au monde.

Les familles de victimes fournissent des échantillons sanguins, dont les résultats sont

Juger les bourreaux, donner un nom à leurs victimes. Quinze ans après la fin de la guerre, la Bosnie continue d'écrire son histoire au présent. L'actualité quotidienne est faite de ces réminiscences, comme le témoignage de ces femmes, enlevées pendant la guerre et emmenées en Serbie, qui réapparaissent soudainement après des années de disparition.

Parfois, leur acte de naissance a été modifié au profit d'une identité serbe, et elles ont été persuadées que toute leur famille avait été tuée. L'association Femmes victimes de la guerre a reçu la lettre d'un garçon de dix ans né d'un viol. Il recherche aujourd'hui sa mère, qui a réussi à s'enfuir de Serbie vers l'Allemagne. Celle-ci refuse de le rencontrer. Bekira, elle, s'apprête à se rendre à Visegrad à la commémoration des massacres. Les familles de victimes se tiendront sur un pont qui fait face à un restaurant, dont le propriétaire est selon elles, un criminel de guerre.

Aveline Marques
Mersiha Nezic

RUMEUR

C'est une légende urbaine relayée par tous : à Banja Luka, il y aurait sept femmes pour un homme. En réalité, d'après les chiffres des registres civils de Republika srpska, il y a dans toutes les tranches

d'âge inférieures à 40 ans plus d'hommes que de femmes. Les femmes sont en revanche majoritaires chez les plus de 40 ans. Aucun homme n'aurait dépassé l'âge de 85 ans en 2007.

RAIFFEISEN BANK

Raiffeisen International est le plus important réseau bancaire des pays d'Europe centrale et orientale, avec près de 12,5 millions de clients. En Bosnie, le groupe autrichien a fondé la Raiffeisen Bank dd Bosna i Hercegovina en 1992. L'Autriche est aujourd'hui le pre-

mier investisseur étranger dans l'économie bosnienne, notamment grâce à ses banques. Pendant la guerre, près de 2,75 milliards de Deutsch marks d'économie ont disparu de 13 banques de Bosnie-Herzégovine et de cinq agences bancaires d'ex-Yougoslavie.

Les Serbes réclament justice

Systematiquement perçus comme des agresseurs, les Serbes tentent de faire entendre qu'ils comptent eux aussi des milliers de victimes.

À la veille du quinzième anniversaire du massacre de Srebrenica, les Serbes de Bosnie veulent eux aussi faire entendre qu'ils ont connu des milliers de victimes civiles. En Republika srpska (RS), de plus en plus de voix s'élèvent pour que la justice soit la même pour tous et que chaque victime puisse obtenir réparation. « L'opinion généralement acceptée est que les Serbes étaient les agresseurs. De ce fait, ils ne peuvent pas être les victimes », se désole Janko Velimirovic, directeur de l'institut de recherche sur les victimes serbes de la guerre, basé à Banja Luka.

Mauvaise presse. L'homme au physique imposant, la cinquantaine, se bat depuis maintenant dix ans pour faire entendre cette voix. Selon les chiffres du Centre de documentation et de recherche de Sarajevo, le conflit a coûté la vie à près de 100 000 personnes, dont 32 000 Serbes de Bosnie. « Le fait que le peuple serbe compte également des victimes est mal connu. Ce peuple a très mauvaise presse en Bosnie, mais surtout dans la communauté internationale. »

Composé d'historiens et d'avocats, l'institut se bat avant tout pour l'équité face à la justice, qu'elle soit internationale ou locale. Depuis quinze ans, les trois quarts des condamnations du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, avec lequel coopère l'institut de Banja Luka, ont visé des Serbes et des Serbes de Bosnie, 18% des Croates et 4% des Bosniaques. A la Cour du district de Banja Luka, une des cinq cours locales en RS, sur les 22 jugements pour crimes de guerre, trois seulement concernaient des victimes serbes, pour 18 Bosniaques et un Croate. Pour Janko Velimirovic, le préjugé d'avoir le statut de bourreau n'est pas seulement juridique, il est aussi psychologique.

Ainsi, les victimes civiles se sentent moins légitimes à exprimer leur souffrance :

Janko Velimirovic se bat depuis dix ans pour faire entendre la voix des victimes serbes.



Anastasia Lévy/Cuej

« Beaucoup de gens ont besoin d'aide psychologique, notamment les femmes violées, les gens torturés. Il y a aussi tous les réfugiés et déplacés internes, qui n'ont pas seulement à gérer le traumatisme de la guerre, mais aussi celui de la migration ».

Pendant longtemps, les victimes civiles de crimes de guerre n'avaient pas d'association propre. Il n'existait que des associations d'anciens combattants, qui ne traitaient pas de l'aspect psychologique. « La question post-traumatique est encore trop négligée en Republika srpska. La Croatie a fait un bien meilleur travail que nous. » Basée à Banja

préfèrent souvent consulter leurs propres médecins. D'après une source diplomatique, une psychiatre spécialisée dans le traumatisme psychologique de la guerre aurait été récemment nommée à l'hôpital de Banja Luka.

Injustice réparée. L'association a dû se battre pour obtenir plus de subventions : « A la fin de la guerre, il n'existait qu'une association, commune aux victimes de la Fédération et à celles de la Republika srpska. Et les subventions aux familles étaient versées par les Etats-Unis, l'Unicef, ou encore les pays d'Europe de l'ouest : les Bosniaques recevaient alors 90% des aides. »

Une injustice que les Serbes ont en partie réussi à réparer depuis que la Republika srpska a sa propre association. Elle peut proposer ses propres projets, auxquels l'Etat ou la communauté internationale accordent des subventions. « Nous n'avons pas assez d'argent pour proposer un projet plus large. De plus, les victimes de la guerre de Bosnie ne sont plus une priorité pour la communauté internationale », lance Nedeljko Mitrovic, comme pour souligner que les victimes serbes ne pourront plus profiter de toutes les aides

accordées aux Bosniaques pendant les premières années de l'après-guerre. « Il faudrait au moins que l'aide psychologique soit concrète », conclut-il.

Cette situation suscite chez certains Serbes un sentiment d'injustice, qui alimente le discours révisionniste. Srebrenica reste un sujet très sensible, son nombre de morts officiel étant très souvent nié ou minimisé. A six mois des élections, Milorad Dodik, l'actuel Premier ministre de Republika srpska et candidat à sa propre succession, a bien compris l'importance de ce sujet. Alors que le Parlement de Serbie vient de présenter les excuses de son peuple aux victimes de Srebrenica, Dodik a affirmé qu'il ne qualifierait jamais cet événement de génocide, et a minoré de moitié le nombre officiel de morts, selon lui établi sous la pression du Haut-représentant de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine. Avec cette déclaration, l'homme fort de la Republika srpska souhaite débarrasser le peuple serbe du statut de bourreau dans cette guerre, en critiquant la position selon lui partisane de la communauté internationale. En pleine campagne, le candidat exploite l'exaspération des victimes serbes.

Anastasia Lévy

Le TPIY

Le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a été créé en 1993 par la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il a pour mission de juger les responsables de violations graves du droit international humanitaire en ex-Yougoslavie commis à partir du 1er janvier 1991. Situé à La Haye, il a mis en accusation 161 individus, dont des dirigeants politiques ou militaires. Sur la totalité des accusés, 55 ont été condamnés, 9 acquittés, 13 renvoyés devant les juridictions nationales, 36 procédures ont été closes à la suite du décès de l'accusé ou du retrait de l'acte d'accusation et 48 sont en cours. La plus lourde peine prononcée est l'emprisonnement à vie contre Stanislav Galic, général de l'Armée des Serbes de Bosnie condamné pour crimes contre l'humanité. Pour désengorger le TPIY, des tribunaux secondaires ont été créés, comme la chambre pour les crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine, intégrée à la Cour d'Etat.

Manuels scolaires : passés recomposés

Les programmes d'histoire des trois communautés entrent en conflit sur plusieurs épisodes majeurs. L'OSCE tente d'y remédier en élaborant des livres identiques dans tout le pays.

AVÉC treize ministères de l'éducation et trois nationalités différentes, la Bosnie-Herzégovine peine à se construire une histoire commune. Chacun des dix cantons de la Fédération élabore son propre programme, qui diffère de ceux de la Republika srpska ou du district de Brcko. Après la guerre, la plupart des manuels proviennent de Belgrade pour les écoliers bosno-serbes. Ils sont écrits intégralement en cyrillique.

Pour les élèves bosno-croates, les livres sont élaborés à Zagreb, et imprimés en alphabet latin. Les élèves bosniaques, quant à eux, étudient dans des livres datant de la Yougoslavie. Leurs manuels sont écrits en cyrillique et en caractères latins. Des conditions peu favorables à l'édification d'un système de référence commun, bosnien, pour un pays qui n'existait pas avant 1991. La communauté internationale a choisi de s'octroyer le rôle d'arbitre dans ce domaine conflictuel.

Directives. Depuis huit ans, l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) intervient dans l'écriture des manuels d'histoire et de géographie. Elle donne des directives, organise des colloques de professeurs et d'historiens afin de minimiser les divergences.

« Notre action part d'un vrai besoin, de la société comme des professeurs, argumente Valerija Tisma, chargée de l'éducation au bureau de l'OSCE à Banja Luka. Les expressions utilisées dans les manuels étaient parfois inappropriées, certains événements présentés de façon univoque peuvent heurter les sensibilités des autres nationalités. De chaque côté, on évitait de parler de l'autre, en ne faisant entendre qu'une seule vérité. »

La première génération de manuels bosniens a été distribuée dans les écoles en 2007. Les recommandations de l'OSCE stipulent que « la Bosnie-Herzégovine doit être présentée comme le principal point de référence ». De plus, « les questions polémiques doivent être évoquées de façon à ne froisser personne et dans le respect des sentiments des trois peuples constitutifs et des minorités nationales. » Malgré ces précautions, quelques sujets restent particulièrement sensibles. Zoom sur trois points chauds de l'histoire de la Bosnie-Herzégovine : la période ottomane, la Seconde guerre mondiale et le conflit de 1992-1995.

Eve Chalmandrier
Fanny Holveck
Julien Lemaignan

L'empire ottoman

« L'islam a été accepté pas à pas et totalement librement par toutes les classes sociales, dans les villes comme dans les campagnes. » Dans les livres bosniaques, l'appartenance de la Bosnie à l'empire ottoman à partir du XIV^e siècle est présentée comme un véritable progrès pour le pays. La population musulmane y est privilégiée, reçoit une bonne éducation et a le droit de travailler dans l'administration. Au contraire, à propos des conversions, le manuel de Repu-

blika srpska, souligne la « manipulation » des Ottomans et reprend un extrait d'une lettre adressée par le roi de Bosnie au Pape : « Les Turcs profitent du fait que les paysans soient simples d'esprit pour les manipuler. Ils leur promettent la liberté s'ils se convertissent à l'Islam. »

La version croate insiste, elle, sur la résistance des catholiques face au mouvement de conversion, en soulignant le rôle des Franciscains.

La Seconde Guerre mondiale

« Les Oustachis ont tenté de convertir les Serbes au catholicisme. Ceux qui refusaient ont été arrêtés et exterminés dans des camps de concentration. » Les livres de la RS accordent une place majeure à cet épisode de l'histoire. Les camps croates sont décrits à l'envi. Environ un million de personnes y auraient été tuées, principalement des Serbes, des juifs et des Tziganes. Parmi les souvenirs douloureux, le camp

de Jasenovac, crée par le régime des Oustachis dans l'Etat indépendant de Croatie (NDH). Il s'agissait du seul camp d'extermination non géré par les Nazis de sa construction jusqu'à sa destruction. « Les Oustachis l'ont fermé pour cacher l'évidence des crimes », selon les auteurs serbes. Du côté croate, cet épisode fait l'objet d'un seul paragraphe, dans un chapitre sur l'Etat indépendant de Croatie.

Le conflit de 1992-1995

« Le 6 avril 1992, la Bosnie devient indépendante », lit-on dans le livre bosniaque. Une petite chronologie saute directement à la signature des accords de Dayton, en 1995. Les livres croates et serbes détaillent à peine plus la guerre. Celui de RS revient sur le début du conflit et le décrit comme une guerre civile, ayant commencé comme une guerre « locale, délimitée et en partie contrôlée ». Dans les

livres croates, où les catholiques sont considérés comme les premiers à défendre la Bosnie face à la grande agression de la Serbie.

« Pour les événements qui ont eu lieu à partir de 1991, nous vous conseillons de parler avec les gens qui ont vécu ce conflit, de vous documenter dans la presse ou d'en discuter en classe avec votre professeur d'histoire. », indique la dernière page d'un manuel de RS.

Un cours d'histoire au lycée de Petrovac, en Fédération.



Manjline Dumas/Cuej

RAKIJA

La rakija est une eau-de-vie des Balkans obtenue à partir de jus de fruits fermentés, notamment la prune ou la poire. Elle atteint en général les 40%, mais quand elle est vendue sur les marchés par les producteurs locaux, elle avoisine généralement les 60%. Elle est commune dans les mariages et est même utilisée par les églises orthodoxe et catholique dans certaines cérémonies funéraires.



Entre Jajce et Banja Luka passe l'IEBL, Inter Entity Boundary Line. Cette frontière sépare les deux entités de Bosnie-Herzégovine.

« Sans la communauté internationale, en politique, aucun accord n'est possible »

ZDRAVKO Grebo est professeur de droit à l'Université de Sarajevo. En 1991, il a participé à l'élaboration de la Constitution alternative de Bosnie-Herzégovine, avant d'ouvrir Radio Zid pendant la guerre, pour « recréer le climat intellectuel et spirituel du Sarajevo d'avant-guerre ».

NDI : Qu'attendent les Bosniaques des élections d'octobre prochain ?
Zdravko Grebo : Nous espérons que soient élus des gens qui seraient prêts, non pas à s'aimer, mais au moins à compromettre. Mais je ne suis pas optimiste.

Parce que ces hommes politiques n'existent pas ou parce que les citoyens ne sont pas prêts à se mobiliser pour élire ce genre de candidats ?
 Regardez l'Italie : pourquoi les gens ont-ils voté pour Silvio Berlusconi ? C'est un politicien sans idéologie, qui a été accusé de tout. Les Italiens ont pourtant voté pour lui. Pourquoi les gens normaux, s'il en existe après la guerre, ont-ils voté de

la même manière de 1990 à 2006 ? Parce que leur vie est misérable. Tout le monde utilise la peur contre eux : les hommes politiques, l'Eglise, et même l'Université. Les gens sont susceptibles de voter pour un homme politique qu'ils savent ignorant et corrompu, parce qu'ils pensent que s'ils ne se serrent pas les coudes en tant que groupe ethnique, ce sera encore pire. Je prie pour que les gens votent pour de nouvelles têtes en octobre. Ceux qui sont là actuellement sont des menaces, ils sont dangereux.

N'est-il pas temps pour la Bosnie de se passer de la communauté internationale ?
 Aujourd'hui, personne n'est content de cette forme de pro-

tektorat, mais on sait que sans la communauté internationale, aucun accord n'est possible. Il n'y a pas de parti politique au sens propre en Bosnie-Herzégovine. Il y a des mouvements nationaux et des leaders politiques. Le recours à la peur rend impossible toute forme de consensus. La présence de la communauté internationale est donc encore une nécessité.

Pensez-vous que les Bosniaques sont des citoyens passifs ?
 J'ai le sentiment que depuis toujours, il ne nous a manqué qu'une seule phrase dans notre Constitution : « Je suis citoyen de Bosnie-Herzégovine ». Je ne crois pas qu'ils soient passifs. Les citoyens de Sarajevo, de Banja Luka, de Tuzla etc, et les jeunes ne participent pas

aux élections parce qu'ils trouvent ça écoeurant. Dans les campagnes, les gens sont très attachés à leur groupe ethnique ou religieux : cette abstention leur profite donc. C'est la même chose en France, aux États-Unis, et dans d'autres démocraties stables. Mais dans une démocratie fragile, si tant est que la situation politique bosnienne est une vraie démocratie, c'est très dangereux.

Peut-on imaginer la Bosnie sans entités ?
 Bien sûr. J'ai du mal à l'imaginer avec des entités. Ce système est vraiment très bizarre. Rien que dans le nom, Bosnie « et » Herzégovine. Deux entités, une fédération et une république, c'est un système catastrophique, pas seulement parce que c'est source de conflit permanent, mais surtout parce que c'est tout sauf naturel. La meilleure façon de redessiner la vie politique de Bosnie serait d'avoir un État décentralisé, avec cinq ou six régions fortes.

Propos recueillis par Anastasia Lévy



Anastasia Lévy/Cuif

Les jours tranquilles du cinéma bosnien

Primés dans les festivals, les cinéastes tentent de s'affranchir de leur rôle de médiateur politique.

DÉPUIS l'éclatement de la Yougoslavie, le cinéma bosnien n'a cessé de s'imposer dans les festivals internationaux. A l'affiche, pas beaucoup de comédies romantiques ou potaches : les cinéastes bosniens donnent plutôt dans le film d'art et essai, engagé socialement. « Il y a beaucoup d'humour noir dans nos films. C'est aussi une façon d'affronter le passé », explique Kumjana Novakova de Pravo Ljudski, une association qui organise chaque année un festival de documentaires sur les droits de l'homme.

Catharsis. « Faire un film de fiction pendant la guerre revenait à lui dire « on s'en fout ». La dérision permettait de survivre, tellement la situation était absurde », se souvient François Lunel, cinéaste français arrivé en Bosnie en 1992. La ville est encore assaillie lorsqu'il tourne *Jours tranquilles à Sarajevo*.

On retrouve ce comique de l'absurde, dans *No Man's Land* de Danis Tanovic, oscarisé en 2001. « Depuis Tanovic, il n'y a pas eu de grand renouvellement », juge Adis Djapo, de la maison de production Proba. Les cinéastes de cette génération sont aux manettes et les nouvelles têtes n'ont pas encore émergé. Difficile également de trouver un film qui n'évoque pas la guerre dans un pays où les traces d'obus sont encore visibles. La catharsis est jugée nécessaire : « Après la Seconde guerre mondiale, on a parlé de l'Holocauste, mais pas de ce qui s'était passé entre Serbes, Croates et Bosniaques. On a mis tout ça sous le tapis et ça a ressurgi des décennies plus tard », rappelle Sumeja Tulic de Kriterion, une association sarajévienne qui organise des projections.

Identité. Le milieu du cinéma a décidé de se saisir des questions de société. L'an dernier, Amra Bakšić Camo, de la maison Proba, a lancé le projet « BiH à la recherche de l'identité perdue » et a invité douze cinéastes à travailler sur ce thème, à travers la réalisation de documentaires et de fictions. « Notre pays a été créé de toute pièce par un accord de paix. Chacun a sa version de ce que devrait être l'identité bosnienne. Nous voulions montrer ce que chacun a en commun », explique Adis Djapo. Les variations abondent : identité du langage dans *Dijagnoza S.B.H* d'Enes Zlatar, couples mixtes dans *Borderline* lovers de Miroslav Mandić. Mais le travail est délicat. « Celui qui tenterait de créer une « identité bosnienne » ne ferait, en réalité, que de la pro-

pagande », affirme Namik Tabil, réalisateur d'*Interrogation*, documentaire primé au Sarajevo Film Festival en 2007. - Exilée à Londres depuis 1992, la réalisatrice Duska Zagorac est revenue quinze ans plus tard à Banja Luka pour tourner un documentaire sur une communauté de Chinois immigrants. « Beaucoup de Bosniaques sont en exil. D'autres ont été déplacés dans leur propre pays et, maintenant, des immigrants s'installent. Ils sont rarement bien accueillis, et sont le miroir de notre propre dislocation. » L'association Kriterion projette d'ouvrir un cinéma d'art et essai tenu par des étudiants, car les salles de projection, détruites pendant la guerre, ne sont pas légion. Sa-

rajevo en compte neuf, Banja Luka, deux. « Le cinéma est un bon moyen de montrer que les Bosniaques sont confrontés aux mêmes problèmes », estime Sumeja Tulic. L'initiative est d'autant plus importante qu'en Fédération, chaque canton a son propre système éducatif. Croates, Serbes et Bosniaques n'apprennent pas l'histoire de la même façon.

Mission civique. A force d'aborder les questions sociales et politiques, les cinéastes bosniens se sont vus investis d'une sorte de mission civique. En 2008, Danis Tanovic a lancé le parti politique Nasa Stranka. Mais il rappelle constamment que son métier « c'est de faire des films, pas de la politique ».

« Il y a beaucoup d'humour noir dans nos films. C'est aussi une façon d'affronter le passé. » Kumjana Novakova, responsable associatif

Les réalisateurs bosniens sont plébiscités par la population et il n'est pas rare qu'un film local enregistre 100 000 entrées. Mais les réalisateurs ne peuvent pas tout. Pjer Zalica, primé dans plusieurs festivals européens, s'étonne que les journalistes l'interrogent toujours sur des thèmes politiques : « Avec des cinéastes, nous avons fait une sorte de performance qui s'appelait *European Now*. Ce n'était pas sérieux. Nous voulions simplement interpeller les gens sur la question de l'intégration à l'UE. Mais les journalistes et les bureaucrates européens ont immédiatement réagi en organisant des meetings très formels. C'est amusant mais effrayant, aussi, quand on y réfléchit bien. »

Anne Cagan
Lucile Pinero



Brouillon de cultures

A Mostar, la maison de la jeunesse et de la culture Abrasevic est le quartier général des militants de la mixité.

DANS le coin près de la porte d'entrée, un vieux canapé défoncé a ouvert ses bras à deux jeunes filles qui profitent de la connexion wifi. Muky, le barman, leur apporte des Karlovacko, une bière brassée en Croatie, servie ici « parce qu'elle est bien meilleure que la Sarajevsko, la bière bosniaque. » Sur la mezzanine au-dessus de leurs têtes, une association tient une réunion informelle. Le café Abrasevic est le repaire d'une poignée de jeunes militants de Mostar. Les ados pleins d'idées y croisent des trentenaires, activistes de longue date de la cause anti-fasciste, anti-homophobe, anti-discrimination et pro-culture.

Utopistes convaincus. Les habitués rechignent à décliner leur nationalité. Certains finiront par se déclarer « Yougoslaves » ou « d'origine Croate » si on insiste pour les « faire entrer dans une case ». Les plus jeunes se disent parfois « Bosniaques ». Situé dans la rue Alekse Santica, la ligne de front entre Croates et Bosniaques pendant la guerre,

Abrasevic a été créé pour combattre ces distinctions. Car le café n'est en réalité que la porte d'entrée grand public vers un mouvement d'utopistes convaincus. Fondée en 2003 par une douzaine d'associations de Mostar, la maison de la jeunesse et de la culture OKC* Abrasevic s'est installée en 2004 à l'emplacement d'un centre culturel détruit pendant la guerre. Des groupes de Mostar et des Balkans animent régulièrement la salle de concert attenante au café, qui accueille aussi des projections de films indépendants. Dans la cour du centre se trouve le « Media centar », un ensemble de containers où sont organisés des ateliers vidéos et d'où est alimenté le site d'actualité abramedia.info. Depuis novembre 2009, le site héberge Abrasradio, « la première web-radio indépendante de Bosnie-Herzégovine », selon Robert Janric, l'un des fondateurs de la station. Cinq personnes sont employées à temps plein, mais touchent à peine de quoi vivre. Quelques contrats ponctuels viennent renforcer la petite équipe de bé-

névoles. « Les premières années, *Pro-Helvetia*, une association suisse, nous a beaucoup soutenus. Mais ce partenariat est arrivé à son terme. Notre plus gros problème est de trouver des fonds pour continuer à exister », se désole Robert Jan-dric.

Performances. Malgré cet essoufflement financier, l'OKC Abrasevic reste un vivier d'initiatives, d'autant plus important que Mostar n'a ni cinéma, ni grandes salles de concert. Les militants animent en grande partie la vie culturelle de la ville, et si le public est peu nombreux, il n'en est pas moins fidèle. Au printemps 2010, le projet Art in divided cities a été conçu par des bénévoles de la maison de la culture. Des artistes de Mostar, Berlin, Beyrouth, Belfast et Kosovska Mitrovica ont alimenté un blog (artindivcities.org) pendant plusieurs semaines, et se sont retrouvés en avril à Abrasevic, pour quatre jours d'exposition et de performances. « Nous voudrions maintenant nous servir du bâtiment en ruine derrière Abrasevic pour en faire un musée sur la frontière, avec des collections renouvelées régulièrement », explique Mela Zuljevic, la coordinatrice du projet. Les appels à subventions sont lancés, sans succès pour l'instant.

Lisette Gries

TUNNEL

Le célèbre tunnel, objet de livres et de films, a été construit en juillet 1993 sous l'aéroport de Sarajevo assiégée, pour appro-

visionner la ville en nourriture et armes. Il a été utilisé jusqu'à la fin du conflit. Aujourd'hui, il ne reste qu'un tronçon d'une dizaine

de mètres transformé en attraction payante : une étape du tourisme de guerre, que les cars turcs affectionnent particulièrement.

*OKC : Omladinski kulturni centar/ centre culturel pour la jeunesse

